This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

40

2 ouvrages en 1

Robbins

216-116

848
C88c

M. Jean-Jacques [illegible]
Fontaine de Visery

Coyer, Gabriel François

LA NOBLESSE COMMERÇANTE.

Par l'Abbé Coyer

A LONDRES,
Chez FLETCHER GYLES,
dans Holborn.

M. DCC. LVII.

Rom. inaug.
Vrin
2.27.28
16503

03-23-28 bis

LA NOBLESSE COMMERÇANTE.

QU'ON ne diſe plus que nous n'aimons que l'agréable & le frivole ; le ſérieux & le ſolide commencent à prendre ſur nous. Le Commerce, depuis quelque tems, occupe de bonnes plumes & quantité de lecteurs. Sans nos diſputes de Religion, apparemment plus néceſſaires, il deviendroit preſque la converſation à la mode. J'ai entendu des courtiſans même en vanter les avantages.

M. le Marquis de Laſſay s'appercevoit déja en 1736 de cette

révolution naissante, & il s'en réjouissoit. On a trouvé dans l'inventaire de ses papiers (il croyoit qu'on pouvoit penser & rire) des chansons galantes & des réflexions (*) sur le Commerce. Le Commerce étoit à ses yeux le grand ressort de la fortune d'un Etat : mais il craignoit que le Gouvernement séduit par cet appas, ne vînt à le permettre à la Noblesse, ce qu'il appelloit un très-grand mal. Ecoutons les raisons de ce noble Militaire, pour nous ranger sous ses drapeaux si elles sont bonnes, ou pour prendre parti ailleurs si elles sont mauvaises. Que n'est-il permis en tout de faire de même ! M. de Lassay devoit savoir ce qui convenoit à la Noblesse ; mais il ne

(*) Ces réflexions ont été imprimées dans le Mercure de Décembre, vol. 2e. 1754.

prétendit jamais à l'infaillibilité.

Son début paroît encore plus fait pour le tems préſent que pour celui où il vivoit ; le voici : *On entend dire ſans ceſſe qu'on devroit permettre à la Nobleſſe de trafiquer comme en Angleterre ; pour moi je penſe différemment ſur cet article.*

Pour être fondé à penſer différemment, il faudroit d'abord demander à la Nobleſſe Angloiſe ſi elle ſe trouve mal de la permiſſion, & à l'Etat s'il en eſt devenu moins floriſſant. Dans le tems que Mylord Oxford gouvernoit l'Angleterre, il avoit un frère facteur à Alep ; & Mylord Towshend Miniſtre d'Etat, en eſtimoit un qui ſe contentoit d'être marchand dans la Cité. Ces deux cadets de noble race, & tant d'autres dont les noms ſont inſcrits dans les faſtes du Commer-

ce Anglois, ont-ils eu quelque chose à se reprocher ? Au lieu de rester dans une vie oisive, dépendante & mal-aisée, à la charge de leurs aînés, ils se sont enrichis en augmentant la fortune publique ; & leurs enfans, par les richesses dont ils ont hérité, n'en sont devenus que plus propres aux grandes places. Voilà peut-être une des raisons qui fait dire sans cesse, qu'on devroit permettre le Commerce à la Noblesse Françoise.

Si on l'entend dire sans cesse, c'est une preuve du vœu général de la Nation, & ces sortes de vœux portent ordinairement sur un grand avantage clairement apperçu par le grand nombre.

Si on l'entend dire sans cesse, c'est que tous les Ordres de l'Etat sont touchés de la misère qui

assiége une grande partie de la Noblesse.

Si on l'entend dire sans cesse, la Noblesse apparemment le dit quelquefois elle-même, non pas cette Noblesse brillante qui habite des palais ; mais cette Noblesse obscure qui voit chaque jour tomber en ruine le château de ses pères sans pouvoir l'étayer ; non pas cette Noblesse attachée à la Cour, toujours occupée grandement du lever ou du coucher du Roi, & faite par-là même pour toutes les graces, exactement des graces ; mais cette Noblesse enchaînée par l'indigence, sur qui le soleil ne se léve que pour éclairer sa misère, & qui n'a point d'aîles pour voler aux récompenses ; non pas, en un mot, cette haute Noblesse qui est encore plus haute qu'on

ne le dit.... En eſt-il une baſſe ? s'il en eſt une, la pauvreté l'abaiſſe toujours plus. Le Commerce ſe préſente à elle comme une planche dans le naufrage ; la ſaiſira-t-elle ?

Si on le ſouhaite tant, c'eſt depuis que le commerce commence à s'anoblir lui-même dans les idées publiques ; c'eſt depuis que des Nations commerçantes & rivales nous font ſentir tout ce qu'elles peuvent par les forces du commerce ; c'eſt depuis que le flambeau de la Philoſophie éclaire & diſſipe nos préjugés. Notre raiſon a fait un grand pas, ſi elle nous dit qu'un Gentilhomme peut commercer.

On n'entendoit pas ce langage dans ces tems barbares du gouvernement féodal, où la Nobleſſe tenoit la moitié de la Fran-

ce dans une indigne ſervitude. Elle n'avoit pas beſoin du commerce puiſqu'elle poſſédoit tout, les terres & les hommes ; d'ailleurs on ne penſoit alors qu'à attaquer ou à ſe défendre, & l'épée paroiſſoit l'inſtrument le plus néceſſaire à l'Etat.

On n'entendra pas ce langage en Allemagne. Un millier d'Alteſſes, & un monde d'anciens Barons, en embraſſant leurs Armoiries, crieroient au renverſement de l'Empire. On l'entendra encore moins en Pologne : auſſi-tôt cinquante mille Gentilshommes qui meurent de faim, jureroient par leurs ſabres de continuer à ſervir leurs égaux pour un honteux ſalaire, plutôt que de s'enrichir & de ſe mettre en liberté par le commerce. Tels ſont les reſtes de l'eſprit Gothique qui s'eſt con-

ſervé dans ces deux Etats plus qu'ailleurs.

Mais M. de Laſſay, ſans voir de l'aviliſſement dans une Nobleſſe commerçante, y découvre un grand mal pour l'Etat ; c'eſt prendre les choſes du bon côté : *La Nobleſſe*, dit-il, *fournit un nombre infini d'Officiers en quoi conſiſte la plus grande force de nos armées ; car les ſoldats des autres Nations ſont du moins auſſi bons que les nôtres & plus endurcis au travail.*

Ce nombre d'Officiers ſi néceſſaire à l'Etat diminueroit-il effectivement ſi dans chaque famille de la pauvre Nobleſſe il ſe trouvoit un enfant qui par le commerce fourniroit peut-être à ſon aîné de quoi faire campagne ? Il s'en faut beaucoup que les places militaires ſoient en proportion avec la Nobleſſe, puiſqu'en plei-

ne guerre tant de Gentilshommes ſollicitent inutilement de l'emploi. Si la crainte de diminuer le nombre des Officiers eſt une raiſon pour interdire le commerce à la Nobleſſe, il faut donc auſſi lui fermer l'entrée, je ne dis pas des Cloîtres (la Nation le diroit pour moi) mais des Séminaires, ce qu'elle ne diroit pas. Il eſt cependant vrai que le commerce ne retrancheroit pas plus d'Officiers que l'Etat Eccléſiaſtique. Parlons plus exactement, il n'y a aucun retranchement, aucune diminution dès qu'on n'applique ailleurs que l'excédent de la Nobleſſe : ne craignons pas la diſette d'Officiers. La volonté des pères nobles & le gout naturel des enfans y mettent bon ordre : un Gentilhomme eſt très-perſuadé qu'on ne ſert le Roi qu'avec

les armes, il veut que son fils aîné joue le beau rolle, & en l'amusant d'un hochet, il lui montre une épée. L'enfant grandit, & le premier coup d'œil sur la vocation Militaire lui découvre des agrémens de toute espèce, des chiens, des chevaux, des habits galants, le jeu, la table, des maîtresses. Il donne à corps perdu dans le service du Roi. Ses frères en feroient vraîment bien autant, mais le Roi n'a pas besoin de tant de serviteurs; il faut que l'Etat les prenne, & pourquoi pas dans le commerce ?. On voit par là que la Noblesse auroit toujours un fonds plus que suffisant pour commander nos troupes, quand même on en détacheroit quelques pauvres rejettons pour s'enrichir dans le négoce.

Mais c'est cette Noblesse, ajoute:

M. de Laſſay, *qui nous a tant de fois donné la ſupériorité ſur nos ennemis, & qui a ſauvé la France dans les tems les plus malheureux. Il n'y a qu'à lire notre hiſtoire pour en être inſtruit.*

Oui ſans doute nous devons beaucoup à cette Nobleſſe, & nous nous flattons de lui devoir encore plus à l'avenir. Soit dit cependant ſans excluſion d'un bon nombre de braves gens qui montrent aujourd'hui dans le ſervice une ame noble ſous la modeſtie d'une naiſſance bourgeoiſe. Le Roi s'en eſt apperçu, puiſqu'il leur a marqué une place dans le Nobiliaire. L'hiſtoire qui vante les Montmorency, les Turenne, célèbre auſſi les Fabert & les Catinat, & je ne ſai ſi les premiers Francs qui fondérent notre Monarchie eu-

rent d'autres titres de Nobleſſe que leur courage. Mais donnons à la propoſition plus d'étendue qu'on n'en demande. Suppoſons que ce ſoit à la Nobleſſe *ſeule* que la France ait dû ſes plus grands ſuccès. Je demande ſi un Capitaine qui auroit un frère propriétaire d'un Vaiſſeau, ou à la tête d'une Manufacture, en combattroit avec moins de valeur? Le brave Amiral de Joyeuſe en avoit un ſous le froc.

L'Avocat de la Nobleſſe revient à la charge en fouillant une des ſources de la valeur, où il trouve que *les Gentilshommes animés par l'exemple de leurs pères & élevés dès leur enfance à n'eſpérer ni bien ni conſidération que par la guerre & les périls, y portent toutes leurs penſées. On ne leur parle d'autre choſe, & ils ſe forment*

preſqu'en naiſſant à cette valeur dont ils doivent tout attendre. Convient-il de leur préſenter un autre objet ?

Ces Gentilshommes que je ſuppoſe au nombre de 4, dans une famille ſans fortune, pourroient dire à leur père : Pourquoi nous induire en erreur ? Vous nous avez prêché dès le berceau que nous ne devions eſpérer ni bien ni conſidération que par la guerre & les périls : nous avons appris de bonne heure à jurer, à quereller, à inſulter tout ce qui n'eſt pas noble, à manier les armes, à tirer ſur les gardes de la chaſſe voiſine, à dévaſter des bleds, à eſtropier des payſans, à confondre le droit avec la force, nous nous ſommes fait des ames de Tigres, nous voilà tout formés pour la

guerre. Mais nous nous apperce-vons que depuis que vous y avez envoyé notre aîné nous n'avons plus d'habit, & quelle peine encore n'avez-vous pas eue pour arracher cette Lieutenance ? Sans ce Seigneur que vous n'oſez nommer en face *votre couſin*, vous manquiez le but. Il y a trois ſiécles que la fortune n'a viſité ce vieux château, & nulle apparence que la fantaiſie lui en prenne. Que faire de nos épées tandis que nous n'avons d'autre ennemi que la faim ?

Leur père auroit été peut-être plus ſenſé ſi en deſcendant de ſon arbre généalogique il leur eût dit : Mes enfans, il eſt pluſieurs voyes pour arriver au bien & à la conſidération, la Guerre, la Robe, l'Egliſe, la Finance. Et à n'enviſager que la fortune, il y a encore

encore le commerce où avec peu de choſe on fait beaucoup : il amène des richeſſes innocentes que perſonne ne cenſure. La protection qu'en tout autre Etat il faut acheter, les graces qui fuyent à meſure qu'on les pourſuit, l'intrigue, les baſſeſſes, le crime, tout cela n'a rien à faire ici, on ne dépend que de ſoi-même, de ſon travail & de ſon induſtrie. Mais il faut tout dire, en ſervant ſa famille & l'Etat par le commerce, on y vit avec peu de conſidération. Qui de vous aura aſſez de courage pour l'embraſſer ?

Au lieu de ces leçons qui pourront paroître raiſonnables à quelques perſonnes, ce père imprudent n'a parlé que de valeur comme de l'unique ſource dont on doit tout attendre. L'attente eſt bien cruelle quand l'objet fuit

toujours, & encore plus lorſqu'après avoir vécu durement & s'être frotté d'huile comme les Athlètes on ne peut pas entrer dans la lice pour gagner la couronne.

Mais, reprend M. de Laſſay, *ſi on ouvre aux Gentilshommes une autre porte, & ſi le commerce leur eſt permis, ils ſuivront aiſément une route bien plus facile & moins périlleuſe qui les tirera de la pauvreté où ils ſont, & leur donnera des richeſſes aiſées à acquerir qui leur fourniront toutes les commodités & tous les plaiſirs que les hommes recherchent avec tant de ſoin. Que n'avoit déjà pas fait ſur eux le tems du ſyſtéme du papier, quelque court qu'il ait été? C'eſt un exemple qu'on ne doit jamais oublier.*

On nous dit que la route de la fortune eſt bien plus facile & moins périlleuſe par le commer-

ce que par la guerre. C'eſt une vérité : mais en conclure que la Nobleſſe placée entre l'une & l'autre préférera le commerce par goût, c'eſt n'avoir pas comparé les attraits des deux états. L'un eſt brillant, l'autre eſt modeſte. L'un ſe combine avec une belle oiſiveté, l'autre demande une application ſuivie ; l'un ne veut que jouir, & l'autre amaſſer. La guerre, il eſt vrai, a des fatigues & des périls que le commerce n'a pas : mais ces ſueurs, ces combats ne ſe préſentent que dans une perſpective éloignée ; on y penſera quand on marchera à l'ennemi. Nos jeunes gens, diſoit Tacite, regardent le ſervice comme un état de diſſipation & de licence. Une vie libre, inappliquée, ſuſceptible de tous les plaiſirs, décente au milieu des vi

ces, ſéduira toujours une jeuneſſe bouillante. On voit quelquefois d'anciens Militaires ſe dégouter des armes par les travaux & les périls qu'ils ont eſſuyés ; mais où eſt l'adoleſcent au ſortir du collége qui refuſe l'épée, parce qu'un jour elle lui coutera de la peine & peut-être du ſang ? il n'en voit que la poignée & le nœud. Si la Nobleſſe ſe déterminoit à un genre de vie par la facilité de s'enrichir à couvert des dangers, elle ſe jetteroit dans le ſanctuaire à s'y étouffer. Quelle route vers la fortune plus courte & moins périlleuſe, ſur-tout pour les grands noms auxquels ſont ſans doute attachées les grandes vertus ! Cependant la Nobleſſe n'entre dans cette carrière qu'avec ménagement ; pourquoi ? parce qu'elle apperçoit à l'entrée

l'étude, la décence, la réſerve, la gravité, la contrainte. Ce jeune Gentilhomme eſt effrayé, il recule. Il héſiteroit auſſi à l'aſpect du commerce : mais l'autorité d'un père qui prend la néceſſité pour Loi, feroit un Marchand comme elle fait un Abbé ; & l'état Militaire auroit toujours la préférence, autant qu'elle ſeroit poſſible. Vouloir refuſer à la Nobleſſe un moyen de s'enrichir pour la tourner entiérement du côté de la guerre, c'eſt très-ſouvent manquer le but. Elle reſte pauvre & ne combat pas, parce que pour combattre il faut des chevaux, des armes & un commencement de fortune. Le commerce ne feroit donc pas la guerre à la guerre ; & ce prétendu piége ne prendroit que ce que la raiſon dit de prendre. En vain nous

rappelle-t-on le tems du ſyſtême du papier : ſi nous devons nous en ſouvenir avec douleur, ce n'eſt point par le dégout qu'il put donner aux Militaires pour leur état, je crois qu'alors comme aujourd'hui dans tous les Régimens toutes les places étoient remplies. Quelle différence d'ailleurs de ce ſyſtême où un ſeul jour faiſoit une fortune, au commerce qui demande des années ? loin de craindre que la Nobleſſe ne ſe tourne trop au commerce, appréhendons bien plus qu'enchaînée par des préjugés elle n'y donne point du tout.

Mais voici une objection bien plus ſpécieuſe : *Les pères qui auront commencé ce genre de vie y éleveront leurs enfans & en peu de tems on verra diſparoître cet eſprit guerrier qui a toujours diſtingué la*

Nobleſſe Françoiſe, & on n'aura plus que des Négocians à la place de ces braves ſoldats tant vantés dans tous les tems.

Si ce malheur nous ménace, au lieu renverſer les barrières que nous avons miſes entre le Commerce & la Nobleſſe, triplons-les. Nous avons beſoin de nos Scipions, puiſqu'il y a des Cartaginois. Mais eſt-il bien vrai qu'un père qui auroit embraſſé le commerce, y éléveroit ſes enfans? Pas plus qu'un Magiſtrat n'éléve les ſiens dans la Robe: Il en donne auſſi à la Guerre, à l'Egliſe, à la Finance. Mais conſidérons ce qui ſe pratique dans le commerce même tel qu'il eſt aujourd'hui: les faits ſont toujours au-deſſus des raiſonnemens. Jettons les yeux ſur ce Négociant Millionaire;

il n'a rien de plus preſſé que de faire ſes enfans plus grands que lui, & il place une Compagnie, un Régiment à la tête de ſes projets ; c'eſt beaucoup s'il ne renonce pas lui-même à un autre million qu'il pourroit gagner pour ſe faire Noble. Rapportons-nous-en à l'émulation Françoiſe. Pourquoi veut-on ſuppoſer que la Nobleſſe ſeroit plus conſtante dans un état qu'elle n'auroit embraſſé que par néceſſité & par raiſon? Un père de qualité qui auroit eu le front de s'enrichir en portant notre ſuperflu à l'Etranger, rendroit bien-tôt à la guerre les enfans qu'il auroit faits dans le commerce ; & ſa poſtérité ſeroit guerrière juſqu'à ce que par les dépenſes du ſervice ou par une brillante profuſion aſſez ordinaire à cet état, elle retombât dans la pauvreté.

pauvreté pour ſe relever encore par le commerce. Eût-il mieux valu que ce Gentilhomme fût reſté dans la fange d'un petit Fief, avec une épée inutile & dans un Célibat forcé qui n'auroit pas même le mérite de pſalmodier pour les Fidéles ? J'avoue qu'il n'aura pas l'eſprit guerrier, il n'en a pas beſoin, & on ne le lui demande pas ; mais rien n'empêche que ſes enfans ne le prennent : le fils d'un Maréchal de France prend bien l'eſprit de l'Epiſcopat ? Il n'eſt donc pas vrai qu'on n'aura plus que des Négocians à la place de ces braves ſoldats tant vantés dans tous les tems : voilà des larmes perdues. On aura un certain nombre de riches négocians à la place de ces Nobles indigens à qui la miſère ferme toutes les portes, cel-

le de la guerre comme les autres ; & leurs enfans deviendront de braves ſoldats qu'on vantera comme leurs ayeux.

M. de Laſſay étoit vivement frappé de l'effrayant tableau qui ne préſenteroit plus que des Négocians dans la Nobleſſe ; car il s'écrie: *Si ce malheur arrivoit, les conſéquences ſont aiſées à tirer, & il n'eſt pas difficile de juger ce qu'il en coûteroit à la France, qui eſt un Royaume établi par les armes & qui eſt ſitué de façon qu'il ne peut ſe ſoutenir que par ces mêmes armes qui l'ont fondé.*

Avec des ſuppoſitions on déplaceroit la terre : Archimède, pour y réuſſir, ne demandoit que deux choſes ; un point fixe dans les airs, & un levier aſſez long. Quelle machine aſſez forte jetteroit donc toute la Nobleſſe

dans le commerce ? Il faudroit pour cela qu'elle fût toute pauvre & en même-tems qu'elle ne pût s'enrichir par ce même commerce. Suppoſez-la riche, elle ne l'embraſſera pas ; qu'elle ſoit pauvre, elle le quittera quand elle ſera riche, pour courir aux lauriers Militaires.

On nous rappelle que ce Royaume a été établi par les armes. J'aimerois bien mieux qu'on nous apprît qu'il fut fondé par la Juſtice, & que ces anciens Gaulois, lâs du joug des Romains, ſe livrérent volontairement à Pharamond ou à Clovis.

On obſerve encore que *ce Royaume eſt ſitué de façon qu'il ne peut ſe ſoutenir que par ces mêmes armes qui l'ont fondé.* Eh ! qui eſt-ce qui parle de briſer nos armes ? Le commerce nous don-

neroit des canons ſi nous n'en avions pas ; & peut-être lui devons-nous ceux que nous avons. Je pourrois, ſi je le voulois, me ſervir des raiſons de l'Obſervateur contre l'Obſervateur lui-même. Je pourrois démontrer que la France, dans la poſition actuelle de l'Europe, ne peut ſe ſoutenir que par le commerce, d'où je conclurois que toute la Nobleſſe doit s'y porter, comme il conclud, lui, que toute la Nobleſſe doit courir aux armes parce que le Royaume ne peut ſe ſoutenir que par les armes. Mais je conclurois mal : il eſt un ſage milieu entre ces deux extrémités ; de la maſſe noble il faut en réſerver pour les combats la quantité néceſſaire & livrer l'excédent au commerce. On trouvera des

guerriers, on en trouvera de reſte dans la partie qui pourra fournir aux dépenſes du ſervice.

Toutes les objections ſe réduiſent à une : On craint que la Patrie ne manque de défenſeurs. Quel nombre exige-t-elle ? Le total de nos troupes, en tems de paix, monte à deux cens vingt mille hommes ſous la conduite de quinze mille Officiers. Mais il faut penſer à la guerre : ſoit. Lorſque Louis XIV. attaquoit l'Europe par terre & par mer, il commandoit à cinq cens mille combattans ; parmi leſquels on comptoit trente mille Officiers ; nous ne ſerons jamais obligés à de plus grands efforts. D'autre part j'ai voulu connoître la maſſe de la Nobleſſe Françoiſe. Les oracles que j'ai interrogés ne m'ont répondu que par leur em-

barras. Si j'avois demandé combien il y a de voitures élégantes dans cette Capitale, combien il a paru de nouvelles modes depuis le commencement de ce régne, on me l'auroit dit. Au défaut d'un calcul exact, l'approximation eſt ici néceſſaire.

La France, dans ſa ſurface, contient trente mille lieues carrées, (a) ſans y comprendre la Lorraine qui a auſſi ſa Nobleſſe; chaque lieue carrée préſente à peu près deux maiſons nobles, que l'on peut regarder comme deux berceaux pour ſix Gentilshommes, compenſation faite du fort & du foible; ſomme toute, cent quatre-vingt mille. Mais il en eſt encore un plus grand nombre répandu dans les villes, ſur-tout

(a) M. de Vauban, Traité de la Dixme Royale.

depuis que, pour la commodité des Citoyens, la Nobleſſe s'achéte. Pour ne rien outrer, reſtons plutôt au-deſſous de la réalité, & ne donnons à l'ordre de la Nobleſſe que trois cens ſoixante mille individus.

Si tant de bras étoient néceſſaires à la défenſe de la Patrie, je ne parlerois plus de commerce : le Prêtre même, lorſqu'elle eſt en danger, doit quitter l'Autel à l'exemple de Mathatias pour courir aux armes. Mais nous ſommes bien éloignés de cette extrémité, puiſque nous pouvons donner le mouvement à cinq cens mille ſoldats avec trente mille Officiers. Que deviendront les trois cens trente mille Nobles que la guerre refuſe ? On diroit que le Marquis de Laſſay a pris plaiſir à enfanter

des monſtres pour avoir la gloire de les combattre.

Certainement je n'aurois pas imaginé avec lui que toute la Nobleſſe Françoiſe ſeroit toujours aſſez occupée à verſer du ſang, & encore moins qu'elle dût ſe précipiter en foule dans le commerce auſſi-tôt qu'on lui en ouvriroit la barrière. Cette crainte qui part plutôt d'un cœur Citoyen, (qualité bien rare!) que d'une combinaiſon réfléchie, marque du moins que le commerce offriroit de grands biens à la Nobleſſe. Pour les apprécier il faudroit voir de près les maux qui l'affligent.

Ce n'eſt pas du centre du luxe ni du ſein d'une pompe bruyante qu'on peut entendre les ſoupirs d'une Nobleſſe qui gémit au loin en mêlant ſes larmes avec

celles du Laboureur. Il ne faut pas même la juger par quelques échapés de la croupe qui viennent de tems à autre ſolliciter un Procès ou mendier une protection dans cette Capitale. Ces malheureux, d'autant plus malheureux qu'ils ſont NOBLES, nous dérobent une partie de leur misère pour ne pas trop rougir. Ce voyage néceſſaire & ſouvent inutile, dévore leur ſubſiſtance pour pluſieurs années.

Suivons-les dans leur retour. Parcourons avec eux ces Terres Seigneuriales qui ne peuvent pas nourrir leurs Seigneurs. Voyez ces Métairies ſans beſtiaux, ces Champs mal cultivés ou qui reſtent incultes, ces moiſſons languiſſantes qu'un créancier attend une ſentence à la main, ce château qui menace ſes maîtres,

une famille ſans éducation comme ſans habits, un père & une mère qui ne ſe ſont unis que pour pleurer. A quoi ſervent ces marques d'honneur que l'indigence dégrade, ces armoiries rongées par le tems, ce banc diſtingué dans la paroiſſe où l'on devroit attacher un tronc au profit du Seigneur, ces prières nominales que le Curé, s'il oſoit, convertiroit en recommandation à la charité des fidéles, cette chaſſe qui ne donne du plaiſir qu'à ceux qui ont de l'aiſance, & qui devient un métier pour ceux qui n'en ont pas, ce droit de Juſtice qui s'avilit ſous l'infortune, & s'exerce mal ?

Un état ſi violent ne ſauroit durer. Il finira par un autre encore plus violent. Ces terres vont paſſer dans les mains d'un

Haut & Puiſſant Seigneur qui veut agrandir ſon Parc, ou dans celles d'un parvenu qui s'ennuye de porter ſon nom. Je n'examine point ſi des hommes nouveaux qui s'élévent par le travail, ne ſont pas plus eſtimables que des anciens nobles qui tombent par l'oiſiveté. Quoi qu'il en ſoit, pour prévenir la chute de la Nobleſſe, donnons-lui le commerce pour appui, elle y trouvera la conſervation & l'amélioration de ſes terres, l'agrandiſſement de ſes poſſeſſions, l'affermiſſement de ſes droits, la ſureté de ſes priviléges, la conſidération de ſes Vaſſaux, l'éducation & l'établiſſement de ſes enfans. Que faut-il pour tout cela ? Des richeſſes. Le commerce les donne.

Il n'en eſt pas du commerce comme des autres états de la vie.

pour leur partager vos malheurs, jettez les yeux ſur cet arbre, & parmi la quantité prodigieuſe de branches qu'il vous offre, vous en trouverez ſans doute une à votre portée. Voyez ce petit rameau que ce ruſtre votre vaſſal a ſaiſi. Il le nourrit, il l'habille lui & ſa famille, tandis que la vôtre vous arrache des ſoupirs. Si vous pouviez douter un moment du bonheur qui vous attend dans le commerce, les habitans de Lyon, de Bordeaux, de Nantes, de Marſeille vous diroient: regardez-nous. Un Gentilhomme, en laiſſant à ſes enfans le commerce pour héritage, leur laiſſeroit un bien qui ſe multiplieroit à proportion de leur nombre. Il n'en eſt pas de même des arpens de terre qu'il peut leur partager. La nobleſſe ſe

plaint quelquefois d'avoir été ſubjuguée par un Cardinal deſpotique ; le commerce la releveroit. On n'a point de force, à peine a-t-on une ame dans l'indigence. Tel qui rampe dans la pouſſiére ſe ſeroit élévé aux premières places s'il avoit eu de la fortune :

Haud facilè emergunt quorum virtutibus obſtat
Res anguſta domi. . . . . .

Doit-on permettre à la Nobleſſe de commercer, ou doit-on lui permettre de s'enrichir ? C'eſt une même queſtion. On ne demande donc pas ſi le commerce ſeroit avantageux à la Nobleſſe, parce qu'on ne demande pas ſi le ſoleil échauffe. Mais on examine ſi le commerce exercé par la Nobleſſe ſeroit utile à l'Etat, & on eſt bien fondé à établir ain-

ſi la queſtion. S'il y avoit dans un Etat une profeſſion douce, commode, fructueuſe pour ceux qui l'embraſſeroient, mais inutile à la Patrie, il faudroit, quelque ſacrée qu'elle pût paroître, en ſaper les fondemens. C'eſt une néceſſité d'ordre que les petites roues des fortunes particulières s'engrènent avec la grande roue de la fortune publique. Sachons donc quels avantages l'Etat pourroit tirer d'une Nobleſſe commerçante ?

D'abord elle ſeroit occupée. Si la terre produiſoit d'elle-même le néceſſaire & le ſuperflu, ſi le jardin d'Eden auſſi étendu qu'elle, offroit à toute la poſtérité d'Adam la même meſure de biens, ſi tous les hommes vivoient égaux comme la nature les a faits, il reſteroit encore un grand

grand embarras ; à quoi les occuperoit-on ? Les passions dans l'oisiveté acquièrent des forces, s'entrechoquent plus violemment, troublent l'harmonie générale. Lycurgue, après avoir partagé toutes les terres également aux Spartiates, après avoir arrêté le mouvement de la fortune en décriant l'or & l'argent, après avoir abandonné l'Agriculture, les Arts & le Commerce aux esclaves & aux étrangers, ne voulant pour Citoyens que des guerriers, sentit pourtant que cette Nation de guerriers n'auroit pas toujours les armes à la main, & qu'il falloit nécessairement l'occuper, sans quoi Sparte retomberoit bien-tôt dans ses premiers désordres : de-là ces repas publics, ces conversations dans des salles communes, ces

courſes de chevaux & de chariots, ces jeux, ces combats gymniques, ces exercices de toute eſpèce qui les tenoient toujours en haleine. La Nobleſſe Françoiſe, en tems de paix, eſt un corps Paralytique ſans mouvement & ſans action; dirai-je? ſans idées: ce tems de paix peut être long. Il a duré vingt ans ſans interruption en commençant ce règne; qui ſait s'il ne le finira pas? Heureuſement pour les peuples les Souverains ſe craignent mutuellement. Le ſyſtême d'un équilibre de puiſſance, tout imparfait qu'il eſt & qu'il ſera toujours, épargne pourtant beaucoup de ſang. La Négociation termine plus de différends que le canon, & tandis que les Lions s'enchaînent les uns les autres, les troupeaux ſont tranquilles.

Mais ſuppoſons la guerre. Nous ne ſommes plus dans ces ſiécles où nos Rois n'ayant point de troupes réglées, point d'armées ſubſiſtantes, ils étoient obligés de convoquer l'Arrière-ban. Alors la Nobleſſe étoit toujours bottée. Aujourd'hui paix ou guerre, elle ſe promène en grand nombre dans nos villes & nos campagnes, ſans ſavoir ce qu'elle fera de ſon exiſtence; & ſi enfin elle vient à s'ennuyer de cette végétation, elle va dans le ſervice étranger tourner ſes armes contre nous. Pour l'occuper chez nous, il faut lui offrir un état dont le vaſte ſein puiſſe recevoir quiconque ſe préſente. Cet état n'eſt ni l'Epée ni la Robe, tant d'aſpirans refuſés en rendent témoignage. Ce n'eſt pas même l'Egliſe malgré le

grand nombre de ſes places & ſes tréſors ſi enviés ; ſi la bouffiſſure de quelques-uns de ſes Miniſtres rend les autres étiques, la foule des ſurnuméraires y contribue autant. L'état que nous cherchons c'eſt le Commerce. Plus il compte de ſujets, plus il multiplie ſes reſſources ; c'eſt une nourrice qui partage ſon lait ſans l'épuiſer, c'eſt une mine qui donne toujours à ceux qui fouillent ; & parce qu'elle donne toujours on veut toujours fouiller. De-là naîtroit pour la Nobleſſe une action continuelle.

Le premier qui a dit, qu'il vaudroit mieux faire des riens que de ne rien faire, connoiſſoit bien les dangers de l'oiſiveté. Nos faiſeurs de Romans, d'Hiſtoriettes, de Vaudevilles, de Relations pour le Pont-Neuf, ne

les regardons pas comme des Citoyens tout-à-fait inutiles. Ils contribuent à la ſubſiſtance des Libraires & des ouvriers, ils augmentent le commerce. Laiſſons-les faire pourvû qu'ils ne bleſſent ni les mœurs ni les loix. Ils n'ont de talent que pour cela, l'oiſiveté ſeroit bien pire. Qu'on interroge les ſcélérats qui expirent dans les ſupplices, ce ſont des gens oiſifs que la débauche ou le jeu, enfans du déſœuvrement, ont pouſſés au crime. Si l'honneur met un frein à la Nobleſſe contre les forfaits que l'échafaud punit, il ne l'empêche pas d'adopter tous les vices qui peuvent l'étourdir ſur ſon infortune & la diſtraire de ſes ennuis, vices qui relâchent les liens de la ſociété s'ils ne les rompent pas. Tout ce que la Morale a pu

dire contre l'oiſiveté ſera toujours trop foible tant qu'on n'en fera pas un crime d'Etat ; & en effet, demander à vivre ſans travailler, n'eſt-ce pas un vol continuel fait à la Nation ? Occuper tous les ordres de la Monarchie, de quelque façon que ce fût, ce ſeroit un bien ; mais les occuper utilement ſeroit le chef-d'œuvre de la politique. Platon dans ſa *République* tendoit à ce grand but. Homère en peignant ſes Héros leur donne des talens avec de la valeur : Phéréclus conſtruiſoit des Vaiſſeaux ; je crois voir le Héros de la Ruſſie la hache à la main dans les chantiers de la Hollande. Les Dieux même d'Homère bien différens de ceux d'Epicure, ne reſtoient pas oiſifs lorſqu'ils venoient habiter cette terre ; Apollon & Neptune bâ-

tirent les murs de Troye. Il faut ſe conformer au tems. L'Empire des Arts compte aſſez de ſujets, celui des Sciences en a trop, le Commerce en manque.

Laiſſons croire aux Grands de la Nation, puiſqu'ils le veulent, ce que crurent autrefois les Patriciens de Rome corrompue, que la naiſſance eſt le premier mérite. La Nobleſſe ſubalterne n'étant appuyée ni ſur la fortune, ni ſur la faveur, ni ſur les grands titres perdroit tout par cette erreur, & l'État y perdroit encore plus. C'eſt bien aſſez, c'eſt trop que la partie Militaire de la Nobleſſe ſoit frapée d'engourdiſſement auſſi-tôt que l'ennemi a diſparu, faut-il encore que celle qui ne combat pas conſume ſes jours dans une léthargie continuelle ? Occupons-la du commerce &

de ſes travaux, nous verrons ſortir des biens immenſes pour la Patrie, une culture plus étendue, une population plus nombreuſe, une conſommation plus forte, une navigation plus grande. Tout cela eſt-il bien vû ? c'eſt ce qu'il faut examiner.

Une culture plus étendue :

Il eſt paſſé ce premier âge du monde où tous les hommes étant nobles, perſonne ne s'exemtoit de cultiver la terre ; & malgré l'arrêt de Dieu qui condamna l'homme à manger ſon pain à la ſueur de ſon front, il ſe trouve aujourd'hui que ceux qui jouiſſent de tout, ſont préciſément ceux qui ſuent le moins. Ce nouvel ordre de choſes, loin de diminuer la néceſſité de la culture, l'augmente. Plus il y aura de gens qui ſe

ſe repoſeront, plus il faudra que les autres travaillent pour ſe nourrir eux & les gens oiſifs. C'étoit une maxime des anciens Chinois que, s'il y avoit un homme qui ne labourât point, quelqu'un ſouffroit la faim dans l'empire ; & ſur ce principe, un de leurs Empereurs de la famille des *Tang* fit détruire une infinité de Monaſtères de Bonzes dont la dévotion affamoit l'Empire. La culture des terres eſt le premier objet de la légiſlation.

Autrefois la Nobleſſe Françoiſe n'étoit pas embarraſſée pour la culture de ſes fiefs, elle avoit ſous ſa main un peuple de ſerfs qui labouroient à commandement. La Nation, en ſecouant ſa barbarie, s'eſt miſe en liberté à quelques égards, & aujourd'hui

ſi la Nobleſſe veut recueillir, elle eſt obligée de louer des bras & de forcer la terre avec de l'argent : des marais à deſſécher, des eaux à conduire, des terrains à défricher ou à rendre plus meubles, des bois à planter, des beſtiaux à nourrir, dépenſes conſidérables. Une Nobleſſe ſans fortune y ſuffira-t-elle ? Loin de deſſécher elle ſe laiſſe inonder, au lieu de défricher elle voit croître des ronces où il n'y en avoit point. Elle ne plante pas, mais elle coupe. Elle épargne à la terre les hommes & les beſtiaux pour ménager la dépenſe ; & la terre qui ne donne qu'en raiſon de la culture, refuſe ſes dons ; preſſée par le beſoin, la Nobleſſe a plus d'une fois mangé ſes moiſſons dans la ſemence.

Si cette dévaſtation ne tomboit que ſur elle, il faudroit en être touché : mais elle attaque le corps de l'Etat ; & c'eſt un mal qui demande le remède le plus promt. Tâchons de ſonder la profondeur de la playe.

M. de Vauban, ce Guerrier Citoyen, qui d'une main élevoit nos fortereſſes & de l'autre meſuroit nos terres, ce Héros patriote qui, ſi on l'eût écouté, nous eût fait plus de bien par le ſyſtême de la Dixme Royale qu'en prenant des villes, M. de Vauban nous dit que la France contient environ 32 millions d'arpens de terres labourables, & qu'elle peut nourrir de ſon crû juſqu'à 26 millions d'Habitans. Or nous ſavons d'ailleurs que pour en nourrir 18 millions ſeu-

lement elle a ſouvent recours à l'étranger. Là-deſſus je fais ce calcul : ſi 82 millions d'arpens ſuffiſent à 26 millions de bouches, il ne faut que 57 millions d'arpens pour nourrir notre population actuelle qui eſt de 18 millions. Et ſi je me piquois ici d'exactitude, je la trouverois moins nombreuſe. Laiſſons pour un moment ce triſte point de vue, & concluons : il y a donc 25 millions d'arpens en pure perte. Et de ce nombre, je penſe qu'on peut bien en mettre une grande partie ſur le compte de la pauvre Nobleſſe : voici mes raiſons. Il eſt tout ſimple que les riches faſſent donner à leurs terres la culture convenable, par-là même qu'ils ſont riches. Il eſt très-croyable enco-

re que le laboureur propriétaire qui cultive par ſes mains, ne néglige rien, il cultive aux moindres frais poſſibles. Il n'en eſt pas de même du pauvre Gentilhomme : s'il fait valoir, les frais de la culture l'excèdent, il laiſſe en friche des terrains dont le défrichement lui ôteroit ſa ſubſiſtance préſente : s'il ſe livre à un Fermier, cet uſufruitier paſſager n'enviſage que ce qui eſt actuellement en valeur, il y conforme ſon bail, & penſe plutôt à épuiſer le fonds qu'à l'améliorer. N'y eût-il que 10, 12 millions d'arpens frapés de ſtérilité ſous les mains de la Nobleſſe ; quelle perte !

Tournons la NOBLESSE du côté du commerce, & la fécondité prendra la place de la diſette.

Le commerce étend & perfectione la culture des terres. Voilà ce que l'Angleterre a éprouvé. Nous lui avons donné des leçons de goût, de politeſſe, de tons, de manières, d'Arts agréables, ſouffrons qu'elle nous apprenne les rapports du Commerce avec l'Agriculture. Maîtres dans la Sphère du bel eſprit, nous ne rougirons peut-être pas de n'être qu'écoliers dans le laboratoire du ſens commun.

En 1545 les Anglois ne faiſoient preſque point de commerce ; & leurs terres, comme il arrive dans une Nation pauvre, n'étoient que foiblement cultivées. Celles de la Nobleſſe qui ne penſoit alors qu'à rompre des lances dans un Tournoi ou

à ſe ſignaler ſur un champ de bataille, furent ſans-doute les plus négligées. Le commerce parut, & la terre reçut une plus grande culture. Cependant il ne ſe ſoutint pas dans ce premier mouvement. Il eut des tems de langueur; vint une femme, *ou plutôt un grand homme*, la Reine *Elizabeth*, qui lui communiqua la vigueur de ſon ame. Et un Uſurpateur dont on maudit la mémoire en jouiſſant de ſon génie, *Cromvvel*, les yeux fixés ſur le commerce comme ſur *l'arbre de vie*, en montra toutes les branches ſur la mer & ſur la terre. Nobles & roturiers, tous s'y attachèrent. Et dès-lors les terres parurent prendre un nouvel être. On diroit qu'il s'eſt fait quelque grande révolution dans le Phy-

ſique de cette Iſle, & qu'un autre ſoleil la féconde. Sous Henri VIII. elle pouvoit à peine vivre de ſon crû ; l'exportation des grains étoit rigoureuſement défendue. Sous Charles II. il a fallu penſer aux débouchés. L'Angleterre ouvre aujourd'hui ſes magazins à la Hollande, à l'Eſpagne, au Portugal, le diraije ? à nous-mêmes qui la nourriſſions autrefois. Il n'eſt cependant aucun pays où dans une étendue égale il ſe faſſe une auſſi grande conſommation de grains. L'Exciſe ſur la Bière-double ſeulement, rapporte au Gouvernement, plus de 19 millions de notre monnoye. Le laboureur qui chez nous borne ſon ambition à pouvoir payer la Taille en arrachant le pain de la main de ſes

enfans, le laboureur à vu croître ſa fortune avec le commerce. Le grand nombre compte 50, 100 & 200 livres ſterlings de revenu. On en voit même qui tirent de leurs terres plus de 1000 livres ſterlings.

Mais renfermons-nous dans les terres de la Nobleſſe Françoiſe & comptons ce que l'Etat pourroit en tirer. Nous avons dit que des 25 millions d'arpens qui reſtent incultes dans le Royaume, ou qui ſont mal cultivés, une grande partie doit être imputée à la Nobleſſe. Que ce ſoit 10, peut-être 12 millions, & que la Nobleſſe enrichie par le commerce les mette en valeur; de cette culture je vois ſortir la ſubſiſtance de 3 ou 4 millions d'hommes. Voilà de quoi alimen-

ter pluſieurs de nos provinces. L'Angleterre en approviſione quelques-unes, tantôt l'une tantôt l'autre, ſelon le beſoin, & nous lui portons notre argent, c'eſt-à-dire, que nous lui donnons des armes pour ajouter à celles qu'elle forge ſans ceſſe contre nous. Ouvrons enfin les yeux & nous appercevrons que l'Agriculture & le Commerce marchent toujours d'un pas égal.

Qu'on parcoure la France, on ne trouvera point de terres auſſi fécondes que celles qui avoiſinent les villes riches, c'eſt-à-dire, les villes de commerce. Les raiſons en ſont frapantes. La terre, pour ſe couvrir de richeſſes, ouvre ſon ſein à la culture : le commerçant, dont l'objet eſt de s'enrichir, ne laiſſe rien d'in-

culte. La terre ne produit abondamment que ſous les travaux multipliés des hommes & des bêtes : le commerçant ne fait attendre ni au cultivateur ſon ſalaire, ni au beuf ſa nourriture. Il eſt des terreins avares qu'on doit forcer à donner par des avances conſidérables ; le commerçant eſt en état d'y répondre. Il ſupporte des non-valeurs de pluſieurs années dans l'eſpérance de ſe dédomager un jour. Voilà les opérations que notre pauvre Nobleſſe feroit ſur ſes terres ſi elle devenoit commerçante ; & par cette culture elle vengeroit l'Etat du tort que lui font en cette partie les Grands & les Financiers. Ces hommes qu'après les Rois nous appellons les Dieux de la terre, ne la traitent

pas comme elle doit l'être pour le bien public. Ils l'amuſent dans de vaſtes jardins comme ſi elle n'avoit point d'habitans à nourrir. Ici ils la couvrent de ſable, là ils lui demandent des fleurs & non des fruits, plus loin un ombrage agréable. Ce ne ſeroit rien. Il l'enferment dans des parcs auſſi grands que des forêts ; ils en ont chaſſé le beuf & le mouton pour y loger la bête fauve, & ils en ont banni la charue pour y rouler des équipages. On y voyoit autrefois des hameaux, des familles de cultivateurs, des moiſſons, des paturages & des troupeaux. Les plaiſirs de nos Lucullus ont envahi les plaines de Cérès.

Je dis qu'on y voyoit des troupeaux. Ce fut jadis la richeſ-

ſe des premiers hommes ; & au fonds les choſes ont-elles tant changé ? Ce n'eſt pas l'or qui laboure nos terres, c'eſt le beuf. Ce n'eſt pas le diamant qui nous habille, c'eſt la toiſon du mouton. Ne perdons pas de vue les terres de la Nobleſſe remiſes en valeur. Quelle multiplication n'y verroit-on pas de ces deux eſpèces ſi néceſſaires ? Il nous arriveroit, ſi nous le voulions bien efficacement, ce qui eſt arrivé à l'Angleterre. Depuis le régne d'Elizabeth, époque fameuſe de ſon commerce, le beuf y eſt devenu ſi commun qu'il auroit fallu en arrêter la multiplication ſans les débouchés qui ſe ſont offerts. On le ſale pour les colonies de l'Amérique, & nous en achetons pour approviſioner notre marine

marchande & militaire. Autre tribut que nous payons à une Nation rivale, & il eſt des cas où nous ſouhaitons envain de le payer, où elle veut prendre & ne rien donner. Pour le mouton, qui croiroit qu'aux environs de Dorcheſter, dans un circuit de deux lieues, à l'occaſion d'une gageure, on en a compté ſix cens mille? Il ne faut plus s'étonner s'il part tous les ans des ports de la Grande-Bretagne pour la Moſcovie ſeule 150 Vaiſſeaux chargés de 30 mille piéces d'étoffes de laine. C'eſt une vente de 160 millions de livres. Les Argonautes allèrent chercher la Toiſon-d'or dans un pays éloigné, les Anglois l'ont trouvée dans le ſein de leur Patrie. Tout ſe tient dans la fortune d'un Etat,

Le commerce met l'Agriculture dans la plus grande action ; l'Agriculture favoriſe la multiplication des troupeaux, & les troupeaux donnent des matières premières aux manufactures ; cette chaîne d'or que la pauvreté de la Nobleſſe a rompue ſe renoueroit par ſon commerce, & ſes terres, en ſe couvrant de riches moiſſons, fourniroient auſſi toutes ſortes de denrées de première néceſſité. Mais la perſpective s'étend. Si la Nobleſſe commerçoit, nous joindrions à une culture plus grande,

Une population plus nombreuſe :

Avantage que tous les chefs de Nation ont procuré de toutes leurs forces. Moyſe vouloit une poſtérité auſſi multipliée que les

ſables de la mer. Romulus en montrant l'empire du monde aux Romains, leur impoſoit la néceſſité d'une grande propagation. Perſonne n'ignore que plus un Etat eſt peuplé, plus il eſt riche : qui pourroit nombrer les richeſſes de la Chine ? On ſait encore que plus il eſt peuplé, plus il eſt fort : les Goths & les Sarazins envahirent plus de pays par leur multitude que par la ſcience de la guerre. De-là il faut conclure que le plus grand mal qui puiſſe affliger un Etat, c'eſt la dépopulation.

Si cette maladie nous mine, des Spéculatifs en cherchent la cauſe dans la Réligion même que nous profeſſons. Ils diſent que la loi d'une ſeule femme, ne promet pas autant d'enfans

que

que la Polygamie ; que l'indiſſolubilité du Mariage ne peuple pas comme le divorce ; que le zèle de l'homme a plus exigé que Dieu, le Célibat du ſanctuaire & du Cloître, deux goufres ſacrés où ſe perdent les races futures. Ils ajoutent que l'intolérance dont nous nous piquons, chaſſe les enfans de la maiſon, & repouſſe les étrangers, tandis que Rome même donne retraite aux Juifs. Ils n'oublient pas la révocation de l'Edit de Nantes, qui nous enleva un vingtième de notre population. Ils calculent même, ils marquent le tems où les Puiſſances Hétérodoxes, en raiſon de leur population, étoufferont, ſubjugueront les vrais Croyans.

Ces téméraires, qui veulent

tout voir, tout diſcuter, feroient bien mieux de fermer les yeux & de croire. Prétendent-ils ſurmonter la Réligion qui ſurmonte tout? D'autres attribuent notre dépopulation à la façon de lever les Impots, façon qui les multiplie. Ils ſoutiennent que moins il en entre dans le tréſor public, plus il faut qu'il exige; que plus il exige, plus la difficulté de la ſubſiſtance s'augmente, & qu'on ne peuple point où l'on ne peut pas vivre. Mais la Finance répond que la ſcience ſublime des Tributs eſt un myſtère. Ne portons donc nos regards que ſur des objets permis, & n'appliquons des remèdes qu'aux maladies qu'on peut guérir.

Il eſt très-réel que la France ſe dépeuple. Puffendorf dit que

ſous Charles IX. elle nourriſſoit vingt millions d'Habitans. M. de Vauban, un ſiécle après, n'en comptoit que dix-neuf, & aujourd'hui nous ſommes réduits à dix-huit. Si chaque ſiécle nous ôte un million de Citoyens, irons-nous loin ? Il eſt très-vrai encore que de tous les ordres de l'Etat (ſi on excepte ceux où l'on fait vœu de laiſſer périr la Nation) celui qui peuple le moins c'eſt la Nobleſſe. Qu'on parcoure les Grandes maiſons, à peine y apperçoit-on un héritier : trois ou quatre générations dans la même Ligne deviennent des phénomènes. Le libertinage ne laiſſe plus de ſens pour les plaiſirs de l'innocence. Des courtiſanes ſtériles ont pris la place des femmes fécondes ; & celles-ci ſe vengent

de leurs maris, ſans donner des familles. La même ſtérilité accompagne l'indigence ; les extrémités ſe touchent : la pauvre Nobleſſe fuit le Mariage comme un fardeau qui l'accableroit.

Pour ſe marier, il faut au mari quelque ſorte de fortune, ou la femme doit en apporter une. Mais ſelon nos mœurs préſentes, celui qui n'a que de la misère trouve encore de la misère.

Pour ſe marier, il faut preſſentir un ſort heureux pour ſa poſtérité. Les femmes de l'Amérique ſe faiſoient avorter pour ne pas donner à leurs enfans des maîtres auſſi cruels que les Eſpagnols. Nos mœurs ſont trop douces pour en venir à ces excès ; mais l'indigence eſt un maître trop dur, on ne ſe marie pas.

Pour ſe marier, il faut, quelque modeſte que l'on ſoit, participer un peu au luxe public. De quelle main toucher au ſuperflu quand le néceſſaire manque ?

Nous ſommes arrivés à ces tems malheureux qui faiſoient gémir Auguſte & tous les ſages de Rome. Le nombre des Mariages étoit extrémement diminué dans l'ordre des Chevaliers. On avoit fait mettre d'un côté ceux qui étoient mariés, & de l'autre ceux qui ne l'étoient pas ; ces derniers avoient paru en plus grand nombre. Si nous faiſions la revûe de notre pauvre Nobleſſe qu'y verrions-nous ? Un aîné, s'il le peut, prend le parti des armes ; ſe mariera-t-il un jour ? Il l'ignore. Les cadets épouſent une croix de Malte, un Rabat ou un Froc-

Souvent même ſans embraſſer aucun état ils reſtent dans un Célibat auſſi dangereux pour les mœurs qu'inutile à la propagation ; & les filles vont immoler leur fécondité dans un Cloître. Dans l'Iſle Formoſe où la propagation eſt exceſſive, ſi les femmes n'ont pas trente-cinq ans, la Prêtreſſe leur foule le ventre pour détruire leur fruit. Nous faiſons pis. Jamais on ne ſe plaignit tant du Monachiſme qui fait mourir à l'Etat tant de ſujets des deux sèxes. Je n'examine pas ſi ces plantes céleſtes ſont bonnes pour la terre : M. de Vauban diſoit déja : *Qu'elles foiſonnoient trop dans le Royaume, & qu'il faudroit en arrêter l'accroiſſement.* S'il y avoit plus de Commerce il y auroit moins de pauvres ; & s'il

y avoit moins de pauvres, il y auroit moins de Moines. Cette vocation ne deſcend ordinairement que ſur l'infortune.

Enrichiſſons la Nobleſſe par le Commerce, elle ſe mariera. L'Expérience nous apprend que par-tout où il ſe trouve une place où deux perſonnes peuvent vivre commodément, il ſe fait un mariage. Le Commerce marque une infinité de places où la ſubſiſtance devient facile, & il ſeconde le vœu de la nature. C'eſt ainſi que dans les Ports de mer où les hommes s'expoſent à mille dangers, & vont mourir ou vivre dans des climats reculés, on voit plus d'enfans qu'ailleurs. Le Commerce a des rapports avec le Mariage que les autres états n'ont pas. Se marier, pour

l'homme de Robe, pour le Militaire, c'eſt prendre une compagne qui n'apporte aucun talent utile, mais des goûts trop ſouvent ruineux, de l'indolence & du luxe. C'eſt un poids dont on héſite à ſe charger, & on vieillit en délibérant. Le commerçant trouve dans ſa femme un aſſocié à ſes travaux. Peſer, méſurer, calculer, connoître les matières de commerce, tout cela n'excède point la portée du ſexe & cadre fort bien à l'ordre public; en ſorte que ſi le Commerçant manquoit de goût pour le Mariage, il s'y porteroit par raiſon & par néceſſité. Que de rejettons d'une Nobleſſe commerçante!

Je crains cependant que des gens ſuperficiels ne regardent cette

cette augmentation de Citoyens comme un petit objet dans un Etat ſi grand. Si on nous parloit, diront-ils, d'augmenter la population dans tous les ordres, nous écouterions. Rome écouta pourtant lorſqu'Auguſte voulut ranimer les Mariages dans l'ordre équeſtre. Tout fut employé, peines & récompenſes pour en venir à bout. Mais cet objet ſeroit-il effectivement ſi petit ?

On a obſervé en France, en Angleterre, en Allemagne, & dans preſque toute l'Europe que la proportion ſuivant laquelle les hommes ſe multiplient, eſt la proportion double. Le monde, ſelon Moyſe, a commencé par un ſeul Mariage, & il a doublé tous les 20 ans ; âge où tous les hommes ſont propres à ſe multi-

plier. Par cette règle, à la révolution du second siécle, il y avoit sur terre 512 hommes. Mais il ne s'agit pas dans la question présente de commencer par un seul Mariage. Le Commerce qu'on peut appeller le père du Mariage en feroit éclore plusieurs milliers dans cette Noblesse que l'infortune condamne au Célibat. Supposons-les faits il y a deux siécles ; deux mille seulement, quel produit nous en resteroit-il ? Pour le savoir, considérons que dans cet espace de tems une seule union avoit mis sur la terre 512 habitans, & par conséquent multiplions 512 par 2000 = 1024000, nous aurions donc une augmentation d'un million vingt-quatre mille têtes. C'est plus d'un dix-huitiéme de la Nation.

Que ſeroit-ce ſi nous voulions compter tous les Mariages qui ſeroient faits en conſéquence parmi le peuple ? Combien de cultivateurs ont péri & périſſent encore tous les jours ſans poſtérité, parce qu'ils n'ont pas trouvé, parce qu'ils ne trouvent pas d'établiſſement ſur les terres d'une Nobleſſe où tout languit. Il ſe répand même un bruit, peut-être trop fondé, que ces hommes groſſiers, dans le ſein même du Mariage, ont trouvé l'art de tromper la Nature : funeſte leçon de la misère ! Une Nobleſſe pauvre répand l'indigence & la ſtérilité ſur tout ce qui l'environne. Elle laiſſe en paturages le plus de terres qu'elle peut, parce que les paturages ne demandent point de frais ; & l'augmentation des pe-

turages diminue le nombre des hommes. Elle épargne la culture, dès-lors il ne faut pas tant de cultivateurs ; que deviendront-ils ? Ils viennent dans cette Capitale remplir des antichambres, aſſiéger nos tables, ſervir & partager notre luxe, perdre l'amour du travail & les mœurs de la Nature ; & s'il n'y a pas aſſez de maîtres pour tant de valets, le brigandage devient leur reſſource. La Nobleſſe en retiendroit un grand nombre ſur ſes Fiefs, ſi elle avoit aſſez de fortune pour les occuper ; & ils s'y multiplieroient au lieu de s'anéantir dans la corruption.

Si on veut favoriſer la population, il faut que la culture des terres devienne pour les hommes une immenſe manufacture. Dé-

fricher de nouvelles terres, c'eſt conquérir de nouveaux pays ſans faire des malheureux. Les Landes de Bordeaux à Bayonne ont vingt lieues de diamètre. Le Légiſlateur qui les peupleroit ſeroit plus grand qu'un conquérant. Les Maures chaſſés d'Eſpagne par la ſuperſtition, demandérent de les habiter ; on aima mieux les laiſſer en friche. Nous n'aurions pas beſoin de mains étrangères ſi les nôtres étoient multipliées autant qu'elles peuvent l'être. Et ſans parler de tous les moyens de population, la Nobleſſe ſeule en verſant ſur ſes terres les ſucs nourriciers qu'elle tireroit du commerce, ſemeroit des hommes.

Veut-on connoître la rapidité de la propagation par le Com-

merce ? *Jean de wit* qui calculoit ſans ceſſe la fortune de ſa Nation, ce Martyr de la liberté & du bien public, nous l'apprendra. La province de Hollande en 1622 ne comptoit que 1200 mille Habitans : en 1670 elle en montroit deux millions 450 mille. Si les Anglois, dans ce nouveau Continent où celui-ci n'auroit dû montrer que des commerçans & jamais des guerriers, ſi les Anglois cherchent aujourd'hui à franchir les *Apalaches*, ces remparts que la Nature a élevés entre-eux & nous, s'ils veulent envahir, nous le devons autant au nombre de leurs Colons qu'à leur cupidité. Un grand commerce y a enfanté une grande population ; c'eſt un torrent qui cherche à ſe répandre. Mais

reviennent à notre sol originaire.

La France qui peut nourrir de son cru jusqu'à 25 millions d'hommes, en nourriroit bien davantage par le Commerce. Sans lui, les Marais de la Hollande se feroient-ils jamais peuplés au point de former une puissance en Europe & dans les Indes ? S'il n'est pas clair que nous aimons l'Etat, il est du moins démontré que nous aimons nos Rois. Nous voulons qu'ils soient grands, puissans, magnifiques dans leur Cour. Si notre population doubloit, comme elle le peut, si nos Rois comptoient 26 millions de sujets, quels Monarques marcheroient à côté d'eux ? Les fonds des hommes sont les terres mais les vrais fonds des Rois sont les hommes ; & peut-être que nos

Rois, en doublant leur fortune, s'aviſeroient enfin de doubler notre bonheur. Commençons cette grande population par la Nobleſſe. Qu'elle ne ſe contente pas de défendre la Patrie par ſon épée, qu'elle lui donne auſſi des enfans par le Commerce; & du Commerce naîtroit encore

Une conſommation plus forte:

Autre avantage pour l'Etat. Une des cauſes qui appauvrit la Pologne, c'eſt le peu de conſommation des denrées du pays. Un peuple de Gentilshommes qui eſt obligé de ſervir ſes égaux pour vivre, ne conſomme pas comme s'il étoit riche. Nos Gentilshommes ne ſont pas encore réduits à cette fâcheuſe extrémité, mais il eſt certain qu'ils

conſomment le moins qu'ils peuvent en bled, en vin, & moins encore en meubles & en habits. Ce n'eſt pas pour eux qu'Abbeville fait des draps, Lyon des étoffes, Valenciennes des dentelles, Beauvais des tapiſſeries, Paris des glaces & des modes. Ce n'eſt pas pour eux que nos Colonies cultivent le Caffé, le Cacao, le Sucre & le Coton. Le payſan d'Angleterre & de Hollande conſomme de tout cela, & il eſt mieux vêtu, mieux meublé qu'eux.

Je ne prétens pas être l'apôtre du luxe; mais s'il faut des loix ſomptuaires, elles ne doivent porter que ſur les marchandiſes étrangères qui nuiſent aux nôtres; ces vins de liqueurs, ces toiles de Hollande, ces étoffes de Perſe, ces

raretés des Indes, ces pierreries dont l'Orient se pare, & en général toutes ces fantaisies qui en nous enlevant notre or le laisse dans les mains de l'étranger. Je ne connois de luxe que celui qui appauvrit l'Etat. Si la soye, l'or & les diamans naissoient ou se travailloient en France, tout en sortant des mains de la nature, ce seroit un bien d'en faire un grand usage. Lorsque les Espagnols envahirent le Pérou, ils trouvérent des maisons meublées & couvertes d'or. Ce qui n'étoit pas luxe pour les Péruviens le seroit pour nous. Mais quant aux fruits de notre crû, aux productions de nos Fabriques, il est à souhaiter qu'il s'en fasse la plus grande consommation possible pour alimenter les Arts & les Manufactures.

Celui qui théſaurife eſt un ſujet pernicieux, parce qu'il prive l'Etat de la circulation qui fait ſa vie. L'indigent qui ne conſomme pas, eſt au même niveau.

Suppoſons donc que trente mille Gentilshommes ſeulement, enrichis par le commerce, dépenſent trois livres de plus chaque jour, voilà une conſommation pour cent neuf millions cinq cens mille livres par an; & de cette conſommation quel accroiſſement de ſubſiſtance pour un peuple de cultivateurs & d'artiſans! La Nation vraiment riche eſt celle qui en travaillant aſſidûment conſomme beaucoup, & un Gouvernement qui ſait procurer la conſommation, encourage la production. Je ne m'arrête pas à fouiller cette ſource

dont le baſſin eſt tout ouvert. Un plus grand objet m'entraîne,

La Navigation.

„ La Mer, dit le Cardinal de „ Richelieu, eſt celui de tous les „ héritages ſur lequel tous les „ Souverains prétendent le plus „ de part, & cependant c'eſt ce- „ lui ſur lequel les droits d'un „ chacun ſont moins éclaircis. „ Les vieux titres de cette do- „ mination ſont la force & non „ la raiſon. * „

Sommes-nous deſtinés à l'acquiſition de ce titre de force ? Queſtion qui ne ſeroit plus à faire ſi nous nous étions bien connus. Nous touchons d'une main la Méditerranée & l'Océan de l'autre. La Nature nous a mar-

* Teſtam. politique, Chap. IX. Sect. 5.

qués au rang des Puiſſances Maritimes. Le dernier règne encouragea l'Agriculture ; ranima les Arts, créa des Manufactures, creuſa des canaux, il n'avoit fait que la moitié de l'ouvrage, il nous donna des Ports & des Vaiſſeaux. Ce n'eſt pas le commerce intérieur qui enrichit un Etat, il établit ſeulement une circulation de richeſſes, ſans en augmenter la maſſe ; c'eſt au commerce extérieur qu'eſt réſervé le grand œuvre. L'Europe nous ouvre ſes Ports, l'Afrique nous appelle, l'Aſie nous attend, l'Amérique nous ſollicite. Notre ſol, nos Arts, notre induſtrie & nos Manufactures, ſi nous le voulons efficacement, nous fourniront aſſez de choſes pour échanger contre l'or des Nations, ou

des matières premieres qui ſe transformeront en or. Ne regrettons point les mines du Pérou: ceux qui les montroient à M. de la Condamine n'avoient point de ſouliers. Un grand commerce eſt la plus riche de toutes les mines. Il eſt tems de bâtir un pont ſur la mer; celui que Colbert y avoit jetté s'écroule de toutes parts. La Nobleſſe ſe refuſeroit-elle à cette grande conſtruction? Il eſt tems de joindre la France à l'Univers par une Navigation ſupérieure à toute autre. Une ſeule Ville Maritime où l'on compte 3 ou 4 cens gros Négocians, met à la mer deux ou trois cens Vaiſſeaux, combien y en mettroit un corps de Gentilshommes auſſi multipliés que les nôtres? Il faudroit compter par milliers. La

Nobleſſe ſe pique de ſe diſtinguer en tout ; & ſans cette diſtinction de mérite elle tombe au-deſſous du peuple. Elle ſe diſtingueroit ſans doute par des vûes plus étendues, par des entrepriſes plus grandes, par une application plus ſuivie, par des travaux plus ſoutenus, par un courage plus mâle, par des flotes mieux combinées & plus nombreuſes. Et avec cette augmentation de Marine Marchande ; que n'entreprendrions-nous pas ?

Toutes nos Provinces n'ont pas le néceſſaire, & encore moins le ſuperflu. Les Hollandois employent une grande quantité de Vaiſſeaux pour nous apporter d'un port à l'autre nos propres denrées, nos richeſſes Nationales. Nous en payons le fret, nous

les engraiſſons de notre propre ſubſtance. Nous revendiquerions ce cabotage qui nous épuiſe dans les mains de l'Etranger.

Le commerce du Nord nous eſt auſſi néceſſaire que notre Marine, puiſqu'il en fournit les matériaux. Les Hollandois, ces voituriers de la mer, ont emporté depuis 3 ans un million quatre cent mille livres de notre argent pour le ſeul affretement des Vaiſſeaux qui ont apporté dans nos ports les munitions Navales. Ce ne ſeroit rien. Depuis que le luxe s'eſt introduit dans le Nord ils viennent acheter nos étoffes, nos dorures, nos galons, nos modes, nos bijoux de toute eſpèce; & après avoir fait des profits immenſes ſur notre induſtrie, profits que nous ſerions nous-mêmes

mes par une navigation directe, ils nous vendent chérement les matériaux de notre Marine; & encore en certains cas n'eſt-il pas ſûr d'en avoir à prix d'argent. Dans la derniere guerre, avant aucune rupture ouverte avec eux, ils envoyérent ordre à leurs Vaiſſeaux qui avoient été charger à Riga pour le Havre & pour Breſt, de ſe rendre à Amſterdam pour y décharger leur cargaiſon. Nous ſecouerions ce joug importun, & la Nobleſſe en partageroit la gloire.

Nos Colonies nous demandent des bras pour faire naître les matières premieres que nous manufacturons en France. Si nos Iſles du Vent & le Canada ſont arrivés à une grande culture, S. Domingue en eſt fort éloigné; la

Cayenne qui pourroit s'enrichir & augmenter nos richeſſes par le Cacao, nourrit à peine 5 à 600 habitans. La Louiſiane ce climat ſi ſain pour les hommes & les animaux, cette terre ſi propre à tout produire, coton, ſoye, ris, indigo, tabac ſur-tout, qui nous affranchiroit d'un tribut de cinq millions que nous payons tous les ans à l'Angleterre; la Louiſiane eſt un vaſte deſert de 400 lieues, un grand Royaume en friche. L'Afrique nous offre des bras pour le cultiver, mais l'Angleterre nous les enlève. Elle traite année commune 5 à 6 mille Nègres ſur la ſeule riviere de Gambie, tandis que dans toute la Guinée notre Compagnie des Indes n'en traite que 5 à 6 cens. Ce n'eſt pas avec

de tels secours que la Jamaïque a cultivé son sucre & son coton, que la Virginie a planté son tabac, que la nouvelle Ecosse en 4 ans a bâti plusieurs Villes & quelques Forts. L'Afrique ne nous offre pas seulement des cultivateurs, elle a de la cire, de l'ivoire, de l'or; & les ouvrages de nos Manufactures sont faits pour elle.

Notre Commerce, tout florissant qu'il paroît, n'est encore que dans son enfance: la Noblesse lui refusera-t-elle des alimens pour le faire croître? On l'attaque par un nombre prodigieux de Négocians, par des fonds immenses & une grande quantité de Vaisseaux. La Hollande, ce petit Etat qui est devenu si grand par la mer, ne connoît point d'autre élément,

elle s'y agite ſans ceſſe, toujours prête à ſaiſir les objets que nous pourſuivons. L'Angleterre avec dix mille Bâtimens & cent cinquante mille Matelots qu'elle occupe dans ſon négoce, l'Angleterre ſe trouve par-tout, & ce n'eſt pas ſeulement chez l'Etranger, Africain, Aſiatique ou Américain que ces deux Puiſſances nous pourſuivent, nous croiſent, nous minent; c'eſt dans le ſein de nos propres Colonies où elles apportent leurs Fabriques au préjudice des nôtres, & d'où elles emportent des productions qui ne devroient naître que pour notre profit, en y mettant notre travail. Double perte toujours renaiſſante.

J'ai dit que l'Angleterre ſe trouvoit par-tout. La France a-

t-elle moins de volume ? Développons-nous, & nous atteindrons auſſi loin, plus loin qu'elle. Elle a pouſſé ſa Nobleſſe dans la Navigation, portons-y la nôtre ; défendons notre Commerce comme on l'attaque. On ſe plaint tous les jours du petit nombre de débouchés pour les familles Nobles ; on s'agite, on demande des graces, on aſſiége Verſailles, on cherche de tous côtés des établiſſemens qui ſe refuſent, on va juſqu'à deſirer la guerre ; & pour ſe tirer d'un foſſé on veut tomber dans un goufre : que faire de la Nobleſſe ? Eſt-il ſi difficile de répondre à la queſtion ? Nous avons un beſoin abſolu d'une Navigation plus étendue. Le moindre Vaiſſeau Marchand compte pluſieurs Officiers. La

paix ne met point d'entraves aux Pyrates ; & ſi la guerre vient à ſe déclarer, la déclaration n'a point d'aîles pour voler rapidement d'un pôle à l'autre, on nous enléve des vaiſſeaux qui ſont ſans défiance & ſans défenſe : mais ſi le Commerce veut marcher au milieu des combats ; c'eſt alors qu'il doit être armé de toutes pièces ; les Armateurs nous ſont donc néceſſaires en tout tems, paix ou guerre. Et on dit avec un air d'embarras : Que faire de la Nobleſſe ? Des Lieutenans, des Capitaines, des Armateurs, des Négocians qui couvriroient la mer de Vaiſſeaux, & qui arracheroient aux Anglois la balance du commerce : elle étoit de notre côté il y a 80 ans. Qu'arriveroit-il encore, ſi on le vouloit ? Ces

Officiers de Marine Marchande, après avoir fait la fortune de l'Etat & la leur, de quoi ne ſeroient-ils pas capables en paſſant ſur la Marine Guerrière ? nouvel avantage qu'on ne ſçauroit trop approfondir.

On ſait que la Marine Marchande eſt la nourrice de la Marine Guerrière & que par-tout où celle-là languit, celle-ci eſt expirante. On convient que la premiere élève pour la ſeconde des Matelots & des ouvriers en tout genre. Mais on ignore ou l'on veut ignorer qu'elle lui donneroit auſſi des Officiers d'expérience. L'Angleterre le ſait. Pour qui prépara-t-elle cette Machine infernale ? De quelle Ville avoit-elle juré la perte ? De Saint Malo. Et pourquoi ? Par-

ce que cette forteresse du Commerce est une pépiniere d'Armateurs, un séminaire de Héros, Nobles quand on voudra, & tout propres à lui arracher l'Empire de la mer. Pourquoi encore ne peut-on pas avoir la paix avec elle sans laisser Dunkerque gémir sur ses ruines ? Elle craint les Marins que le Commerce y formeroit dans le sein même de la paix. La Marine Guerrière sommeille dans les bras d'une longue paix, la guerre s'allume, on cherche des hommes faits, & on ne trouve que des hommes à faire. Ce n'est pas dans un Port qu'on apprend à connoître les mers, à éviter les écueils, à braver les tempêtes, à mesurer les forces de l'ennemi, à l'attaquer avec avantage, à s'armer contre le vent, l'eau

& le

& le feu de cette triple cuiraſſe dont le premier Navigateur ſe couvrit. Les Athlètes ne ſe formoient que dans l'arène, & voilà le ſort de la Marine Marchande; paix ou guerre elle eſt toujours en action; on pourroit donc en tirer pour la Marine Royale des Officiers qui auroient tout vû, tout connu, tout ſondé, tout affronté, qui auroient formé leur corps aux fatigues & leur ame aux dangers. C'eſt de ſon ſein que ſont ſortis les *Miniac*, les *Ducaſſe*, les *Bart*, les *Dugué-Trouin*. Pourquoi ne donnerions-nous pas le même berceau à notre Nobleſſe? Elle prétend que les places de la Marine Royale ne ſont faites que pour elle, elle les mériteroit alors & les rempliroit bien. Dugué-

Trouin ! vous lui apprîtes que l'expérience vaut bien la Nobleſſe.

Les tems ſont arrivés où nos Rivaux ſont très-ſupérieurs en forces Maritimes. Londres, appuyée ſur deux cens Vaiſſeaux de guerre, nous examine, nous meſure, nous querelle, nous menace, nous attaque déja dans les deux Indes. Notre Commerce l'aigrit, nos Colonies l'irritent, notre Marine renaiſſante la bleſſe, elle voudroit l'étouffer au berceau; elle cherche une guerre purement maritime, dont le moindre coup ſera de ruiner notre Commerce. Nos Négocians Armateurs ſe plaignent d'une perte de cent quarante millions dans la dernière guerre où nos dépouilles combattirent contre nous. On ne peut trop ſe défier d'une

Nation qui commerce comme Carthage, & qui penſe comme l'ancienne Rome. Qu'ai-je dit ? Eſt-ce encore-là ſa façon de penſer ? Elle s'eſt laſſée d'être vertueuſe, en pouvant trop. " C'eſt „ la *Mer*, diſoit Marcius Figulus „ aux Carthaginois, c'eſt la mer „ & la puiſſance que vous y avez „ acquiſe & les tréſors que vous „ en tirez qui vous font tout oſer. „ C'eſt elle qui vous a engagés à „ envahir la Sardaigne, la Sicile, „ l'Eſpagne, à violer tous les traités de paix, à piller nos Navires Marchands, à noyer ceux „ qui les montoient, pour ôter la „ connoiſſance de vos crimes, „ enfin c'eſt votre habileté ſur „ mer qui vous a enhardis à ne „ rien reſpecter & à faire gloire „ d'une méchanceté que nous

„ n'étions pas encore en état de „ punir.„ N'être pas en état de punir..... Cet aveu étoit bien dur pour des Romains. Que de choſes il faut ſouffrir quand on manque de pouvoir ! Rome attaquée avec des Vaiſſeaux, comprit donc que ſes légions ne lui ſuffiſoient plus, elle créa des Flottes.

Pompée débitoit une maxime qu'il avoit appriſe de Thémiſtocle, & que je voudrois graver ſur le Palais de nos Rois : *Qui eſt le Maître de la mer, eſt le Maître de tout.* Louis XIV. en ſentit la vérité ; il oppoſa genre de force à genre de force. On vit le pavillon François combattre & vaincre ſur cent trente-deux Vaiſſeaux de guerre : les Rois de la mer perdirent leur Sceptre qui paſſa dans les mains du grand Roi.

Il avoit consulté en 1665 un Général que tous les Généraux ont tâché d'égaler. Il lui avoit demandé ce qu'il y auroit à faire au cas que Philippe IV. vînt à mourir. Le Héros répondit que les forces de mer étoient aussi nécessaires que les armées de terre. Si M. de Turenne n'eût été qu'un Héros, il n'auroit pas fait cette réponse, il n'auroit vû la gloire de l'Etat que dans l'endroit où la sienne étoit attachée ; il étoit grand homme, & il la vit encore sur la mer. L'Oracle de Delphes nous crie comme aux Athéniens : *Défendez-vous & attaquez dans des murailles de bois.* Ne méritons plus le reproche que le Cardinal d'Ossat faisoit à la France sans Marine. " C'est un des plus

„ honteux & notables manque-
„ mens, disoit-il ; c'est un de mes
„ anciens regrets, de voir que ce
„ Royaume se manque à lui-mê-
„ me. „ Un vieux Espagnol con-sommé dans les affaires d'Etat & disgracié (Antoine Pèrez) crut payer Henri IV. de l'asile qu'il lui donna, & de tous ses bien-faits par ces trois mots : *Roma, Consejo, Pielago*, Rome, un Conseil, et la Mer. (*) Le-quel des trois est le meilleur ? Personne ne disputera l'excellen-ce des deux derniers.

Nous ne saurions tout faire à la fois. Le tems amènera tout, si nous sommes sages. La No-blesse une fois tournée vers le Commerce sentira bientôt que le

(*) Testam. Polit. du Card. de Rich. Chap. ix. Sect. 5.

Commerce Maritime eſt le plus avantageux, le plus propre aux grandes entrepriſes. Notre Marine Marchande ſe multipliera, & de nouveaux Armateurs ſe formeront pour devenir des Héros ſur la Flote Royale. Prenons de nos rivaux ce qui eſt bon à prendre. Les Amiraux *Anſon* & *Vernon* qui dans ces derniers tems ont fait trembler l'Eſpague pour ſa Couronne de l'Amérique, ont paſſé leur jeuneſſe ſur des Vaiſſeaux Marchands.

Le Roi qui connoît l'humanité encore plus que la victoire, vient de faire un Etabliſſement pour la jeune Nobleſſe, monument plus glorieux que le plus beau trophée, parce qu'il eſt utile. Mais il eſt des biens qui paſſent la généroſité des Rois. Tandis

que cinq cens Gentilshommes ſeront élevés dans la Capitale ; leurs frères, leurs parens, leurs amis, vingt mille autres chercheront vainement un aſile. La mer leur offre des places, ſi la terre leur en refuſe. Les Nobles Vénitiens, fiers de leur Nobleſſe juſqu'au ridicule, ſe ſont pourtant mis au niveau du commerce : il n'eſt point de Vaiſſeau Marchand qui ne devienne une Ecole pour leurs enfans & un germe de proſpérités pour la République.

Tant d'avantages que l'Etat retireroit d'une Nobleſſe commerçante, augmentation de *culture*, de *population*, de *conſommation*, de *Navigation*. Si tout cela eſt bien réel, comment M. de Monteſquieu ne l'a-t-il pas vû, lui qui voyoit ſi bien ? „ Des

„ gens frapés, dit-il, de ce qui „ ſe pratique dans quelques Etats, „ penſent qu'il faudroit qu'en „ France il y eût des loix qui en- „ gageaſſent la Nobleſſe à faire „ le Commerce. Ce ſeroit le „ moyen d'y détruire la Nobleſ- „ ſe ſans aucune utilité pour le „ Commerce. * „

D'abord je ſuis ſurpris que ce génie trop Philoſophe pour aimer le ton dogmatique, l'ait pris en cette occaſion. S'il avoit jugé à propos de dire ſes raiſons, je tâcherois d'y répondre. Tout ce que je puis faire, c'eſt d'oppoſer autorité à autorité. M. de Vauban, autre génie, décide avec autant de confiance, qu'il faudroit permettre le commerce à la No-

* Eſprit des Loix, Tom. II. Chap. 20.

bleſſe ; * mais on ne me tient pas quitte de la queſtion : comment M. de Monteſquieu n'a-t-il pas vû cette grande convenance, cette néceſſité ? C'eſt qu'il n'eſt pas donné à un ſeul homme de tout voir. *Newton* qui avoit tout vû dans le Ciel, l'âge même du monde, n'avoit pas apperçû l'Electricité ſur la terre. Décider que permettre le commerce à la Nobleſſe Françoiſe, ce ſeroit la détruire ſans aucune utilité pour le Commerce, c'eſt parler contre ce qui arrive à Gènes, à Veniſe, en Bretagne, en Angleterre ; c'eſt dire à l'expérience qu'elle a tort, elle qui eſt la plus forte des raiſons.

Si je n'avois à parler qu'à la raiſon pour ouvrir le Commerce à la Nobleſſe, bientôt toutes les

* Syſt. de la Dixme Royale.

portes lui en ſeroient ouvertes. Mais il s'agit encore de traiter avec les préjugés : ce ſont eux qui gouvernent le monde. Le Czar *Pierre* eut plus de peine à couper la barbe aux Moſcovites qu'à en faire des hommes. Il eſt pourtant des préjugés que nous avons vaincus ; motif d'eſpérer. Nous ne croyons plus comme nos ayeux que la diſſection du corps humain ſoit un ſacrilége, ni qu'on puiſſe refuſer la ſépulture à un mort qui n'auroit point fait de legs à l'Egliſe ; nos Sénateurs pour gagner le Ciel ne ſe font plus enterrer en habit de Cordelier. L'Aſtrologie a perdu ſon crédit, les ſorciers ont diſparu, les revenans ſont devenus ridicules, les combats judiciaires ſont abolis, & nous avons renoncé au

jugement de Dieu par l'épreuve du feu & de l'eau. J'ai cité ces préjugés de Religion parce qu'ils ſont très-difficiles à ſubjuguer : la victoire eſt belle. Autre laurier ; les Nobles eux-mêmes, ſi attachés aux erreurs qui flatent leur Nobleſſe, en ont ſecoué une grande partie. Ils ne ſe piquent plus d'ignorance, ils ont abandonné le champ clos, & nos Chevaliers de toutes couleurs ne courent plus le monde en ſe battant pour leur *Dame.*

Ecoutons cependant le Préjugé, il auroit à ſe plaindre ſi on le condamnoit ſans l'avoir entendu : *L'honneur de la Nobleſſe eſt bien délicat, le Commerce ne le bleſſeroit-il point ?*

Cet honneur, quelque délicat qu'il ſoit, porte la livrée des

Grands, ſert dans leurs écuries & dans leurs antichambres : un titre de Page, d'Ecuyer jette un vernis ſur ces fonctions domeſtiques. S'il ne faut que des mots pour décorer le Commerce en faveur de la Nobleſſe, notre Langue en fournira ; & cela d'autant plus facilement que le Commerce ne préſente rien de ſervile, il ne dépend que de l'Etat & de lui-même.

Ni le Marquis de Laſſay, ni le Préſident de Monteſquieu, n'ont avancé que le Commerce deshonoreroit la Nobleſſe. Ce langage les eût deshonorés eux-mêmes. Qui eſt-ce qui le tient ? Des Grands à qui tout rit, & qui ſe mettent peu en peine ſi les autres pleurent, des ames frivoles qui prennent la repréſentation pour l'importance, les titres & la

vanité pour l'honneur. Qui encore ? Des Chevaliers errans, plus connus aujourd'hui par l'induſtrie que par la proueſſe, poids inutiles & ſouvent dangereux des maiſons qu'ils fréquentent. Mettons-les vis-à-vis de MM. *Rouſſeau* & *Paignon* à Sedan, d'un M. de *Julienne* à Paris, ces Citoyens actifs dont la fortune en fait tant d'autres, ces nourriciers des Arts & des hommes. De quel côté eſt l'honneur, la décence, l'importance, la dignité, la vraie Nobleſſe ? Il eſt un point que j'avouerai : tant que les jeux, les plaiſirs, les folles dépenſes, le faſte, l'inutilité conſerveront un air de Nobleſſe, le Commerce ne le prendra pas. S'il joue, c'eſt après l'application ; s'il ſe livre au plaiſir, c'eſt après la pei-

ne; s'il dépense, c'eſt avec ſageſſe; s'il donne, il a payé ſes dettes; s'il appelle chez lui les délices des Arts, ſa famille eſt pourvûe & l'ouvrier n'attend pas ſon ſalaire. Enfin s'il étale de la magnificence, comme elle n'eſt pas nourrie par l'injuſtice, point enflée par le faſte, ni le Peuple ni les Grands n'ont rien à lui reprocher. Pour l'inutilité cette idole de la bonne compagnie, il ne veut aucune ſociété avec elle.

Le Préjugé va fouiller dans les ruines de l'Antiquité, & il en ſecoue la poudre ſur le Commerce pour le ternir; *Les Egyptiens*, dit-il, *les Juifs*, *pluſieurs Républiques Grecques*, *& les Romains mépriſoient le Commerce.* Ciel! Si nous voulions copier les Anciens en tout, nous ſerions

de belles choſes ! Nous épouſerions nos ſœurs comme en Egypte ; nous répudierions, nous lapiderions nos femmes comme en Judée, nous les rendrions communes comme à Sparte, nous expoſerions, nous ferions périr nos enfans difformes avec les filles cadettes, comme dans les premiers tems de Rome, & nous couperions en morceaux un débiteur inſolvable.

Mais eſt-il bien prouvé que ces Anciens regardoient le Commerce d'un œil de mépris ? L'Egypte par ſa religion & par ſes mœurs s'éloigna d'abord de toute communication avec les Etrangers. La Judée fit auſſi un Peuple à part. Toute la terre étoit profane pour un Egyptien & pour un Juif, profanes eux-

mêmes

mêmes l'un pour l'autre : mais ce zèle ne tint pas long-tems contre les avantages du Commerce. On vit enfin les Flottes des deux Nations se disputer les richesses de l'Asie & de l'Afrique. Quant aux Grecs, il est vrai que Sparte relégua le Commerce parmi les Esclaves, affront que le Commerce partagea avec l'Agriculture & les beaux Arts. Mais je trouve les Grecs opposés aux Grecs. Athènes & Corinthe valoient bien Sparte pour donner le prix aux choses & pour les décences ; l'une & l'autre brillérent par le Commerce. Pour Rome, si elle le négligea tant qu'elle fut occupée à briser des sceptres & à verser le sang des Nations, elle l'embrassa aussi-tôt qu'elle put respirer : l'Arabie

Heureuſe attira les Citoyens Romains. (*a*) *Ce Peuple-Roi* devint un Peuple marchand : cent vingt Navires alloient tous les ans aux Indes, & en revenoient chargés de marchandiſes pour cinquante millions de Seſterces (*b*).

Qu'on ne m'objecte pas que la Loi *Claudia* défendoit le Négoce aux Patriciens, comme une choſe indécente. Certainement je ne conſeillerai pas à nos Sénateurs de joindre la balance du Commerce à celle de la Juſtice ; ils ſont occupés de reſte à maintenir l'ordre public. Mais je dirai à cette Troupe ſubalterne, qui travaille ſans ceſſe à forger des armes pour la chicane, & qui ne ſubſiſte qu'en dévorant le Ci-

(*a*) Pline, Liv. 6. Chap. XXVIII.

(*b*) Ibid. Chap. XXIII. & Strabon, Liv. 2.

toyen : Enrichiſſez-vous & faites le bien de l'Etat par une voye honête : commercez. Je ne prêcherai pas non plus à nos Guerriers qui ont déjà éprouvé leur courage, ou que des circonſtances favorables appellent à l'éprouver, de répudier l'Epée pour le Commerce : mais j'exhorterai cette Nobleſſe encore plus nombreuſe, que l'infortune condamne à l'oiſiveté, de s'aſſocier aux travaux & à la fortune des Négocians.

On a de la peine à démêler le jugement des Anciens ſur la dignité du Commerce. Les Romains, par exemple, avoient une Loi qui confondoit les femmes qui avoient une boutique de marchandiſes, avec les Eſclaves, les Cabaretiers, & les femmes

de Théatre (*c*) ; une autre Loi donnoit le titre de Citoyen Romain à l'Eſclave qui avoit fait pendant ſix ans un trafic conſidérable, pour remplir les magazins de Rome (*d*). C'étoit annoblir l'eſclave, parce qu'il avoit fait une choſe noble ; pourquoi donc flétrir la femme qui avoit une boutique ? Cicéron, en parlant du Commerce d'Economie, n'aime pas qu'un même Peuple ſoit en même tems le dominateur & le facteur de l'Univers (*e*). Et ailleurs il loue le Commerce en gros (*f*) : comme ſi le Commerce d'Econo-

(*c*) Leg. 5. de naturalibus Liberis.

(*d*) Ulpian. Sueton. in Claudio.

(*e*) Nolo eumdem populum Imperatorem & portitorem eſſe terrarum.

(*f*) Lib. 1. de Officiis.

nie ne préſentoit pas d'auſſi grands objets que celui de luxe. Ce n'eſt pas de Rome, au tems de Cicéron, qu'il faut prendre le ton dans cette matière ; une Ville où l'on n'étoit occupé que d'élections, de brigues & de procès, un Etat qui ne vouloit dominer que par les armes, s'aveugloit aiſément ſur l'importance & la dignité du Commerce.

En toute diſcuſſion il eſt eſſentiel de diſtinguer les tems. Il y a des poſitions où les plus grands génies ne tournent pas la tête d'un certain côté. Céſar & Charlemagne, éblouis par les conquêtes, ne voyoient pas le Commerce ; & du changement des conjonctures naiſſent les différentes idées.

Parmi les Juifs, David avoit dit : *Parce que je n'ai pas connu le Commerce, j'entrerai dans les grandeurs de Dieu.* Salomon, le plus ſage des hommes, & le Saint Roi Joſaphat penſérent qu'on pouvoit y entrer en envoyant des Flotes marchandes ſur la Mer Rouge. Le Prophète Ezéchiel reproche à la Ville de Tyr de s'être ſouillée par le Commerce (*g*). Iſaie l'éléve au-deſſus de toutes les Villes : *C'eſt la Reine de la mer, ſes Négocians ſont Princes, & ſes Correſpondans les Grands de la terre* (*h*).

Le Chriſtianiſme naiſſant a eu

(*g*) In multitudine Negociationis tuæ repleta ſunt interiora tua iniquitate. *Cap.* 28.

(*h*) Quis cogitavit hoc ſuper Tyrum quondam coronatam, cujus negociatores Principes, Inſtitores ejus inclyti terræ ? *Cap.* 23.

des Docteurs qui ont laissé au Commerce l'honneur dont il jouissoit ; d'autres qui l'ont flétri. S. Chrysostôme, la foudre de l'anathème à la main, décide sans façon : *Qu'un marchand peut à peine, ne peut jamais plaire à Dieu ; d'où il conclud qu'aucun Chrétien ne doit être marchand, ou s'il veut l'être, qu'on le chasse de l'Eglise* (*i*). Si on eût suivi son conseil, Constantinople & le Saint périssoient par la famine.

Parmi les Modernes on ne trouve pas plus d'harmonie dans les sentimens. *Bodin* (*l*) & *Tiraqueau* (*m*), interdisent le Commerce à la Noblesse ; *Balde* l'y exhorte comme à une chose uti-

(*i*) In 2. parte homil. in Matth. 21.
(*l*) Lib. 5. Reipubl.
(*m*) Cap. 23.

le & convenable (*n*). Qu'on propose la question à l'Italie, au Danemark, à l'Angleterre, à la Hollande, les Nobles eux-mêmes la décident en faveur du Commerce, tandis que l'Allemand & le Polonois crient à l'indécence. Le Chevalier de la Roque, qui rapporte ce conflit d'opinions dans un Traité fait exprès pour assurer l'honneur & les prérogatives de la Noblesse, se déclare hautement pour l'engager dans le Commerce.

Noblesse Françoise ! osez penser par vous-même ; ou si vous voulez vous décider par autrui, décidez-vous par les faits. *Solon* valoit bien un Gentilhomme de Beauce ou de Picardie. Il descendoit

(*n*) In rubricis de Clericis peregrin.

cendoit de Codrus dernier Roi d'Athènes, & avant que de donner des Loix aux Athéniens, il rétablit sa fortune par le Commerce (*o*) : „ En ce tems-là, dit „ Plutarque (*p*), il n'y avoit ni „ travail des mains qui fût honteux, ni art, ni métier qui „ mît de la différence entre les „ hommes ; la marchandise surtout étoit honorable, parce „ qu'elle ouvre le commerce „ avec les Nations barbares, „ qu'elle donne le moyen de „ faire amitié & alliance avec les „ Rois, & qu'elle instruit d'une infinité de choses qu'on „ ignoreroit sans elle. „ Je ne sai si *Protus* avoit des lettres de Noblesse ; ce Marchand eut l'au-

(*o*) Plutarque, vie de Solon.
(*p*) Ibid.

dace de fonder Marſeille qui depuis tant de ſiécles contribue à nous enrichir (*q*). *Caton* le Cenſeur étoit certainement de bonne maiſon ; des Rois avoient imploré ſa protection avant même qu'il fût Conſul. On connoît d'ailleurs ſon auſtère délicateſſe ſur la vertu & ſur l'honneur. Eh bien ! il avoit augmenté ſon patrimoine par le Commerce (*r*). Je ne parle ni d'*Hippocrate* le Mathématicien, ni du ſage *Thalès*, ni du divin *Platon*, qui tous trois ont commercé (*ſ*). Il n'eſt pas étonnant que des Philoſophes, des Sages n'aient rien ſoupçonné de deshonorant dans une profeſſion ſi ho-

(*q*) Plutarque, vie de Solon.
(*r*) Idem, vie de Caton.
(*ſ*) Idem, vie de Solon.

nête. Mais Rome me rappelle. Que vois-je ? *Pertinax*, vous faites le Commerce (*t*), & bientôt vous porterez la Couronne Impériale ! L'Empereur Caracalla n'avoit pas exercé le Négoce, mais il diſtinguoit les Négocians ; il leur en donna une preuve bien marquée dans le maſſacre d'Alexandrie : tout paſſoit au fil de l'épée, Nobles, Prêtres, Magiſtrats & Guerriers ; il épargna les Marchands.

Ouvrez les Archives du monde, & vous trouverez que le Commerce a été en honneur chez toutes les Nations dans leur beau ſiécle : en Egypte ſous Ptolémée Philadelphe, en Judée ſous Salomon, à Athènes

(*t*) Hiſt. du Comm. des Anciens par M. Huet. *Chap.* LVII.

ſous Périclès, à Carthage ſous Hannon, à Florence ſous Coſme de Medicis, dans la Grande-Bretagne ſous Eliſabeth, en Hollande ſous les étendarts de la liberté, en Ruſſie ſous Pierre le Grand. Il y a long-tems que dans votre propre Nation dont vous craignez imprudemment la cenſure, on vous invite à commercer.

En 1614 nos Etats-Généraux qui avoient les yeux toujours ouverts ſur le bien public, propoſérent à la Nobleſſe d'équiper des Navires, de s'exercer dans la marine, & de faire le grand trafic. La Nation en corps auroit-elle propoſé une indécence à un Ordre auſſi reſpectable, & qui le ſeroit bien plus, ſi laiſſant le préjugé, il vouloit mériter

nos reſpects à plus d'un titre. Depuis cette époque nos Rois n'ont ceſſé d'entretenir cette première chaleur. La route eſt frayée, pourquoi reculez-vous ? Ces Négocians qui paſſérent en Eſpagne ſous la conduite du Connétable du Gueſclin, pour combattre Pierre le Cruel, étoient Gentilshommes ; l'Hiſtoire les nomme *Cavaliers Mercadiers*. Jacques Cœur qui humilia la Maiſon de Bourgogne, qui aſſura la Couronne de France au légitime héritier, qui fit une ſi grande figure dans la Cour de Charles VII. & en Europe, étoit infiniment plus grand par la grandeur de ſon Commerce, que par ſa qualité de Baron. Celui qui fit le premier Etabliſſement ſolide dans l'Acadie, au-

jourd'hui nouvelle Ecoſſe, qui jetta les fondemens de Port-Royal, à préſent Annapolis, édifice de Commerce qu'il ne comptoit pas élever pour les Anglois, *Pierre de Monts* étoit Gentilhomme de la Chambre d'Henri IV. S'il ſe fût contenté de cet honneur, l'Hiſtoire ne conſerveroit pas ſon nom, non plus que celui de ſon ſucceſſeur *Poitrincourt*, autre Gentilhomme qui pouſſa le Commerce avec une vigueur encore plus grande, en gagnant les cœurs des Sauvages. Je connois tous les égards qui ſont dûs à la Nobleſſe. Je me garderai bien, dans un cercle, de ſaluer l'homme de Lettres avant le Marquis; mais on me pardonnera d'adreſſer au premier ma ſeconde révérence: les Lettres

ont donc auſſi une conſidération avouée. Un jeune homme dont elles connoiſſoient l'eſprit, & qu'elles appelloient dans leur temple pour le placer à côté de ſon pere & de ſon ayeul, n'a pas cru dégénérer, ni ternir un beau nom, en le portant dans le Commerce. Nous aurions peut-être profité de ſes ſuccès; mais une convulſion de la Nature, après avoir détruit Lisbonne & menacé Cadix, a englouti le petit-fils du grand Racine. Les Lettres & le Commerce ont pleuré ſur ſon tombeau.

Je laiſſe les particuliers pour préſenter des Villes & des Provinces. La Nobleſſe de Marſeille, de Normandie & de Bretagne couroit déja les mers ſous le régne de Charles IX. qui ap-

plaudiſſoit à leur négoce & le favoriſoit par des Lettres Patentes de l'an 1566. Penſez-vous qu'un Gentilhomme Provençal, Breton ou Normand ne connoiſſe pas l'honneur auſſi-bien que vous?

Mais oublié-je que vous commercez déja ſans vous en appercevoir? Petit Commerce à la vérité, tandis qu'un grand vous révolte. Vous trafiquez de votre bled, de votre vin, de vos troupeaux. Eh! qu'importe ſi vous tirez de votre propre crû, ou ſi vous achetez pour vendre? Et au fonds qui eſt-ce qui ne commerce pas? Scipion le deſtructeur de Carthage ſe vantoit de n'avoir jamais acheté ni vendu: j'aimerois mieux qu'il eût pu s'applaudir de n'être pas entré dans la perfidie du Sénat Romain en-

vers les Carthaginois. Le Commerce eſt l'ame de toute ſociété. L'Orateur vend ſon éloquence, l'Auteur ſon eſprit, le Guerrier ſon ſang, l'homme d'Etat ſes lumières. Le Gentilhomme qui n'auroit rien de tout cela à mettre dans le Commerce, trafiqueroit du fruit de nos Arts & de nos Manufactures. Il vend déjà de la laine crûe, il la vendroit manufacturée.

Eh quoi! nous verrions donc des Gentilshommes peſer, meſurer dans une boutique? Vaut-il mieux les voir ramper ſur un petit Fief dans une végétation obſcure, dans une oiſiveté mépriſable, dans une léthargie auſſi funeſte à leur famille qu'à l'Etat? Vous redoutez un petit Commerce, parce que vous êtes Noble.

Mais qui vous dit de renfermer votre activité, votre fortune dans de petits détails ? La mer vous offre un champ plus vaſte que votre ambition : point de Peuple qui ne vous préſente des richeſſes ; & votre Patrie, auſſi-bien que votre famille, ouvrent leur ſein pour les recevoir. Regretterez-vous le gouvernement d'une baſſe-cour, quand vous donnerez des ordres pour le Caire & pour Surate ? Commencez ſeulement ; un Commerce mène à l'autre ; le petit au médiocre, le médiocre au grand. Coſme de Médicis que Florence appella ſon père & ſon libérateur, Coſme le Grand, Coſme le Commerçant ne fit pas tout à coup ſa fortune & celle de ſa Patrie. Il oublia qu'il étoit Noble, & la poſtérité

le vantera toujours, tandis qu'elle ſe taira ſur des Souverains qui ont porté ſon nom : il n'eſt pas donné à tous d'arriver par le Commerce à tant de grandeur & de gloire, mais on peut être beaucoup en reſtant au-deſſous de lui.

La gloire, cette paſſion des belles ames, ce reſſort des grandes actions, n'eſt pas toujours bien entendue. La Nobleſſe eſt faite pour la gloire. C'eſt une leçon qu'on lui donne au berceau. Le Préjugé ſe tient à ce point de vûe & il demande avec dédain, s'il y a de la gloire dans le Commerce ?

Et moi je demande à mon tour. Y a-t-il de la gloire à tirer parti des avantages de ſon pays, à mettre les hommes en action,

& les terres en valeur, à faire circuler l'argent dans le corps de l'Etat, à établir le crédit public, & à pouſſer la fortune du Royaume dans un Monde que la Nature vouloit nous cacher ? Ces Colonies Américaines qui font vivre tant d'hommes en occupant tant de Vaiſſeaux, qui nous rendent au centuple ce que nous leur portons, qui plantent tandis que nous manufacturons, qui forment une nouvelle France pour enrichir l'ancienne ; à qui les devons-nous ? A des Marchands qui en ont fait les premiéres découvertes, qui en ont examiné les Productions, qui ont interrogé les beſoins de l'Amérique & les nôtres, qui ont conquis les Naturels du pays par la douceur & les appâs du Commerce. La force n'eſt

venue qu'après : telle eſt la ſcience du Commerce.

Y a-t-il de la gloire à s'y livrer ? Y en a-t-il à procurer des Alliés à ſa Patrie ? Sans argent point d'Alliés, & ſans commerce point d'argent. La Hollande trouvera toujours des Alliés, parce qu'elle a un grand Commerce.

L'Angleterre par la même raiſon en éveillera par-tout, dût-elle les appeller des climats les plus reculés. Nous avons vû les Ruſſes, il n'y a pas long-tems, s'avancer vers le Rhin pour nous combattre, & dans la criſe préſente ils préparent déja leurs armes. Mais ne trouverions-nous pas nos vrais Alliés dans un grand nombre de Commerçans que la Nobleſſe augmenteroit,

Les armées de terre & de mer qui volérent à ſon ſecours, marchoient ſous les étendarts du Commerce.

Y a-t-il de la gloire dans le Commerce? y en a-t-il à faire des conquêtes. Nous n'avons ſenti que ſous le Miniſtère de Colbert l'importance extrême du Commerce. Louis XIV. conquit le Rouſſillon, la Franche-Comté, l'Alſace, une partie de la Flandre & le Royaume d'Eſpagne par l'argent que lui fournit le Commerce. Charles VIII. Louis XII. & François I. auroient conſervé leurs conquêtes en Italie s'ils avoient eu des vaiſſeaux toujours prêts à prendre la mer, & ils auroient eu des vaiſſeaux s'ils avoient ambitioné un grand Commerce. Mais la faim

des

des conquêtes & de l'agrandiſſement nous dévore-t-elle encore ? Nous ſommes aſſez grands, il s'agit de nous peupler, de cultiver nos terres, de lever des tributs par notre induſtrie ſur l'ancien & le nouveau Monde, de nous enrichir pour être heureux. Quoi, toujours du ſang, des horreurs, de l'épuiſement & des larmes ! Que la gloire ſe repoſe ſi elle ne ſert qu'à notre malheur !

Y a-t-il de la gloire dans le Commerce ? Y en a-t-il à revêtir un corps politique de toute la force qu'il eſt capable de recevoir ? La Hollande devenue plus commerçante vers le milieu du dernier ſiécle fit conſtruire en deux ans de tems ſoixante-deux gros vaiſſeaux de guerre dans le feu même de la guerre. Si Louis

XIV. n'avoit eu que les trente millions de revenu dont jouiſſoit ſon Prédéceſſeur, auroit-il pu élever tant de fortereſſes, créer une marine formidable, entretenir des armées ſi nombreuſes ? Le Commerce lui ouvrit ſes tréſors & avec cent quarante millions il en impoſa à toute l'Europe.

Il n'eſt point d'Etat qui ne regarde avec paſſion le ſommet de la puiſſance ; & ſi c'eſt une gloire de l'y placer, le Commerce eſt bien glorieux. Les Athéniens n'abbatirent les forces maritimes de la Syrie, de l'Iſle de Chypre & de la Phénicie, n'obtinrent l'Empire de la mer, ne donnérent la Loi aux grands Rois de Perſe, ne prirent la ſupériorité ſur la Grèce-même, qu'en s'ap-

puyant ſur le Commerce. Hannon ſavoit bien ce qu'il faiſoit lorſque dans une Négociation avec les Romains qui prenoient des idées de Commerce, il leur déclara que Carthage ne ſouffriroit pas ſeulement qu'ils ſe lavâſſent les mains dans les mers de Sicile. Auroit-on imaginé il y a deux ſiécles que l'Angleterre fût devenue aſſez puiſſante pour envoyer en 1723 trois Flottes à la fois en trois extrémités du monde: l'une devant Gibraltar conquiſe par ſes armes, l'autre à Portobelo pour ôter au Roi d'Eſpagne la jouiſſance des tréſors des Indes, & la troiſiéme dans la mer Baltique pour empêcher les Couronnes du Nord de ſe battre. " Un „ tems viendra, diſoit un Miniſtre „ de la Reine Anne, où l'on n'oſe-

„ ra tirer en Europe un coup de „ canon ſans la permiſſion de „ l'Angleterre. „ L'Europe croit fort peu à cette orgueilleuſe prophétie : mais à qui eſt-ce à deſabuſer l'Angleterre même, ſi ce n'eſt à nous ? Cet argent que notre luxe convertit en Vaiſſelle, celui qui croupit dans les coffres, changeons-le en Vaiſſeaux pour ſe régénérer au centuple, & pour nous élever au degré de puiſſance que nous cherchons. La Nobleſſe Commerçante en partagera la gloire avec la Nobleſſe Guerrière.

L'Argent, ce tyran du monde, a bien étendu ſon empire depuis l'uſage de la poudre à canon & des armes à feu. La guerre eſt devenue une dépenſe d'argent plutôt qu'une dépenſe d'hom-

mes. Des Puiſſances formidables ſe livrent de grandes batailles qui coutent peu de ſang, toujours trop ſi l'homme n'avoit pas pris la nature du tigre ; mais enfin puiſqu'on a mis au rang des vertus l'honneur d'exterminer ſes ſemblables, on ne s'arme pas ſans des ſommes immenſes ; & comme le Commerce eſt la ſource des richeſſes, toute l'Europe en fait ſon objet capital.

Au XIVe. ſiécle Gènes & Veniſe paroiſſoient les deux ſeuls Etats compoſés d'Etres penſans & calculans. Leur activité & leur induſtrie abſorboient tout l'argent pendant que la France & l'Angleterre livrées à un faux point d'honneur ſe repaiſſoient d'illuſtres chimères. Ce n'étoit qu'en Italie qu'on trouvoit alors des

Puiſſances maritimes ; le tems en a montré d'autres. Dès qu'il a fallu une ſupériorité d'argent, on a cherché une ſupériorité de Commerce. La Suède, le Danemark & Naples qui n'y penſoient pas, il y a 20 ans, y ont fait plus de progrès que nous depuis la mort de Colbert. La Moſcovie qui n'avoit pas un Vaiſſeau avant le règne de Pierre le Grand, compte des Flotes nombreuſes. Le Roi de Pruſſe en perfectionnant la diſcipline Militaire, en dictant de nouvelles Loix, en appellant les Arts, les Sciences & les Génies dans ſes Etats, en voyant tout avec les yeux de Solon & de Périclès, arrête ſes regards ſur le Commerce : qui ſait ce qu'il deviendra dans de telles mains ? L'Eſpa-

gne même qui s'endormoit ſur ſes mines, s'éveille & ſecoue ſa pareſſe pour devenir marchande.

Notre ſommeil eſt bien profond, s'il n'eſt pas troublé par le bruit du Commerce de nos Rivaux naturels. On nous attaque avec des colonnes d'argent; oppoſons les mêmes armes. Le fer dans les premiers tems du monde a ſoumis les Nations, aujourd'hui c'eſt l'or. L'or à la main, on nous cherche des ennemis dans des climats où la Nature ne nous en donna point : montrons une plus grande quantité de ce métal, & nous tournerons ces ennemis factices de notre côté.

Une autre conſidération bien importante c'eſt que déſormais les guerres maritimes devien-

dront plus fréquentes : or elles ne peuvent ſe faire qu'à force d'argent. Sur la mer les troupes ne ſubſiſtent ni par le pillage, ni par les contributions, ni par quartiers d'hivers dans le pays ennemi. Sans un grand Commerce comment avoir une Marine aſſez puiſſante pour ſe faire reſpecter ? Nous nous ſouvenons avec douleur que dans nos derniers combats la mer flétrit les lauriers que nous avions moiſſonnés ſur terre. Ne cherchons pas à nous en impoſer à nous-mêmes. Un mal déguiſé devient plus dangereux. Nos Orateurs, nos Poëtes ont vanté la modération du Roi dans la derniére paix. Le premier qui l'a dit, a eu mille échos dans la Capitale & les Provinces. La fiction étoit-elle

elle donc néceſſaire pour louer un Héros ? Il eſt aſſez grand par trois batailles gagnées & tant de Villes priſes ; il eſt encore plus grand parce qu'il nous aime. Le Cap-Breton étoit pris, toutes nos Colonies ménacées ; notre Marine, ſi elle méritoit ce nom, fatiguée, accablée ; notre Commerce périſſoit. La paix devint néceſſaire, la ſageſſe la fit. On combat pendant bien des années, les ſuccès paſſent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; mais à la fin, la Nation qui a le plus d'argent, c'eſt-à-dire, plus de Commerce, ſe procure la victoire, quoi qu'il puiſſe arriver.

L'Europe doit peut-être s'applaudir de ce que le Deſpotiſme n'a pas encore permis à l'eſprit de Commerce de gagner la Tur-

quie. Ce que la Turquie poſſéde en Europe l'égale à ſes voiſins les plus puiſſans. Elle a de plus la Syrie, l'Egypte, l'Aſie mineure, c'eſt un monde. Ses armées pourroient reſſembler pour le nombre à celles des anciens Rois de Perſe, ſes ſoldats ſont aguerris & même diſciplinés par un Chrétien que ſa Patrie mécontenta. Un reſte d'intolérance Judaïque & un Dogme de Prédeſtination les pouſſe en furieux contre une mort inévitable. Si la Turquie avoit du Commerce, ſi elle avoit des Flotes proportionnées à la grandeur de ſes poſſeſſions & autant d'argent que d'hommes, l'Europe ſeroit en danger. Ce n'eſt pas d'aujourd'hui que le Commerce ſe fait redouter. Lorſque l'Empereur

Charles VI. gagna la bataille de Bellegrade, l'Europe ne fit point allarmée des conquêtes qui pouvoient suivre; mais quand il voulut établir la Compagnie d'Ostende on le menaça de toutes parts, parce qu'on craignoit la force que le Commerce pouvoit lui donner. Sentons-nous bien toute l'énergie de cette phrase qui étoit déja dans la bouche de nos Pères? *Le Commerce est le nerf de l'Etat.* Peut-être l'a-t-on dit trop tôt; mais aujourd'hui la maxime a toute son application & son étendue; c'est-à-dire, que le Commerce est non-seulement la vie des Peuples, mais encore la santé de l'Etat; c'est-à-dire, qu'une Nation qui le feroit seule subjugueroit toutes les autres; c'est-à-dire, que la balance du

Commerce & la balance du Pouvoir n'en font plus qu'une. Oui, oui, pour peu qu'on réfléchisse sur le système actuel de l'Europe, on s'apperçoit aisément que le Commerce est devenu l'ame des intérêts politiques, & de l'équilibre des Puissances. Ce n'est plus une affaire de particuliers, c'est une science d'Etat. Il est bien annobli, puisqu'il est la base de la grandeur des Rois & du bonheur des Peuples.

Et on demande avec orgueil, s'il y a de la gloire dans le Commerce, & si la Noblesse peut s'en occuper décemment! Le Commerce doit se consoler de cette question que l'ignorance propose; ignorance qui demande également si un homme de qualité peut, sans manquer à ses titres, s'asseoir

sur les Fleurs-de-Lys pour juger les Citoyens. Cet homme titré, en comptant ses ayeux, sans compter leurs vertus, a grand soin d'écarter la Robe, & de les chercher tous dans l'Epée. O Nation la plus aimable, quand serez-vous la plus sage ! Noble d'Epée ! ce n'est pas mon intention d'obscurcir votre éclat : vous avez défendu un poste, rassemblé les débris d'une Compagnie, enfoncé un Bataillon ennemi, voilà de la gloire. Mais si pendant ce tems-là votre Cadet à travers les flots de la mer nous apporte du bled dans une disette, ou s'il fouille une mine qui enrichit une Province, qu'avez-vous au-dessus de lui ? Il vous laisse votre Noblesse, n'ôtez rien de la sienne. Cette Noblesse

d'Epée à laquelle vous sacrifiez tout, pourquoi vous est-elle si précieuse ? c'est apparemment parce qu'elle est le prix des travaux, des dangers & du sang. Il est beau sans doute de souffrir & de mourir pour la Patrie : mais pensez-vous que le commerce n'ait pas ses travaux, ses dangers, ses combats ? Si celui qui s'exerce paisiblement dans le sein de nos Villes n'offre rien à votre courage, jettez-vous dans le commerce maritime, c'est le plus intéressant pour la Nation. Vous y trouverez des écueils, des tempêtes, des Pyrates, & en guerre ouverte, un sang plus noble à répandre : Voilà de l'aliment pour votre valeur. La terre ne vous en offrira jamais tant. combien d'épées ne sont pas

encore ſorties & ne ſortiront pas du fourreau ? Un Marin, un Négociant Armateur eſt l'homme de toutes les ſaiſons, de tous les climats & de tous les hazards, toujours aux priſes avec les fatigues & la mort.

D'autres Commerçans ſe contenteront de donner des ordres du fond de leur cabinet à S. Domingue & à Québec pour le bonheur de la France. Si pour arriver à la gloire il étoit abſolument néceſſaire de répandre du ſang, il faudroit chaſſer de ſon Temple les Seguier, les Davaux, les Colbert. Celui-ci fit plus de bien au Royaume, en créant le Commerce, qu'il ne lui en eût fait en gagnant dix batailles. C'étoit de la gloire, ſi je ne me trompe.

Il me ſemble que je raiſonne, que je lie des idées. La Nobleſſe en coupe le fil. *Que deviendroient nos privilèges, ſi nous commercions?* Ce qu'ils deviendroient ? Ce qu'ils ſont ; & pourquoi ne les conſerveriez-vous pas ? Vous pourriez comme auparavant afficher des Armoiries & murmurer contre les Bourgeois qui en prennent ; parler de vos ancêtres à ceux qui ne vous queſtionent pas ; conſerver religieuſement cette premiere ſyllabe en hors d'œuvre qui allonge votre nom ; ceindre l'épée comme tout le monde ; propoſer ou accepter un duel ; maintenir votre exemption de la Taille, à condition de payer ſous un autre nom, prendre le Froc ou la Guimpe ſelon votre ſexe, dans des Cloîtres no-

bles, pour faire votre salut en gens de Condition ; chasser sans ménagement sur les moissons des cultivateurs ; battre, assommer ces bonnes gens, & en cas de besoin être décapités au lieu de périr bourgeoisement par la corde. On pourroit même faire revivre certains priviléges que vous avez laissé perdre : celui d'acquérir plus de science en moins de tems dans les Universités, celui de tirer de l'arquebuse ; celui de marcher toujours botté à l'exclusion du vilain, & plusieurs autres qu'il seroit trop long de citer.

Mais vous me criez d'un ton plus haut : Ouvrez les yeux & vous verrez la barriere que la Loi a élevée entre le Commerce & nous. *Le Commerce déroge à la Noblesse.*

Les Egyptiens n'eurent pas assez de génie, ni les Athéniens assez d'esprit pour faire cette découverte ; & à Rome, lorsque Tarquin l'Ancien monta sur le Trône, on ne s'avisa pas de lui reprocher qu'il étoit fils d'un Marchand de Corinthe. Et Florence encore, à quoi pensoit-elle au moment que Cosme de Medicis prit le Gouvernement de la République ? Elle oublia de lui dire que sa Noblesse s'étoit altérée dans le Commerce. J'ai recherché l'origine de cette Loi, & je l'ai trouvée dans un ouvrage immortel *, où l'on trouve les semences de tout. Les Romains de qui nous tenons tant de choses bonnes & mauvaises, négligérent le Commerce & l'hono-

* L'Esprit des Loix, Tom. 2.

rérent peu. Un Peuple qui avoit toujours les armes à la main & qui s'enrichiſſoit aſſez des dépouilles de l'Univers, n'avoit pas beſoin du Commerce, qui fut encore plus avili après l'invaſion de l'Empire Romain. Les Barbares, dont les Francs nos ayeux faiſoient partie, ne le regarderent d'abord que comme un objet de leur brigandage, & quand ils furent établis ils le traitérent avec autant de mépris que l'Agriculture: vint encore un autre fléau: les Théologiens, qu'on croyoit alors ſur leur parole, s'infatuérent de la Philoſophie d'Ariſtote, y prirent leur doctrine ſur le Prêt à interêt, qu'ils confondirent avec l'Uſure, & le condamnérent. Par-là le Commerce qui n'étoit que la profeſſion des

gens vils, devint encore celle des mal-honnêtes gens, & il fut totalement abandonné aux Juifs, nation pour lors couverte d'infamie. Il n'en falloit pas tant pour humilier le Commerce & pour perſuader qu'il dérogeoit à la Nobleſſe : on en fit une Loi. On en avoit bien fait une qui déclaroit infâme un Gentilhomme qui auroit refuſé le duel ordonné par le Juge pour ſe juſtifier d'une accuſation vraie ou fauſſe. * Le même point d'honneur mal entendu a enfanté la Loi de dérogeance par le Commerce. J'en admire la bizarrerie.

Le Financier qui fait un Commerce d'argent conſerve ſa Nobleſſe pure & ſans tache, c'eſt-à-dire, qu'un Commerce qui appau-

* Beaumanoir. *Chap.* 64.

vrit l'Etat, eſt préféré à celui qui l'enrichit. Nos Gentilshommes peuvent imiter impunément les Chevaliers Romains qui devinrent les Fermiers-Généraux de la République; qui ſait même, à la tournure que prennent les choſes, ſi les Grands du Royaume ne ſeront pas un jour les plus grands Publicains? La contradiction ſe gliſſe aſſez naturellement dans une mauvaiſe Loi. Un Gentilhomme peut faire & vendre du verre, & il ne pourra pas nous ouvrir un magazin de draps! Il aura la liberté de faire des tableaux & des ſtatues pour de l'argent, & il lui ſera défendu de trafiquer en couleurs ou en marbre! Il y a même une opinion aſſez répandue, qui, toute fauſſe qu'elle eſt, met au grand jour l'in-

conséquence des idées. Bien des gens croyent que ces gens de livrée si multipliés dans les maisons des Grands, au préjudice des terres, ne dérogeroient pas s'ils étoient Nobles. Quoi ! l'esclave conserveroit sa Noblesse au milieu des services les plus vils, & l'homme libre la perdroit dans l'indépendance & l'honêteté du Commerce ? Laissons cet usage à la Pologne & aux Barbares.

Quiconque est étonné des sottises des hommes, ne les connoît pas. Les Nations ont méprisé tantôt une profession, tantôt l'autre, selon l'impulsion de leurs préjugés ou de leur religion. Les Juifs reprochoient au Fils de Dieu d'avoir mangé avec des Publicains : ce reproche auroit bien mauvaise grace parmi nous.

Ces mêmes Juifs avoient en horreur la Peinture & la Statuaire. Les Babyloniens (*a*) & les Arcadiens (*b*) décrioient la Médecine. Platon banniſſoit la Poëſie de ſa République. Rome ſous Domitien chaſſa les Mathématiques & la Philoſophie. Le Commerce a eu ſon tour ; l'Agriculture même qui étoit en ſi grand honneur chez les anciens Romains lorſqu'on paſſoit de la charue à la tête des armées, & du triomphe à la charue (*c*), comment eſt-elle regardée chez leurs ſucceſſeurs ? Du même œil qu'ils regardent les Lauriers, ils chantent. Et nous-mêmes comment la

(*a*) Herodote, Liv. 1.

(*b*) Plin. Liv. 25.

(*c*) Gaudente terrâ vomere Laureato & triumphali Aratore. *Plin. Lib.* 18. *Cap.* 23.

voyons-nous ? Ceux qui nous donnent du pain ſont écraſés comme des inſectes. Cependant la Loi de dérogeance, j'ignore par quel bonheur, a épargné l'Agriculture, tandis qu'elle a frappé le Commerce. Eſt-il bien vrai, *Monſieur de Servan*, que malgré vos Armoiries & votre qualité d'Ecuyer, vous prenez couleur dans une Manufacture naiſſante au Puy-en-Velay ? Eſt-il bien vrai que dans cet hôtel de Commerce honoré des armes & de la livrée du Roi, vous paſſerez vos jours dans des travaux & des productions continuelles ? Vous allez donc former un grand nombre d'ouvriers, occuper & nourrir quantité de pauvres familles, répandre de l'argent dans une Province peu fortunée, augmen-

ter

ter la masse des richesses publiques : si avec tout cela vous dérogez à votre Noblesse, comment faut-il faire pour la conserver, ou pour l'acquérir ?

Mais enfin cette Loi singulière & gothique de dérogeance, pourquoi notre imagination la pousse-t-elle au-delà de ses bornes ? Nos Rois en ayant reconnu l'abus se sont appliqués, sinon à l'anéantir, du moins à la modifier. Charles IX. avant qu'il eût souillé ses mains dans le sang de ses sujets, signa des Lettres-Patentes (1556) par lesquelles il permettoit le commerce maritime aux Nobles de Marseille, de Rouen & de Bretagne. Henri IV. dont on pleurera la mort tant qu'il y aura des François, perfectiona ces heureux commen-

cemens. Louis XIII. dont la juſtice s'indignoit ſans doute contre la Loi qui flétriſſoit le commerce, donna une Ordonnance (1629) conçûe en ces termes : *Et pour convier nos ſujets de quelque qualité & condition qu'ils ſoient de s'adonner au Commerce & Trafic par Mer, & faire connoître que notre intention eſt de relever & de faire honorer ceux qui s'y occuperont, Nous ordonnons que tous Gentilshommes qui par eux ou par perſonnes interpoſées entreront en part & ſocieté des vaiſſeaux, denrées, & marchandiſes d'iceux, ne dérogeront point à la Nobleſſe.* Enfin Louis XIV. l'Auguſte Moderne conſacre le même zèle dans un Edit ſolemnel (1669) : le préambule en eſt remarquable. Ce Prince qui ambitionnoit tous les

ſuccès & toutes les gloires, regarde le préjugé d'un œil de maître & de pére, il ſe plaint de ce que malgré les Ordonnances de ſes prédéceſſeurs ſur le Commerce & l'eſtime qu'ils lui ont marquée, ſes ſujets croyent encore à la dérogeance. Il veut effacer entiérement les reſtes d'une opinion Barbare qui l'afflige ſenſiblement, parce qu'elle détruit le bien public; il montre la mer à ſa Nobleſſe, & il lui dit: Commercez. . . . Et cette Nobleſſe, attachée opiniatrément à un petit morceau de terre qu'elle arroſe trop ſouvent de ſes pleurs dans l'intérieur du Royaume, ſait à peine de quel côté la mer nous touche! Ces anciens Gaulois dont le ſang coule dans nos veines, ne nous ont pas tranſmis

ces erreurs. César dans ſes Commentaires, vante beaucoup leur Commerce & leur Marine, des Neuſtriens ſur-tout, tandis que les Inſulaires de la Grande-Bretagne n'avoient que de petits Canots d'oſier pour naviguer le long de leurs côtes. Ces petits Canots ſe ſont changés en Citadelles flotantes qui voguent de l'un à l'autre Pôle. En ce tems-là, avant que les Francs ſortis de la Germanie euſſent apporté d'autres idées, le Commerce ne gâtoit pas le ſang. Le Noble comme le Roturier commerçoit; & c'étoit un titre pour les charges & les emplois. Pourquoi ce titre s'eſt-il perdu? Un Négociant qui a bien ſaiſi & pratiqué toute la ſcience du Commerce, qui en a fouillé tout l'or, connoît la diſ-

position des Mers, des Côtes & des Provinces, la longueur ou la brieveté des trajets, les dangers des routes, les besoins & les interêts Nationaux, les mœurs & les coutumes des Peuples, les productions locales, les apprêts & les échanges de toutes les matières d'usage, la valeur des monnoyes respectives, les variations du Change, les ressorts du crédit public & la juste mesure de la circulation de l'or dans les veines de l'Etat. Cet homme ne respire que pour s'appliquer, méditer, combiner. Pour qui seront les emplois ? Les donnera-t-on à un Noble indigent qui a craint de s'avilir en acquérant tant de mérite ? Le préjugé est déja vaincu dans nos Colonies, où des Gentilshommes d'ancien-

ne race ſe ſont enrichis & élevés par le Commerce. Le ſpectre ſubſiſtera-t-il ici où de nouveaux Nobles voudroient faire oublier qu'ils ont commercé ? Ingrats ! Vous battez votre nourrice.

Il me vient une idée que je ſoumets aux lumières de mes Concitoyens & de la Politique. Peut-être nos Rois n'ont-ils pas aſſez fait ; ils n'ont diſſipé que la moitié du phantôme qui ſeme l'épouvante. La Nobleſſe obligée par la Loi à diſtinguer entre le Commerce en gros & le Commerce en détail, voit toujours un précipice à côté d'elle. Ces deux Commerces ne ſont diviſés que par une ligne. Elle ſent d'ailleurs que pour arriver au grand il faut ſouvent paſſer par le médiocre.

Qu'on aboliſſe en totalité cette Loi de dérogeance, que ſon nom diſparoiſſe de la Monarchie. Le Commerce eſt un corps tout ſain où il n'y a rien à couper. Laiſſons à la prudence & aux ſentimens de la Nobleſſe la liberté de s'y attacher à ſon gré, d'en choiſir une partie ou une autre. Nous ne la verrons pas courir nos rues en vendant des peignes ou des allumettes. Ce qui eſt arrivé, ce qui arrive tous les jours en d'autres pays doit nous raſſurer. Reſtraindre le Commerce par une Loi de dérogeance, c'eſt élever des digues le long du Nil pour l'empêcher de fertiliſer les terres, c'eſt fermer une mine parce qu'elle eſt trop riche.

La haute Nobleſſe même, celle qui poſſéde de grandes ter-

res & de grands titres, doit s'intéreſſer à l'abolition de la Loi. Il eſt un crime qu'on appelle en Angleterre : *High mis-demeanour*, haute mauvaiſe conduite. Nos grands Seigneurs y ſont fort ſujets. Dans la vûe ſans doute de faire briller l'Etat ils ſe ruinent en habits, en meubles, en équipages, en raretés des Indes, en fêtes, en jeux, en Laïs auſſi chères & plus chères qu'à Corinthe. Encore quelques générations, & le Peuple aura le plaiſir de voir de grands Noms dans la pouſſiére à côté de ceux que nous y voyons déja : le Commerce les releveroit. Toutes les fois qu'un Grand tombe, il ne ſe trouve pas à point nommé dans la Finance une héritiére de la Nation pour lui donner la main, ſervice

ſervice qu'il n'accepte qu'à condition de rougir, & de mépriſer ſa bienfaitrice. Si la Nobleſſe commerçoit, ce Grand, après une grande ruine, trouveroit dans le ſein même de la Nobleſſe le coffre fort qu'il veut épouſer.

Suppoſons donc la Loi de dérogeance abolie, la victoire ſera-t-elle décidée? Pas encore. Le préjugé eſt un ennemi opiniâtre & inſidieux qu'il faut vaincre par l'adreſſe plus que par la force. Je pourrois bâtir ici un beau ſyſtême, (car je ſai rêver comme un autre) embraſſer les nues pour enfanter des chimères. Je renonce à cette gloire pour ne préſenter que l'expérience.

Il eſt une Nation où la Nobleſſe fut auſſi amoureuſe de ſes ſeize quartiers & de la pureté de

ſon ſang que la nôtre peut l'être. Elle donnoit tête baiſſée dans la Chevalerie, le Duel, les Croiſades, les Pages, les livrées, les fêtes galantes, la hauteur, la licence, la belle fainéantiſe & dans toutes les vertus de qualité. Celui qui lui eût propoſé le Commerce, auroit vû ſa place marquée dans l'hôpital des fous. Aujourdhui elle prend indifféremment l'Epée pour défendre ſa Patrie, ou le Commerce pour l'enrichir. Quelles cauſes ont pû amener cette heureuſe révolution ?

Le Commerce qui donnoit des excluſions mortifiantes, ouvre la carriére des honneurs. D'un Vaiſſeau Marchand on paſſe ſur la Flote Royale pour y diſputer l'empire de la mer. Comment veut-on que la No-

bleſſe Françoiſe entre dans la Marine Marchande à coté de l'aviliſſement ? On refuſe aux deſcendans des *Pleſſis-Cardin*, *des Porée*, *des Villeſtreux*, *des Trublet*, ces hommes de mer qui firent tant d'honneur à Saint-Malo & à la France, on leur refuſe de commander les Vaiſſeaux de leurs pères, à moins qu'ils ne faſſent auparavant quelques campagnes humiliantes ſur les vaiſſeaux du Roi où ils ſeroient confondus avec les matelots & la lie du peuple.

Le Commerce qui ne renfermoit que des gens riches, donne des Membres au Conſeil Suprême de la Nation, où l'on entend ſa voix retentir avec autant d'éclat que celle de la Liberté. L'affaire des particuliers

s'eſt tournée en affaire d'Etat. Nous n'avons plus d'Etats généraux ; mais nous avons un Bureau de Commerce, dont on pourroit multiplier utilement les travaux & les ouvriers ; un Bureau, qui embraſſeroit la totalité du Commerce, & non quelques lambeaux ; un Conſeil de gens expérimentés, qui auroient ſans ceſſe les yeux ouverts ſur notre Navigation marchande & celle de l'Etranger, ſur nos Colonies & les ſiennes, ſur nos gains ou nos pertes avec lui, ſur la balance du Commerce, & les moyens de la tourner de notre côté. Voilà des places : voilà des aiguillons pour piquer l'émulation de la Nobleſſe auſſi bien que l'ambition générale.

Quand je jugeois des choſes

avec un bon ſens de province, je prenois un Intendant du Commerce, un Prévôt des Marchands, pour des Négocians illuſtres qui s'étoient ſignalés par de grandes vûes, de grandes opérations, de grands ſuccès, & à qui le Gouvernement payoit un tribut d'honneur bien mérité : nouvelles couronnes qui jetteroient mille athlétes dans la lice.

Nous comptons pluſieurs Miniſtres qui ſe partagent les affaires générales. Aucun d'eux ne prend le titre de Miniſtre du Commerce. Ce n'eſt qu'à la ſuite des Finances qu'on apperçoit le Commerce ; c'eſt un fleuve qui perd ſon nom dans les rivières qu'il forme. Il eſt chez plus d'un Peuple la première raiſon de l'Etat ; quel rang lui marquerons-

favorisée au préjudice des nôtres; que leurs fabriques entrent librement chez nous sans être visitées, tandis que nous assujétissons les nôtres à des réglemens, des restrictions, des confiscations, des amendes; autant d'entraves qui resserrent l'activité de nos Fabriquans & de nos Navigateurs. Nous nous flatons d'une égalité réciproque, illusion qui se détruit par un coup d'œil; les Vaisseaux Hollandois rempliſſent nos Ports, tandis qu'à peine apperçoit-on le Pavillon François dans les Ports de la Hollande. Avons-nous cherché à nous dédomager en traitant avec la Suéde en 1741? Nous lui avons accordé toutes sortes d'avantages dans nos Ports de Rouen, Saint-Malo, Nantes,

la Rochelle, &c. elle nous a donné les mêmes exemptions de droits dans le seul port de wismar, ville dépeuplée, démantelée, dénuée de Commerce, & située dans le Meklembourg à cent lieues de Stockholm & autres villes de Suéde où il s'agiroit d'établir notre Commerce. Nos vaisseaux attendent que le port de wismar change de place & de fortune. M. le Comte de Tessin, qui ménagea ce traité, fut aussi habile que le seroit le Négociant le plus consommé. Si les Ambassadeurs, au lieu des grands noms & des grands titres qu'ils portent aux Négociations, y portoient de grandes connoissances, on n'arracheroit pas le pain à l'enfant de la maison pour le donner à l'étranger;

& ſi la Nobleſſe commerçoit, les connoiſſances ſe réuniroient aux noms & aux titres. Quand on honorera les Commerçans, elle commercera comme chez nos Voiſins. Devenus plus éclairés ils ont enfin placé les Commerçans dans le temple de mémoire.

Les monumens publics qui ont tranſmis à la poſterité la gloire de *Drake*, de *Raleigh*, de *Marlborough* & de *Newton*, lui ont fait paſſer auſſi les noms de *Gresham*, de *Spencer* & de *Craven*, dont les ſtatues encouragent le Commerce dans la Bourſe de Londres. Plus heureux encore le Chevalier *Barnard* qui, en y voyant ſon apothéoſe préparée, ſurvit à ſa propre gloire. Le Commerce n'attend pas des ſtatues en Fran-

ce : Colbert, Condé & Saxe n'y en ont point. Mais l'immortalité a plus d'une reſſource. Poëtes, Orateurs, Hiſtoriens, vous faites fort bien de chanter, de célébrer, de graver dans nos faſtes les *Corneille*, les *Deſcartes*, les *Talon*, les *Seguier*, les *Luxembourg*, les *Turenne*; mais ſi vous êtes citoyens, ſi vous voyez bien, n'eſt-il point de places dans vos ouvrages pour les *Bruni*, les *Grandville*, les *Maſſon*, les *Magon*, les *Montaudoin*, les *le Couteux*, les *le Gendre*, & tant d'autres qui nous ont attiré les richeſſes de l'Univers ?

„ Les Hiſtoriens, dit M. de „ Sully, ſe plaiſent à enfler leurs „ volumes de particularités, de „ pompes & autres ſemblables „ babioles & fanfares, niaiſeries,

„ béatilles & baguenauderies: „ entrons dans ſa penſée. Un Hiſtorien en aſſiégeant une ville nous promène dans la tranchée, ſans nous faire grace du plus petit boyau ; il compte les canons, les mines, les fourneaux, les ſauciſſes ; & lorſqu'il a pris la place, il nous mène au *Te Deum*, au feu, aux complimens, aux harangues, ſans oublier les petits vers dont le Mont-Parnaſſe accouche ; mais ſi pendant ce tems-là une compagnie de Négocians naturaliſe en France une Manufacture étrangère, augmente notre Navigation, établit ou perfectione une Colonie, l'Hiſtorien n'a plus d'encre.

Il y a long-tems qu'on connoît en France la gloire des armes & celle de l'eſprit : mais

en eſt-ce une d'enrichir ſa patrie ? C'eſt encore un problême ; c'eſt-à-dire, qu'on examine s'il eſt glorieux de la rendre puiſſante & heureuſe. Je laiſſe la gloire de l'eſprit, qui eſt moins éblouiſſante que celle des armes. Y a-t-il donc une ſi grande différence entre un Officier qui tue ou fait tuer quelques ennemis, & un Négociant Armateur, qui, après un combat pour le moins auſſi vif, amène une priſe qui donne à l'Etat un vaiſſeau de plus, des richeſſes, des hommes & des canons ? Tous deux ont combattu en braves, tous deux ont fait le bien de la patrie, pourquoi les regarder d'un œil ſi différent ? Pourquoi les marques d'honneur s'arrêtent-elles ſur le premier ?

Nous avons des Ordres de

toutes couleurs ; non-seulement pour les Grands de l'Etat qui les gagnent par la naissance, non-seulement pour les Militaires, qui les obtiennent par le service ; mais encore pour tous les Talens dont on veut animer les travaux : Chirurgiens, Médecins, Peintres, Poëtes tous y ont part. N'y auroit-il pas un Cordon distingué pour un homme qui auroit mis en mer un grand nombre de vaisseaux, & qui auroit doublé notre Commerce sur la Côte de Guinée ou dans les Isles ? Quelle étoit la distinction que le Cardinal de Richelieu avoit en vûe ? Ce Ministre, dont l'œil perçant découvroit les ressorts les plus déliés de la politique, après avoir éclairé son Maître sur le Commerce, lui

dit : " Si V. M. trouve bon d'ac-
„ corder au trafic quelque pré-
„ rogative qui donne rang aux
„ Marchands, au lieu que vos ſu-
„ jets le tirent ſouvent de divers
„ Offices, qui ne ſont bons qu'à
„ entretenir leur oiſiveté & flater
„ leurs femmes, elle rétablira le
„ Commerce juſqu'à tel point que
„ le public & le particulier en ti-
„ reront un grand avantage. * „

Le Chinois peut-être ſe contentera de s'enrichir ; mais le François veut de la gloire, c'eſt un beau foible ; le Hollandois même n'étonneroit pas la terre par la grandeur de ſon Commerce, ſi en commerçant il n'arrivoit pas aux honneurs de la République. Nous connoiſſons les Médailles de Tyr, de Sydon, de Bizance

* Teſt. Polit. Chap. IX. Sect. 6.

& de Syracuſe ; elles furent frapées à la gloire du Commerce : on en frape en France pour des Ordres de Citoyens moins utiles. Avec des diſtinctions ſagement ménagées, on fait des hommes tout ce qu'on veut. Les premiers Romains n'étoient que des brigands ; Romulus en fit des Héros. Nos Chevaliers de Malthe ne furent dans leur origine que de bons Religieux Hoſpitaliers, dont le ſort étoit peu envié, parce qu'ils n'avoient aucune prétention aux honneurs de ce monde. La Chevalerie eſt venue, la décoration s'eſt montrée ; l'Ordre n'a pas aſſez de Croix. La qualité de ſimple ſoldat, qui eſt tombée dans le peuple, s'eſt relevée dans la Maiſon du Roi, où tout eſt Noble : des Gentilshommes

hommes peuvent faire ſon lit, & des Princes lui donnent la chemiſe. Non, non, il n'eſt pas ſi difficile qu'on le penſe de diſſiper les ombres que le préjugé a répandues ſur le Commerce, comme on l'a fait en Angleterre.

Le Commerce n'y vivoit autrefois qu'avec lui-même : les Savans l'ont accueilli, & s'en ſont occupés. *Locke* Philoſophe & Sécrétaire d'Etat en dévelopoit les intérêts avec la même plume qui anatomiſoit l'ame. Les Grands ſe ſont familiariſés & alliés avec le Commerce. Les Pairs l'entendent ſans l'avoir fait, comme à Rome les Sénateurs ſavoient ſe battre, & ils en ont reçu des ayeux paternels ou maternels, ce qui faiſoit dire à Charles II.

qu'il n'y avoit de Nobleſſe que parmi les Marchands, à qui il marquoit de grands égards. Un autre Charles que l'Europe étonnée fut preſque obligée d'accepter pour Maître, Charles-quint, après ſa malheureuſe expédition contre le fameux Barberouſſe, chercha de la conſolation chez les *Fuggers*, Marchands d'Auſbourg, & il la trouva au milieu d'un feſtin. On lui ouvre des tréſors, mais ce qu'il prend pour un emprunt, devient un don : il voit bruler ſes billets de reconnoiſſance dans un fagot de cinnamome. * La Nobleſſe Allemande, quand elle l'auroit voulu, ne pouvoit pas être auſſi généreuſe. La France eut un Roi qui n'attendoit pas les extrémi-

* Félibien, Hiſt. des Peintres.

tés pour careſſer les Commerçans, il les recevoit familièrement à ſa table, & s'inſtruiſoit avec eux pour le bien du Royaume. Ce ton de Louis XI. s'eſt perdu. Bruges & Gand ne perdirent leur éclat qu'au moment que le Commerce y perdoit le ſien. Les Comtes de Flandres las d'être heureux ceſſérent de l'honorer; il s'en vengea en paſſant chez une Nation qui lui préparoit de la protection & de la gloire, l'Angleterre.

Il ſeroit bien étonnant que la Nobleſſe Angloiſe ne ſe fût pas réconciliée avec le Commerce. Un état qui mène à tout, au commandement ſur la Flote Royale, aux Ambaſſades, au Sénat de la Nation, aux monumens de gloire, à la conſidéra-

tion des Grands, des Savans & du Peuple, devient néceſſairement un objet d'ambition ; & loin d'effrayer la Nobleſſe il l'attire, il la donne. De-là cette phraſe populaire : Que le Commerce y fait les Gentilshommes. Je ne veux pas tracer un catalogue. Le fils de *Joſias Child* eſt devenu le Lord Caſtelmaine, Comte de Tilney, & perſonne n'héſite à lui donner le nom qui lui eſt propre ; les gens de la plus haute naiſſance l'appellent *Mylord*. En France il n'en va pas de même. Un Auteur que la Philoſophie, l'Hiſtoire & le Théatre ſe diſputent, & que la poſtérité, ſans jalouſie, applaudira encore plus que nous ne faiſons, ce peintre des mœurs, en combattant nos préjugés, a

fait une remarque qui cadre à mon ſujet : & pourquoi ne l'employerois-je pas ? Obſerverois-je mieux que lui ?

„ Si le célébre Samuel Ber-
„ nard, dit-il, après que le Roi
„ eut érigé ſa terre de Coubert
„ en bonne Comté, ſe fût fait
„ annoncer dans une viſite *le*
„ *Comte Bernard*, on auroit écla-
„ té de rire. „

Rions, j'y conſens, mais des vrais ridicules. La Cour & la ville en fourniſſent aſſez. Rire du bien de la patrie, c'eſt rire en ſot.

„ Ce Comte Bernard, pour-
„ ſuit l'Obſervateur, étoit plus
„ Comte que cinq cens Comtes
„ que nous voyons qui ne poſ-
„ ſédent pas quatre arpens de
„ terre. „

Je pourrois ajoûter qu'il fût plus utile à la France, & le prouver : mais les panégyriques ne ſont pas faits pour des Citoyens utiles. *Opinion !* ſerez-vous toujours la reine du Monde ? Ceſſez du moins de tyranniſer une Nation, où la Philoſophie a déja fait tant de progrès. Le Danemark s'eſt hâté de ſecouer ſa barbarie ſur les idées du Commerce, tandis que nous conſervons la nôtre ? *Huguetan* avoit uni le titre de *Comte* à celui de Négociant.

Si le Commerce en France nous montroit de tems à autre ces phénomènes, la Nobleſſe Françoiſe héſiteroit-elle encore ? On a couronné, il eſt vrai, les travaux des *Cadoz* & des *Vanrobais* par des lettres de Nobleſſe,

des penſions & des priviléges, graces que perſonne n'a dû envier à ces fondateurs d'une école éternelle d'ouvriers toujours néceſſaires à l'Etat. Mais ces exemples ſont trop rares pour frapper ſuffiſamment; & d'ailleurs l'Impreſſion qu'ils laiſſent eſt bientôt effacée par la dérogeance qui flétrit le Commerce. Tant que l'ancienne Nobleſſe ſe perdra dans ſon ſein, celle qu'on y gagnera ne paſſera pas pour être de bon alloi. Je ſupprime des comparaiſons qui pourroient bleſſer certaines profeſſions auxquelles on accorde des Lettres de Nobleſſe; elles craignent que je ne les nomme. Je me contente de leur dire: Examinez-vous, & voyez ſi vous êtes auſſi utiles à l'Etat que le Négociant?

Peut-on écrire ſur votre porte comme ſur la ſienne : *Il eſt opulent, donc il a bien ſervi l'Etat.*

Tous les Ordres dans le Royaume offrent des points de vûe à l'ambition. Un Avocat peut parvenir aux dignités de la robe, un Soldat aux honneurs de la guerre, un Vicaire de paroiſſe aux prééminences de l'Égliſe. Le Négociant ſeul n'apperçoit aucun luſtre dans ſa carriére, & il eſt obligé de l'abandonner, s'il veut parvenir à ce qu'on appelle en France *être quelque choſe.* Ce mot mal entendu fait de grands ravages. Pour être *quelque choſe*, une grande partie de la Nobleſſe reſte dans le *rien.*

Faut-il répondre à certains Nobles, qui diſent, en ſe retranchant ſur la coutume : *Nos Peres*

pères n'ont pas fait le Commerce.

Quand on parle de greffes aux insulaires de Minorque, ils répondent que leurs peres ne greffoient pas, & que personne ne sait mieux que Dieu comment un arbre doit croître. On leur a fait une belle route qui traverse l'isle, ils aiment mieux s'embourber dans un chemin tortueux, parce que leurs peres s'y embourboient déja. Tous les enfans ne se croyent pas obligés à tant de respect: les Irlandois aujourd'hui font tirer leurs chevaux par le poitrail, leurs peres les attelloient par la queue. Nous sommes sur le point d'adopter l'insertion de la petite vérole; & malheur à nous si nous reculons, parce que nos peres l'ont attendue de la nature aux dépens de leur postérité.

Vos peres n'ont pas fait le Commerce ; . . . mais vous avez des vices qu'ils n'avoient pas ; pourquoi n'auriez-vous pas des vertus dont ils manquoient ? . . . *Ils n'ont pas fait le Commerce* ; & c'eſt juſtement ce qui rend leurs enfans ſi miſérables, & ſi inutiles à la patrie.

Je parle d'utilité. Des penſeurs prétendent que dans un Etat où l'on ne fait pas les choſes parce quelles ſont *utiles*, mais parce qu'elles ſont *de Mode*, le Commerce ne prendra jamais parmi la Nobleſſe. Et moi je tire un augure favorable de cet empire même de la mode. Le premier homme titré, il ne ſçauroit l'être trop, qui plantera le Pavillon du Commerce à côté de ſon arbre généalogique, ſous le

bon plaisir du Roi, plaisir qui alors feroit le nôtre, aura bien des imitateurs ; & sa Patrie, si elle n'est pas ingrate, l'appellera son bienfaiteur. Les Comtes de *Warwick* & de *Leiceſter*, furent à la tête de la premiere Compagnie qui se forma pour le Commerce d'Afrique sous le règne de l'immortelle Elizabeth. Mais en France qui est-ce qui commencera ? Question bien Françoise ! *Le meilleur Citoyen* : & si le préjugé est aussi redoutable que *la chimère de Lycie* : celui qui l'exterminera sera un autre *Bellérophon*. Je sai que les Nations ont besoin de leurs préjugés, mais seulement lorsqu'ils sont utiles. Les Augures, les Pontifes qui savoient à quoi s'en tenir, auroient mal fait de désa-

buſer les Romains ſur leur deſtinée à l'Empire du monde ; ce Préjugé les y mena. Mais à quoi nous ſerviroit celui-ci ? Si non à multiplier l'eſpéce des malheureux. Et dès-lors on ne ſçauroit le détruire trop tôt, & dès-lors il n'eſt point de main trop noble pour porter le premier coup.

C'eſt le propre des grands exemples d'entraîner les volontés les plus rebelles. Charles II, que j'ai déjà cité & qui enfin oublioit quelquefois ſes plaiſirs pour penſer utilement, mit tout en œuvre après la reſtauration, pour engager la Nobleſſe dans le ſervice de mer ; il envoya ſur la flote un de ſes fils pour y ſervir en qualité de ſimple matelot. Gentilshommes ! apprenez à devenir Nobles. Et vous, Rois ! contem-

plez le Czar Pierre, pour être Grands. Il fut *Mouſſe* dans ſa Marine naiſſante pour fonder le Commerce & la puiſſance de la Ruſſie. Un premier Magiſtrat doit prendre toutes les formes pour faire le bien ; & alors tout tend à l'ordre ; tout a ſa gloire, les Arts, les Sciences, l'Agriculture & le Commerce.

C'eſt un grand malheur pour le Commerce de n'être vu que de loin par ceux qui donnent le ton aux idées publiques. Nous jugeons des Négocians de Marſeille & de Bordeaux par les Marchands de la rue S. Denis ; & cette Capitale, auſſi légére dans ſes propos, que frivole dans ſes goûts, répand ſes préjugés dans tout le Royaume. Si Paris & Verſailles, au lieu de reſpirer

l'ambre, ſentoient le bitume de la mer ; ſi dans un Port où les Nations aborderoient, nous voyions des Négocians armer des vaiſſeaux, expédier des Flottes, donner des ordres pour le Nord & le Sud, ouvrir des débouchés à nos Arts & à nos Manufactures, appeller les matiéres premieres qui nous manquent, prendre le monde entier pour le champ de leurs opérations, rendre tous les Peuples nos tributaires, alors, alors nous prendrions bien d'autres idées du Commerce & des Commerçans. Nous en jugerions comme en jugea l'Egypte lorſque ſes Rois habitérent Aléxandrie. La terre admira la puiſſance de cette ville marchande, & Rome en fut jalouſe. Le Czar Pierre, qu'on ne

ſauroit trop citer parce qu'il préféra tous les biens ſolides à la gloire des conquêtes, fit un grand coup d'Etat en tranſportant ſur la mer le ſiége de ſon Empire. Il voulut que ſes ſucceſſeurs euſſent ſans ceſſe les yeux frappés de l'importance & de la grandeur du Commerce; il voulut que les Grands de la Cour appriſſent à l'eſtimer, & les Miniſtres à s'en occuper. Il avoit ſenti l'avantage de Stokolm, de Copenhague, d'Amſterdam & de Londres. Il regardoit la Ruſſie comme nulle, tant qu'elle n'auroit pas de commerce: la force qu'elle a priſe a juſtifié ſes idées.

Nobleſſe Françoiſe que la fortune à maltraitée, la Nature vous fit pour jouir. Voulez-vous toujours reſſembler au malheureux

Tantale ? Il finiroit ſa peine ſi comme vous il pouvoit atteindre aux fruits. Il n'y en a point ſur vos arbres généalogiques. Vos femmes vous demandent une ſubſiſtance décente, vos enfans de l'éducation & des établiſſemens : eſt-ce en remuant les cendres de vos ancêtres que vous trouverez des tréſors pour remplir ces devoirs ſacrés ? La Patrie attend vos ſervices ; vous n'êtes plus, comme autrefois, lorſque dans les aſſemblées de la Nation vous pouviez conſeiller & ſoutenir le bien ; on ne s'informe pas ſeulement ſi vous avez des têtes. Vous montrez vos bras. Vous offrez vos épées : on en a d'autres dont la poignée eſt d'or. Cherchez donc ailleurs de l'importance, faites le ſeul

bien

bien que vous pouvez faire ; il eſt aſſez grand ſi vous avez aſſez de courage, de ce courage d'eſprit qui eſt bien plus rare que celui du cœur. Devenez par le Commerce des dieux tutélaires pour vos femmes & vos enfans. Devenez pour la Patrie les nourriciers des terres, la vie des Arts, le ſoutien de la population, l'appui de notre Marine, l'ame de nos Colonies, le nerf de l'Etat, les inſtrumens de la fortune publique. N'eſt-il pas tems de vous ennuyer de votre inutilité & de votre miſere ? Faut-il qu'une opinion Gothique vous y tienne cloués à jamais ? Vous craignez le mépris & vous reſtez dans l'indigence ! Vous aimez la conſidération & vous êtes nuls ! Victimes éternelles du préjugé

qui vous tue. Le règne *de Louis le Grand*, fut le ſiécle du génie & des conquêtes. Que le règne *de Louis le Bien-aimé*, ſoit celui de la Philoſophie, du Commerce & du bonheur.

FIN.

Arcq, Philippe Auguste de Sainte-Foix, chevalier d'

LA NOBLESSE MILITAIRE,

OPPOSEE

A LA NOBLESSE COMMERÇANTE;

OU

LE PATRIOTE

FRANÇOIS.

A AMSTERDAM.

M. DCC. LVII.

PREFACE.

DANS un ſiécle entiérement corrompu, il ſeroit peut-être inutile de ſonger à prévenir les effets d'un ſyſtème qui tend à la deſtruction de la Monarchie. Les Etats qui ſe dégradent reſſemblent aux rochers qui du haut des montagnes ſe détachent & coulent ſur eux-mêmes juſques dans la plaine; rien ne peut les arrêter. Mais dans le ſiécle où nous ſommes, ſi les abus ſont ſoufferts, il eſt du moins permis de les combattre, & l'on peut vaincre. Citoyen zélé, ſujet fidéle, je ne ſai point diſtinguer

au fonds de mon cœur, le Prince d'avec la Patrie, ni l'intérêt particulier de l'intérêt de l'Etat. Dans une queſtion qui regarde principalement la Nobleſſe, j'ai le droit de parler; & lorſque cette même queſtion intéreſſe toute la Nation en général, je le puis comme homme libre, & je le dois comme citoyen. Je ne me flatte pas de réunir tous les ſuffrages, mais ſi je pouvois craindre d'être condamné unanimement, ce ne ſeroit pas pour moi-même que j'en gémirois.

LA NOBLESSE *MILITAIRE*,

Oppoſée à LA NOBLESSE COMMERÇANTE;

OU

LE PATRIOTE *FRANÇOIS.*

NOBLESSE MILITAIRE: depuis quand ces deux mots ne ſont-ils plus ſynonimes parmi nous? Avons-nous donc ſi fort dégénéré de nos ancêtres, qu'on ſoit obligé de réunir ces deux

expreſſions pour diſtinguer ceux qui nous repréſentent ces antiques héros ? Eſt-il donc pluſieurs genres de Nobleſſe ? C'eſt du moins ce qu'on veut tâcher d'introduire. Un Auteur eſtimable, Philoſophe & citoyen, mais citoyen prévenu contre les vrais reſſorts de la ſaine politique, propoſe aujourd'hui de rendre la Nobleſſe commerçante. Il propoſe plus encore ; il veut que le Gouvernement favoriſe, careſſe, récompenſe un Gentilhomme qui, négligeant la profeſſion des armes, la ſeule cependant qu'il puiſſe exercer convenablement, ſe

fera distingué dans le commerce, en amassant des trésors immenses. Manes illustres, dont le sang a cimenté la gloire du nom François, vous que nous respectons encore dans les héritiers de votre nom, vous que nous admirons sans cesse, & dont nous tâchons d'imiter les vertus, que direz-vous en voyant seulement le titre de cet Ouvrage ? Quoi ! dans un Etat belliqueux, une *Noblesse commerçante* ! Vous applaudiriez sans doute au génie, à l'éloquence, aux intentions de l'Auteur ; mais vous condamneriez les principes de son système ; il ne

vous ſéduiroit pas. Dans le ſiécle où vous viviez, on n'auroit eu beſoin ſans doute, pour en prévenir les effets dangereux, que de montrer votre noble ſimplicité, votre courage, vos actions, votre délicateſſe ſur l'honneur, la gloire dont vous vous êtes couverts & le reſpect des peuples pour vous; mais dans le ſiécle où nous ſommes, lorſque l'on attaque les préjugés qui intéreſſent le Corps de la Nation, on ne peut trop tôt s'armer pour leur défenſe. Il n'eſt preſque plus tems de remédier au mal, lorſqu'on commence à reconnoître que c'eſt un mal;

il faut donc se hâter de le prévenir. Je ne réfuterai point l'Auteur de la Nobleſſe commerçante article par article, je me garderai bien de le ſuivre pas à pas dans les routes qu'il ſçait s'ouvrir ; je ne pourrois égaler cette éloquence mâle & perſuaſive ſoutenue dans tout le cours de l'Ouvrage, & perdant à la comparaiſon ſur la forme, je craindrois que le fonds de la queſtion n'y perdît auſſi. Je connois mon adverſaire, je l'eſtime, je l'aime ; mais j'aime encore plus le bien de l'Etat. Auſſi bon citoyen que lui, je connois comme lui le mot *Patrie*, & je vais

attaquer ſes principes avec tout le zèle d'un Patriote & la naïveté d'un Militaire qui dit ce qu'il penſe, & qui le dit ſans art. Que l'on critique mes expreſſions, je les abandonne; mais je ſouhaite avec ardeur qu'on adopte les ſentimens qui les dictent, parce que je les crois néceſſaires à la conſervation de la Monarchie.

Le commerce eſt, dit-on, le nerf de l'Etat, par conſéquent augmenter ſon commerce, c'eſt augmenter la force & la puiſſance de l'Etat. Cette vérité a des bornes différentes, ſelon la différence des Etats; & conclurre géné-

ralement, qu'il faut attirer la Nobleſſe indigente vers le commerce, c'eſt s'annoncer meilleur Philoſophe que bon politique.

Le dégré de commerce doit être calculé ſur trois objets principaux.

La ſituation du pays qu'on veut rendre commerçant, & les facultés qu'il a pour le devenir.

Le caractere diſtinctif du peuple qui l'habite, & ſon génie, duquel dépendent toujours ſes moyens de conſervation; enfin la forme de ſon Gouvernement.

Il eſt aiſé de ſentir, par

exemple, qu'un pays enclavé dans les terres, ou dont les côtes n'offrent nulle part des ſituations propres à y conſtruire des ports; il eſt aiſé, dis-je, de ſentir que le commerce de ce pays ſera très-borné. Rarement le ſol produit-il beaucoup au-delà de ce qui eſt néceſſaire à la ſubſiſtance de ſes habitans, lorſque rien n'en arrête la propagation, ſur-tout ſi l'on fait attention aux récoltes ſeches. Ainſi l'on peut déterminer à peu de choſe près les forces réelles d'une Nation reléguée, pour ainſi dire, au fond du continent, d'après la qualité des terres

qu'elle cultive, qui détermine à ſon tour la quantité des productions du ſol, & d'après ce qu'elle verſe de ces productions autour d'elle.

Qu'on joigne, ſi l'on veut, l'induſtrie au rapport le plus abondant des terres, ces deux objets réunis ne formeront jamais le commerce en grand dans un pays où le voiſinage de la mer n'offre pas des débouchés certains; par conſéquent le commerce toujours intéreſſant, n'y peut-être l'objet principal du Gouvernement, & les efforts que l'on feroit pour l'étendre ſeroient plus nuiſibles qu'avantageux.

Il faut donc que la ſituation ſoit favorable, non-ſeulement par le voiſinage de la mer, mais par la facilité d'aborder ſur les côtes, & par la ſûreté des ports.

Cependant la bonté de la ſituation ne ſuffit pas encore; il faut que le caractere de la Nation ſe tourne vers le commerce, & lui fourniſſe des idées relatives au commerce: car ſi le caractere de ce peuple eſt d'être timide, pareſſeux, tardif, & mal adroit, ſi l'on peut s'exprimer ainſi, les avantages de ſa poſition lui deviendront inutiles. Pendant combien de ſiécles les côtes

du Pont-Euxin, tant celles de la Scythie, que celles de la Cappadoce, de la Paphlagonie, de la Bythinie, & juſqu'au Boſphore Cimmérien, offrirent-elles envain les plus grandes commodités pour établir le commerce? Les Cappadociens & les autres habitans de ces côtes, voyoient tous les jours les Phéniciens traverſer les mers pour leur apporter les choſes dont ils manquoient, & les échanger avec les productions du pays, pour aller verſer ces productions dans d'autres climats. Ces peuples voyoient les Phéniciens ſans doute avec éton-

nement ; ils les admiroient peut-être, & n'imaginerent jamais de ſuivre leur exemple. Ils virent plus, ils virent des Colonies Grecques s'établir ſur leurs côtes, & s'enrichir par le commerce, ſans ſonger eux-mêmes à commercer. Il faut donc que le caractere du peuple, que ſon génie l'engage à commercer, en même tems qu'une ſituation avantageuſe lui en fournit les moyens.

Mais ces deux points réunis ſuffiſent-ils, & la forme du Gouvernement n'y eſt-elle pas pour le moins auſſi eſſentielle ? Peut-on penſer que le commerce ſe ſoutienne dans un

Etat

Etat où le Gouvernement eſt entiérement deſpotique ? Quel eſt l'inſenſé qui s'expoſeroit volontairement à tous les dangers de la mer, pendant les plus beaux jours de ſa vie, pour acquérir des biens dont un caprice du Prince peut le dépouiller dans un inſtant ; des biens enfin, qui ne peuvent paſſer à ſa poſtérité que par une grace particuliére du Souverain ?

La Monarchie tend toujours à s'aggrandir, or l'eſprit de conquête ne s'accorde pas avec les grands établiſſemens de commerce ; & ſi cet eſprit n'animoit pas la Monarchie, elle

ne pourroit ſe ſoutenir. Je ne prétens pas dire qu'il faut que les Monarques ſoient toujours conquérans, mais que ſans perdre de vue l'eſprit de pacification, il faut qu'ils entretiennent dans le cœur de leurs ſujets les diſpoſitions propres à faire des conquêtes, en obſervant de ne les mettre en œuvre que par néceſſité. Voilà le ſeul moyen qu'ait le Monarque de ſe faire craindre & reſpecter de ſes voiſins, par conſéquent de faire jouir ſes peuples des douceurs de la paix à laquelle ſon caractere d'humanité & de juſtice le porte. Si au contraire il ſemble abandonner toute

idée de conquêtes; si les troupes sont négligées; si la discipline est relâchée; si l'état militaire est sans considération; ses voisins profiteront bientôt de la prise qu'il donne sur lui: il sera attaqué; en vain voudra-t-il intéresser d'autres Puissances, en vain criera-t-il au violement du droit des gens, en vain invoquera-t-il la foi des traités; les intérêts changent tous les jours, & ces traités n'ont plus de consistance, lorsque les intérêts de plusieurs Princes ne sont plus les mêmes. En vain employera-t-il la voie des négociations; les bons négociateurs sont

ceux qu'on fait ſoutenir par une puiſſante armée. Ses Ambaſſadeurs expoſeront des raiſons, à peine les écoutera-t-on, à peine conſervera-t-on la décence de les amuſer par de vaines promeſſes, tandis que l'ennemi gagnera toûjours du terrein, aſſiégera ſes places, battra en détail les petits Corps qu'on aura envoyé contre lui pour l'arrêter, il s'emparera des Provinces; & pour n'avoir pas voulu conſerver l'eſprit de conquête, le Monarque livré à l'eſprit du commerce, ſe trouvera ſans défenſe. Le commerce ne peut donc être le ſeul objet du

Gouvernement dans la Monarchie ; il ne doit donc pas y être même le principal objet.

La République qui ne tend qu'à conſerver ſes poſſeſſions, ne porte ſes vues d'aggrandiſſement que ſur ſon intérieur. Cet aggrandiſſement n'eſt autre choſe qu'une amélioration continuelle de ce qu'elle poſſede déja ; d'où l'on voit que la République ſeule peut s'abandonner entiérement au commerce, qui ſouvent y devient un aliment néceſſaire. Parcourons dans tous les ſiécles les Républiques aſſez puiſſantes pour mériter d'être conſidé-

rées ; nous les verrons preſque toutes ſituées ſur les côtes de la mer : & celles qui ſe ſont élevées dans l'intérieur du Continent, devenir preſque toutes la proie de leurs voiſins. Il s'enſuit donc que dans le Gouvernement purement deſpotique, le commerce eſt abſurde ; que dans le Gouvernement monarchique, il doit avoir des bornes ; que ſi on le porte au-delà de ſes bornes, il ouvre alors les veines de l'Etat, ſi l'on peut parler ainſi, pour y introduire le poiſon qui corrompt bientôt toute la maſſe ; & que c'eſt ſeulement dans le Gouvernement répu-

bliquain qu'on peut l'étendre sans péril.

Mais, dira-t-on, ne convenez-vous pas que l'argent est le nerf de l'Etat, & que la quantité d'hommes en est la substance ? Oui sans doute, si l'on prend généralement le mot d'Etat : mais si l'on entre dans quelque distinction particuliere, ne doit-on pas apporter quelque modification à l'axiome précédent ? Une République, par exemple, ne peut avoir ni trop d'hommes, ni trop d'argent, si le Gouvernement y est assez sain, assez pur, pour que tous les citoyens concourent également

à l'intérêt général, ſi le tréſor public y eſt le ſeul dépoſitaire des richeſſes.

La Monarchie, de même que la République, ne peut avoir trop d'hommes ; mais elle peut avoir trop d'argent. Que cet argent ſoit dans les coffres du Monarque ; qu'il ſoit dans la bourſe des particuliers, cette différence n'en apporte que dans l'eſpece des inconvéniens, & n'empêche pas que ces inconvéniens ne ſoient réels. Lorſque les richeſſes idéales ſont parvenues au point de quantité néceſſaire pour la circulation, le plus ou le moins de quantité empêche également

également cette circulation : & ſuppoſé que cette circulation pût ſubſiſter encore pendant quelque tems, ces richeſſes mêmes deviennent inutiles entre les mains de ceux qui les poſſedent, par le renchériſſement des denrées, qui croît en même proportion que l'augmentation de la quantité des eſpeces, & cette quantité d'eſpeces devient un obſtacle preſque invincible à la ſubſiſtance de ceux qui en poſſedent le moins, ſoit que leur état naturel, ou les loix de la profeſſion qu'ils ont embraſſée, les en privent.

Tels ſont en partie les in-

convéniens du trop grand nombre d'eſpeces répandues entre les mains des particuliers. Si au contraire ces eſpéces refluent dans les coffres du Souverain pour n'en point ſortir, le Monarque eſt trop près de devenir deſpote. La Monarchie ne peut modérer ſa courſe vers le point de ſa ruine, qu'autant que le Roi a beſoin de ſes ſujets, & que ſes ſujets croyent avoir beſoin de lui. Si de façon ou d'autre cet équilibre ſe perd, l'Etat ne marche plus, mais il ſe précipite dans la route de dégradation: or le Prince trop riche ſemble pouvoir ſe paſ-

ſet de ſes ſujets, par la facilité d'avoir des mercénaires pour établir la tyrannie, ou par celle de ſéduire les Grands que le luxe & l'ambition lui livrent preſque toujours. Nous ſommes bien éloignés ſans doute de cette extrémité funeſte, mais pouvons-nous en même tems être ſans inquiétude ſur l'avenir? Que n'a-t-on point à redouter du luxe? Ce mot ſeul ne dit-il donc pas aſſez qu'il peut y avoir trop d'argent dans une Monarchie? N'eſt-ce pas le commerce qui fait naître cet ennemi le plus redoutable de tous pour un Etat? N'eſt-ce pas le com-

merce qui le nourrit, lui & cette foule de vices qu'il traîne à ſa ſuite ? N'eſt-ce pas du commerce qu'il tire ces ſucs venimeux qu'il fait couler inceſſamment dans les plaies qu'il nous a faites, & qui les rendent incurables ?

Mais les Anglois, dira-t-on, ſont gouvernés par un Roi, ils commercent, ils connoiſſent le luxe, & ni le commerce, ni le luxe n'ont encore produit d'effets pernicieux parmi cette nation ; au contraire, elle ſemble acquérir de nouvelles forces de ce qui ſembleroit devoir hâter ſa ruine. Cette objection n'eſt que ſpécieuſe, &

se dissipera facilement si l'on considere, 1°. la forme du Gouvernement des Anglois si sagement mêlé du Monarchique & du Républiquain ; 2° la situation du pays qu'ils habitent ; 3° leurs préjugés, l'usage qu'ils font de l'argent, ou qu'ils sont toujours prêts d'en faire, & la médiocrité du luxe auquel ils sont parvenus. Un Anglois dit: Nous dînions & nous soupions tous les jours, le Roi a besoin de subsides pour les intérêts de la Nation, dînons bien, mais passons-nous du souper, & portons l'argent qu'il nous coûteroit au trésor public.

Si j'écrivois en Angleterre

& pour l'Angleterre, je m'étendrois ſans doute davantage, ſur ſon Gouvernement. Quel vaſte champ de réflexions ſolides & nerveuſes! Mais j'écris en France, & pour la France, dont je ſuis citoyen; je me contenterai de dire qu'en Angleterre, les inconvéniens de la République ſont heureuſement tempérés par les inconvéniens mêmes de la Monarchie. Comme on voit de deux forces égales miſes en oppoſition, en réſulter une troiſiéme capable de ſoutenir les charges les plus peſantes, & de réſiſter aux efforts les plus volens;

de même en Angleterre on voit réſulter des opinions qui tendent ſans ceſſe à détruire le pouvoir ſouverain, & du pouvoir ſouverain qui tend ſans ceſſe à ramener les diverſes opinions à lui ſeul ; on en voit, dis-je, réſulter une ſolidité ſuffiſante pour la conſervation de l'Etat, & qui peut-être ſuffiroit à un Etat encore plus étendu. Le Monarque Anglois n'eſt, pour ainſi dire, qu'un repréſentant ; il n'a de puiſſance que celle qui veille à la conſervation ; enfin il n'a que la puiſſance exécutrice, encore y ſouffre-t-elle quelques reſtric-

tions ; mais la puiſſance légiſlative eſt toute entre les mains du peuple.

Je ne parlerai point ici des troubles que fomente dans une république, l'opulence des Citoyens qui la compoſent ; le raiſonnement & l'expérience les démontrent aſſez. D'ailleurs, ce qui regarde le gouvernement républicain devient preſque étranger à mon ſujet. J'obſerve ſeulement, qu'il eſt difficile que dans le cours de pluſieurs ſiécles, parmi des Citoyens opulents, il ne s'en trouve pas quelques-uns aſſez ambitieux pour prétendre à la puiſſance ſouve-

taine. Heureuſe alors la république, ſi le premier qui l'oſe, réuſſit à s'en emparer; car s'il échoue, pluſieurs autres renaiſſent, & ces tentatives ſont autant de déchiremens qu'elle éprouve & qui l'affoibliſſent, ſans lui laiſſer l'eſpoir de conſerver toujours ſa liberté. Lorſque dans une république, l'eſprit de faction s'eſt porté une fois ouvertement vers la tyrannie, le coup eſt mortel pour la forme du gouvernement, & le mal eſt incurable. Qu'on ouvre les annales du monde, & l'on en ſera convaincu. Cependant, dira-t-on encore,

les Républicains, selon vous, sont les seuls qui peuvent ne point donner de bornes à leur commerce ; oui sans doute, mais ce ne sera qu'autant que le Commerce s'y fera pour le compte de l'Etat, ou que la répartition du bénéfice se fera également à tous les Citoyens, ce qui est très-difficile. Mais du moment qu'on verra l'inégalité des richesses dans une république, on y verra bientôt s'introduire l'inégalité des rangs, & le gouvernement d'un seul la suit de près.

Dans la monarchie cette inégalité, loin d'être pernicieuse, est nécessaire à sa con-

ſervation. L'Etat ne commence au contraire, à chanceler, qu'à l'inſtant où les rangs ceſſent d'être diſtincts les uns des autres, qu'ils ſe mêlent, qu'ils ſe confondent, qu'ils s'abſorbent mutuellement.

Les rangs d'une monarchie ſe diſtinguent en trois claſſes principales : le Clergé, la NOBLESSE & le tiers Etat. Chacune de ces claſſes ſe ſubdiviſe encore en pluſieurs autres, comme le premier & le ſecond ordre du Clergé, le premier & le ſecond ordre de la NOBLESSE, la Bourgeoiſie & le peuple. Je n'en-

pelle hazard, duquel réſultent l'ordre & l'harmonie de l'univers. Mais il eſt de principe que les claſſes principales, les claſſes premieres de l'Etat ſoient toujours très-diſtinctes, puiſque les différences de l'une à l'autre, preſcrivent ſeules cette inégalité des rangs, baſe du gouvernement monarchique. De même il eſt donc de principe que ces rangs une fois réglés par la diſtinction des claſſes, tous les membres de chaque claſſe ne s'occupent que des fonctions qui les regardent, & n'empiétent pas ſur les fonctions de celle qui

eſt au-deſſus, ou de celle qui eſt au-deſſous, ce qui revient au même pour l'Etat. Il eſt auſſi dangereux pour lui, que les Citoyens inférieurs s'élevent à la claſſe ſupérieure, qu'il lui eſt déſavantageux que la claſſe ſupérieure s'aviliſſe & deſcende juſqu'à l'inférieure; les rangs n'en ſeront pas moins confondus, & l'Etat ne s'en trouvera pas moins ſur le penchant du précipice. Car alors il en réſulte ou l'égalité des Citoyens en élévation, ce qui produiroit le gouvernement républicain, ou l'égalité des Citoyens en aviliſſement, ce qui produiroit

le deſpotiſme, ou une ſorte d'inégalité bizarre, momentanée, orageuſe, qui annonce la plus grande foibleſſe de la monarchie, foibleſſe qui l'expoſe à devenir la proie de quiconque veut l'envahir, ou qui la rend ſuſceptible du gouvernement deſpotique.

Voyons maintenant quelles ſont les fonctions de chaque claſſe principale. Je ne parlerai pas de celles du Clergé les plus importantes de toutes. On ſçait aſſez qu'il n'a d'autre objet, que celui de maintenir la Réligion établie dans le Royaume, par le culte, l'inſtruction & l'exemple. Par conſéquent

quent il ſe renferme dans tout ce qui concerne le ſpirituel, & n'influe guéres ſur le temporel, qu'accidentellement.

Les fonctions de la Nobleſſe ſont en général, & principalement en France ainſi que dans tout Etat belliqueux, de ſoutenir la gloire & les intérêts du Prince & de la nation, de verſer tout ſon ſang pour défendre ceux dont le travail journalier contribue à ſa ſubſiſtance & à ſon bien être, & de rendre la juſtice aux Citoyens, ſous l'autorité des loix qu'elle doit maintenir, portion du pouvoir ſouverain que le mo-

narque lui confie. J'observe, je décompose, j'examine & je ne vois rien dans les fonctions de cette classe qui puisse être seulement relatif au Commerce; tout, au contraire, paroît l'en éloigner. Mais si je considere la troisiéme classe, je trouve que ses fonctions sont principalement de faire valoir les Fonds de l'Etat, les Terres, l'Industrie & l'argent; c'est donc dans cette classe qu'il faut chercher les richesses & les ressources de l'Etat; c'est donc à cette classe seule qu'appartiennent les Cultivateurs, les Commerçans, les Dépositaires des Finances, les Ar-

ſans, enfin les Citoyens en ſous-ordre, ſi l'on peut parler ainſi, qui ſervent les Citoyens des autres claſſes, & qui compoſent le bas peuple.

Si les Commerçans ſont compris naturellement dans la troiſiéme claſſe, & que dans les fonctions de la ſeconde il ne ſe trouve rien de relatif au Commerce, on ne peut donc, ſans choquer le grand axiome du gouvernement monarchique, introduire le Commerce parmi la Nobleſſe, ou amener la Nobleſſe dans le Commerce : par conſéquent on ne peut la rendre commerçante ſans bleſſer l'inéga-

lité harmonique des rangs : par conſéquent on ne peut la rendre commerçante ſans vicier l'Etat. Avant d'entrer dans l'examen des perils qui en réſultent pour l'Etat, je pourrois prouver peut-être, d'après les effets naturels du Commerce, qu'il ne nous eſt pas ſi avantageux qu'on le penſe, d'étendre indifféremment le nôtre. Quels ſont ſes effets? d'augmenter, dit-on, la quantité de l'argent ainſi que celle des diverſes denrées, & de multiplier le nombre des hommes ? Avons-nous donc beſoin d'une plus grande quantité de métal ? & ſi

l'argent ne circule pas parmi nous, ce défaut de circulation ne viendroit-il pas au contraire de ce que nous en avons trop ? L'abondance des denrées eſt ſans doute un grand bien, ſi l'on obſerve deux conditions eſſentielles pour que cette abondance ſoit utile ; la premiere, que toutes les denrées qui concernent le néceſſaire, la ſubſiſtance, la vie, ſoient celles qui abondent le plus ; la ſeconde, que ces denrées néceſſaires ſoient toujours tenues à un prix très-bas, & qu'il n'y ait aucune ſorte d'aviliſſement à s'en contenter.

Si ces deux conditions ne ſont pas obſervées, ou le prix des denrées néceſſaires croit en proportion de l'argent, & ceux qui ne commercent point ne pouvant y atteindre, tombent dans l'indigence; de-là il réſultera bientôt, que tous les Citoyens ſeront néceſſités à devenir Commerçans pour ſubſiſter, ce qui entraînera néceſſairement cette égalité parmi les Citoyens ſi dangereuſe dans une monarchie; ou bien, ſi le prix des denrées utiles eſt fixé généralement par-tout, ſans que la crue de la quantité d'eſpeces le faſſe hauſſer, on bannira,

comme on ne le fait que trop, l'uſage de s'en tenir à ces ſeules denrées pour la ſubſiſtance ordinaire, par conſéquent il y aura une ſorte de ridicule à garder cette frugalité, cette modération qui maintient la ſimplicité, la pureté dans les mœurs : ou du moins cette modération répandra ſur ceux qui la conſerveront une ſorte d'obſcurité ; leur amour propre les forcera bientôt de chercher à la percer, & le commerce étant devenu le ſeul moyen d'y parvenir, il en réſultera encore que tous les Citoyens voudront être

commerçans ; ce qui produira ou l'égalité des rangs, ou cette inégalité inconſtante qui n'eſt qu'un déſordre réel. De façon ou d'autre l'Etat ſera en danger & aura à craindre ſa ruine prochaine, c'eſt-à-dire, de voir partager ſes Provinces entre ſes voiſins à la premiere circonſtance favorable ; ou une révolution qui changera la forme de ſon gouvernement.

L'augmentation du nombre d'hommes eſt ſans doute très-intéreſſante dans un Etat, mais ce n'eſt qu'autant que la population ſe répartit également, ou du moins en proportion

proportion égale, ſur toutes les claſſes de l'Etat. Si la population n'a lieu que dans une de ces claſſes, celle-ci doit néceſſairement à la fin abſorber toutes les autres; ainſi, dès que la Nobleſſe ſe multipliera ſans que le tiers Etat ſe multiplie dans la proportion où ces deux claſſes doivent être entr'elles, la nation deviendra un peuple de Nobles, elle tombera dans la langueur, & bientôt dans un anéantiſſement, tel que celui de l'Eſpagne qui nous en fournit un exemple frapant. Si au contraire le tiers Etat ſurabonde & ſe multiplie, ſans

que la noblesse se multiplie en même proportion, à la fin il n'y aura plus de nobles dans l'Etat, & par conséquent plus de défenseurs, puisque la défense de l'Etat fait la plus grande partie des fonctions de la noblesse, ni plus de monarchie, puisque la noblesse est pour ainsi dire une de ses trois dimensions. Dans le gouvernement républicain il est assez indifférent quels soient les Citoyens qui se multiplient. Chaque classe participe à toutes les fonctions du gouvernement, par conséquent des hommes de plus, dans quel-

que classe que ce soit, sont aussi des Citoyens de plus, c'est-à-dire un grand bien. Je le répete encore, dans le gouvernement monarchique il faut non-seulement veiller à la population générale, mais aussi à la répartition proportionnelle du nombre d'hommes, au moins dans les trois classes premiéres de l'Etat. Cette proportion doit se régler sur l'inclination naturelle du peuple. Si le caractère de ce peuple est d'être commerçant, comme on le voit parmi presque tous les Insulaires, la balance doit pencher en faveur du tiers

Etat ; & c'eſt dans le tiers Etat qu'il faut principalement favoriſer la population, ſans cependant négliger l'autre claſſe. Si au contraire le caractère du peuple eſt d'être belliqueux, ce n'eſt plus dans le tiers Etat qu'il faut principalement favoriſer la population, mais dans la Nobleſſe, dont la guerre fait la plus grande partie des fonctions ; cependant ſans négliger non plus d'entretenir la proportion où le tiers Etat doit être avec elle. D'après ces principes d'adminiſtration, je pourrois examiner s'il eſt avantageux pour la France d'aug-

menter ſon Commerce. Il nous donneroit des hommes, dit-on, mais quels ſont les hommes que donne le Commerce ? des Calculateurs, dont l'unique but eſt de s'enrichir en procurant à leurs Concitoyens tout ce qui peut amollir le courage ; des hommes toujours prêts à ſe tranſplanter dans d'autres climats, pour peu qu'ils trouvent leur intérêt à s'expatrier ; des hommes, qui ſçavent tout entreprendre pour accroître l'opulence, le faſte, le luxe de leur pays, & rien pour conſerver ſa liberté. Je ne vois d'utile dans les hommes qui

pourroient nous venir de l'augmentation du Commerce que les matelots. Je ſçai qu'il eſt néceſſaire d'en avoir, & que peut-être nous n'en avons pas aſſez ; mais je ne crois pas que l'on doive, ni qu'il ſoit néceſſaire d'y ſacrifier des conſidérations plus importantes. Sans entrer dans un long détail ſur l'examen du véritable dégré où le Commerce nous eſt avantageux, ſi nous ſommes parvenus à ce point, ou bien ſi nous ſommes au-delà, j'admettrai, ſi l'on veut, qu'il réſulte un grand bien pour la France d'augmenter ſon Commerce.

N'avons-nous donc d'autres moyens d'opérer cette augmentation, qu'en lui donnant une partie de notre Nobleſſe ? N'eſt-ce pas lui donner une partie de la ſubſtance de l'Etat, ſubſtance d'un autre genre à la vérité, mais qui n'en eſt pas moins une, & très-eſſentielle ? Eſt-il moins important pour l'Etat, qu'il ait des défenſeurs, enfin qu'il ait un Militaire choiſi ? Ce Militaire peut-il être mieux compoſé que par la Nobleſſe ? Et avons-nous déja trop de Nobleſſe dans le ſervice, pour lui ouvrir une autre carriere que le ſervice ? La valeur, l'a-

mour de la gloire, voilà l'unique eſprit qui forme les troupes telles qu'il les faut pour défendre & pour maintenir l'Etat. Mais cette valeur eſt de pluſieurs eſpéces : un peuple féroce & barbare a de la bravoure, parce qu'il ne connoît gueres d'autre loi que ſa volonté, & qu'il ſe ſent toute la force néceſſaire pour s'emparer de ce qu'il veut avoir. Chez un peuple éclairé, la valeur eſt raiſonnée, elle eſt l'effet de l'amour propre. La valeur tient auſſi au caractère de la nation ; ſi la nation eſt pétulante, la valeur y eſt une eſpece d'y-

vreſſe fougueuſe que nourrit le préjugé ; elle y peut, abſolument parlant, ſe paſſer d'animer des corps robuſtes. Chez une nation tranquille & flegmatique, la valeur n'eſt l'effet que de la néceſſité du moment ; elle y eſt ſolide ſans être brillante, mais elle a beſoin que les forces du eoprs, que la vigueur des combattans répondent à ce qu'on demande d'elle. D'où l'on voit, que chez le peuple, où la valeur eſt l'effet de la raiſon, il faut néceſſairement que le ſoldat ſoit robuſte, & que le plus vigoureux eſt le meilleur. D'où l'on voit en même tems, que

le peuple, chez lequel la valeur eſt au contraire l'effet du préjugé, de l'amour propre, ce n'eſt pas toujours l'homme le plus vigoureux qui eſt le plus brave, mais celui qui eſt le plus rempli de ce préjugé, celui qui eſt le plus fougueux, celui qui a le plus d'amour propre. Il eſt vrai que cette fougue de l'ame dépend ſouvent de la ſanté du corps, mais il faut diſtinguer la ſanté de la vigueur; ſi l'on n'eſt pas très-robuſte lorſque le corps n'eſt pas ſain, le corps peut être très-ſain ſans être très-robuſte. Or la ſanté ſuffit pour faire naître cette

fougue, d'où réſulte le préjugé qui produit la valeur indépendante des forces du corps, lorſque les organes y ſont diſpoſés ; lorſque le mélange des humeurs, le climat, lorſqu'enfin tout concourt à faire naître, & à conſerver cette fougue dans le cœur des peuples.

Pour peu que l'on connoiſſe la nation Françoiſe, il n'eſt pas difficile de reconnoître le genre de ſa valeur dans celle que j'appelle ici valeur de préjugé. Mais ce nom que je lui donne doit ſeul faire ſentir combien cette valeur eſt délicate, combien elle

eſt ſuſceptible d'altération ; & avec quel ſoin il faut veiller ſur tout ce qui pourroit lui donner atteinte. Oter quelque choſe aux préjugés de la nation à cet égard, c'eſt donc diminuer de ſa force réelle en proportion de ce qu'on lui fait perdre du côté de cette force acquiſe, factice, idéale, ſi l'on veut. Hé ! quelle eſt la claſſe de la Monarchie où il eſt le plus eſſentiel de conſerver ce préjugé, ſi ce n'eſt dans le Militaire ? Or, s'il eſt eſſentiel de le conſerver dans le Militaire, quelle eſt la claſſe qui doit naturellement, & par ſes fonctions, compoſer

principalement le Militaire de France, ſi ce n'eſt la Nobleſſe? Je conviens que la Nobleſſe ne compoſe pas toutes les troupes; mais il ſeroit peut-être à déſirer qu'elle les compoſât. Au moins eſt-il vrai qu'on ne prend des ſoldats & des officiers dans le tiers Etat, qu'au défaut de la Nobleſſe qui n'a point embraſſé la profeſſion des armes. Mais ſi la Nobleſſe ne compoſe pas toutes les troupes, au moins ne peut-on s'empêcher de convenir qu'elle y donne le ton, & qu'elle y communique l'eſprit, quel qu'il ſoit, dont elle-même eſt

animée. Or ſi la Nobleſſe eſt la claſſe dans laquelle réſident les forces Militaires de la nation, c'eſt donc dans cette claſſe qu'on doit principalement veiller à la conſervation du préjugé, qui conſtitue lui ſeul, la plus grande partie de l'eſſence de ces forces Militaires. Par conſéquent tout ce qui attaquera ce préjugé dans cette claſſe, ſera un vice de plus pour l'Etat, & l'Etat s'énervera en proportion de l'étendue que prendra ce vice. Reſte à ſçavoir maintenant ſi le Commerce peut détruire cette valeur de préjugé, que nous con-

noiſſons ſous le titre d'honneur ; ou ſi le Commerce peut s'accorder avec lui.

Pour s'éclaircir ſur cette queſtion, il ne faut que conſidérer avec attention le but que le Commerce ſe propoſe, ainſi que les moyens dont il ſe ſert pour y arriver ; & en même tems le but que ſe propoſe l'honneur, ainſi que les moyens qu'il emploie pour y parvenir.

Le but du Commerce en général eſt l'intérêt ; la conſidération n'y eſt, pour ainſi dire, qu'en ſous-ordre. Au contraire, le but de l'honneur n'eſt autre choſe que la con-

ſidération, à laquelle on immole continuellement l'intérêt. La probité eſt bien la baſe des moyens de l'un & de l'autre, parce que la probité eſt la baſe de toutes les profeſſions licites ; mais la délicateſſe ſur la probité, quoique peut-être égale dans ces deux objets, y eſt cependant ſous des formes différentes. Le Patriotiſme eſt encore un moyen commun à l'un & à l'autre objet ; mais, dans l'un & dans l'autre, le Patriotiſme s'annonce différemment, ſe conduit ſur des principes contraires, & ſuit des routes tout-à-fait oppoſées. Enfin, l'eſprit de combinaiſon

combinaiſon ; autre moyen commun, parce qu'il eſt le moyen commun à tout art, à toute profeſſion dans laquelle on veut réuſſir & ſe diſtinguer, cet eſprit ſi propre à la guerre, & par conſéquent à ceux qui ſont embraſés de l'amour de la gloire, eſt différent de l'eſprit de calcul néceſſaire aux Commerçans. D'où l'on ſent, que ſi dans la forme il paroît quelques analogies entre les moyens qui menent à la fortune & ceux qui menent à la conſidération, rien n'eſt ſi différent dans le fond, que le but que ſe propoſent ceux qui cou-

rent dans l'une ou dans l'autre carriere, & rien de si différent que les moyens qu'ils employent, quoique quelques-uns semblent être les mêmes au premier coup d'œil. Encore une fois, les Militaires sacrifient continuellement à la gloire leur fortune, leurs commodités, leur repos & jusqu'à leur vie; privations, travaux, fatigues, veilles, étude, dangers, rien ne leur coûte, lorsqu'il s'agit d'acquérir de la gloire; ils affrontent pour elle les périls les plus manifestes, les intemperies de l'air, la faim, la soif, tous les besoins de la nature: ils entreprennent des ouvra-

ges qui paroiſſent au-deſſus des forces humaines, & qui ſont en effet au-deſſus des leurs; ils les entreprennent & les achevent. Or quel eſt donc cet amour de la gloire? Penſe-t-on qu'il puiſſe être ſéparé de l'amour de ſoi-même? Penſe-t-on que le Patriotiſme ſeul anime ceux qui courent après la gloire? Il peut ſe faire qu'il y ait eu, & même qu'il y ait encore de ces ames généreuſes, qui, dans tout & par-tout, ne conſiderent que la vertu, qui ne ſont attentives qu'au bien de l'humanité en général, & à celui de leur patrie en particulier, ſans qu'aucun

intérêt perſonnel les inſpire ni les conduiſe. O grands hommes, qui mériteriez des Autels, je ne dis pas ſeulement de la nation à laquelle vous appartenez, mais de toutes les nations du monde, quel modéle vous nous laiſſez à ſuivre ! Mais vous êtes ſi rares, que ſi Turenne n'avoit pas exiſté, & ſi Vallieres n'exiſtoit pas encore, on douteroit peut-être de la poſſibilité de votre exiſtence. Il ſeroit ſans doute déſirable que tous les Citoyens d'un Etat puſſent penſer ainſi, mais il n'eſt pas poſſible de l'eſpérer. Trop heureux encore l'Etat où l'amour de ſoi-mê-

me, ou l'intérêt particulier, conduit les Citoyens au bien général ! C'eſt ainſi que l'amour de la gloire, en ſoutenant le Thrône, maintient la Monarchie, & cet amour analyſé eſt ou le déſir de s'attirer de la conſidération, principalement dans le cercle de ſociété où l'on vit, & cela depuis le Général juſqu'au ſoldat inclusivement, ou la crainte de perdre cette conſidération ; crainte qui fait agir comme l'amour de la patrie, comme les ſentimens d'honneur que l'on ſuppoſe toujours dans la Nobleſſe, & que ſouvent elle y remplace.

Qu'on interroge là-dessus tous les Généraux & tous ceux qui ont mené des troupes à la guerre, leur réponse sera unanime.

Il n'est pas possible de porter la Noblesse au commerce, sans lui conserver dans le commerce cette considération qu'elle ambitionne; ou bien sans lui faire changer de principes, en l'obligeant de préférer la fortune à l'honneur : car prétendre que la Noblesse embrasse le commerce, sans qu'elle y conserve ses droits, c'est former une prétention chimérique ; il seroit même malheureux pour l'Etat que la

Nobleſſe en fût capable, & l'on ne peut éviter avec trop de ſoin, tout ce qui pourroit y conduire : auſſi n'eſt-ce pas ce que propoſe l'Auteur de la Nobleſſe commerçante ; il connoît le génie de la Nation, il s'y prête, & veut que la Nobleſſe commerçante conſerve ſes droits, & même une conſidération, moindre à la vérité que celle qu'on acquiert dans la profeſſion des armes, cependant ſuffiſante pour que la Nobleſſe ne ſoit aucunement dégradée. Mais cet Auteur qui raiſonne avec tant de chaleur & de nerf, qui éblouit, pour ainſi dire, par l'idée de faire la

bien de ſa patrie, en y diminuant la ſomme des infortunés, n'a pas ſongé que le moyen qu'il propoſe, diminueroit de beaucoup la ſomme de la Nobeſſe qui ſert dans les armées ; que cette Nobleſſe ſe dégoûte de jour en jour de l'état militaire ; & qu'au lieu de l'en éloigner encore, en lui propoſant des débouchés plus certains & plus heureux, qui ne demandent point de crédit ni de faveur, & dans leſquels on peut entrer à tous les momens, ſans dépendre de perſonne, il faudroit au contraire la rapprocher du ſervice, l'y attirer par

par quelque moyen que ce fût, & mettre de nouvelles barrieres entre la Nobleſſe & la route qu'on propoſe d'ouvrir : ſans quoi, au lieu de ne voir qu'un Gentilhomme dans une famille, ſuivre cette route, il eſt à craindre que toute, ou du moins preſque toute la famille ne s'y précipite, & qu'on ne voye une foule de Nobleſſe ſur nos vaiſſeaux marchands, ſans autres armes que la plume & le tablier, au lieu de la voir ſur nos vaiſſeaux de guerre l'épée & la foudre à la main, pour défendre le commerçant timide. L'Auteur n'a pas ſongé que le pré-

jugé chimérique en lui-même, qui n'a de réel que l'effet qu'il produit, & la conſidération qu'on y attache, ne pourroit rien contre l'appas de la fortune. Dans la carriere de l'honneur tout eſt eſpoir, dans celle de la fortune tout eſt jouiſſance; & lorſqu'on a joui, lorſqu'on peut jouir encore, on ne ſe ſoucie gueres d'eſpérer. En vain allegue-t-il l'exemple de l'état Eccléſiaſtique, pour prouver que toute la Nobleſſe ne ſe jetteroit pas dans le commerce; cette claſſe de la Monarchie qui, incapable de ſe multiplier par elle-même, ne s'entretient, pour ainſi dire,

que du ſuc des deux autres qu'elle affoiblit, qu'elle énerve ; néceſſaire cependant à l'Etat pour être le guide, le flambeau, & l'appui des peuples dans le ſentier de la vertu ; cette claſſe, dis-je, eſt déja plus remplie qu'il ne le faudroit parmi nous ; cependant tous ceux qui s'y jettent ne ſont pas certains d'arriver aux dignités, qui réuniſſent à la fois, la conſidération & la fortune. Si ces dignités étoient encore plus nombreuſes, il y auroit encore plus de citoyens qui ſe dévoueroient aux Autels ; mais l'incertitude d'obtenir un Evêché, une Ab-

baye, un Bénéfice, en dégoûte pluſieurs de faire au hazard le ſacrifice de leur liberté. Le commerce ne repouſſe perſonne par de ſemblables difficultés. Rarement les eſpérances qu'il offre ſont trahies, à moins que ce ne ſoit par des accidens qui ne ſont pas encore ſans remede. Le même homme recommence trois ou quatre fois ſa fortune, & parvient à la fin au terme qu'il s'eſt fixé, après y avoir touché pluſieurs fois ſans y atteindre; tant la fortune eſt aiſée à ſaiſir dans cette carriere. Le commerçant eſt libre, il ne dépend que de ſon intelli-

gence, il monte à tel étage qu'il veut du temple de la fortune, il s'y arrête à tel dégré qu'il lui plaît, il faut même que cela soit ainsi : gêner le commerçant, lui fixer un but, lui prescrire des bornes, ce seroit détruire le commerce. Mais dans les autres professions il n'en est pas de même, à beaucoup près. S'il en est où l'on puisse s'arrêter quand on veut, sans crainte de rétrograder & de descendre, il n'en est point dans laquelle on puisse s'élever jusqu'à l'étage que l'on ambitionne, pas même dans l'état Ecclésiastique. Cependant Noblesse, Tiers-état,

tout s'y précipite ; & malgré le reſpect dû au Sacerdoce, on s'apperçoit que nous avons trop de Prêtres & de Moines de toute eſpece pour le bien général de la Nation : cet état ne nous abſorbe que trop de Nobleſſe, tant hommes que femmes ; or ſi la foule s'y groſſit, ſans qu'on ſoit aſſuré de parvenir à s'y avancer, quelle foule ſe préſentera pour embraſſer le commerce, où l'on eſt toujours aſſuré du ſuccès dont on s'eſt flatté, ſi la crainte de perdre quelque choſe de la conſidération, je ne dis pas de celle qu'accorde l'eſtime, mais de celle qu'exige la repréſen-

tation, n'y met pas des entraves? Encore un coup, si la Noblesse peut commercer sans se dégrader, non-seulement toute la Noblesse commercera, mais même la plus grande partie du Tiers-état, toujours jaloux d'imiter la Noblesse vers laquelle il tâche de s'élever sans cesse & par des efforts incroyables. Alors la Monarchie ne sera composée que de Prêtres & de Commerçans; elle aura peut-être beaucoup d'argent, mais sera-t-elle bien puissante? Et si elle n'est pas bien puissante, sera-t-elle en état de soutenir son commerce? Il y a plus encore, le

commerce ne peut être infini, puiſque le monde connu ne l'eſt pas ; par conſéquent il réſulte un danger pour le commerce même, de l'étendre au-delà des bornes qu'il peut avoir. Ces bornes ſe meſurent ſur les avantages du pays commerçant, comme je l'ai déja dit ; mais elles exiſtent, & vouloir les étendre trop loin, c'eſt au contraire les rapprocher. Il peut aiſément arriver que pour tenter de rendre une Nation plus commerçante que ſa ſituation, ſon caractere & la forme de ſon Gouvernement ne le comportent, on la mette dans l'impoſſibilité de commercer.

J'entens quelqu'un me dire, En vain vous vous opposez à ce que la Noblesse devienne commerçante. Les Gentilshommes qui font valoir leurs terres, qui font même valoir l'industrie des habitans de ces terres, soit dans les manufactures, ou de quelqu'autre maniere que ce soit, ne commercent-ils pas? Il y a plus, ajoute-t-on encore, parmi la plus haute Noblesse, combien n'en voyons-nous pas qui donnent des fonds à des Financiers pour en tirer un intérêt plus fort que l'intérêt ordinaire, ou qui vendent leur protection encore plus cher à ces

Financiers, en exigeant d'eux une partie du produit sans avoir donné de fonds ? Combien n'en voyons-nous pas dans la Nobleſſe indigente de Province, qui ne rougiſſent point d'exercer les emplois les plus bas de la Finance, & qui aiment mieux ſervir dans les troupes du Fermier, que de ſervir dans les troupes de l'Etat ? Les premiers, continue-t-on, ne ſont-ils pas déja commençans, & ne vaudroit-il pas mieux que les derniers le devinſſent ?

Bien des gens parlent du commerce, ſans entendre ce que ſignifie exactement ce

mot. Vendre ſes denrées, de quelque nature qu'elles ſoient, c'eſt ſeulement régir ſon bien & fournir des moyens à la ſubſiſtance ou à l'induſtrie de ſes concitoyens.

Acheter des denrées pour en tirer un produit au-deſſus du prix qu'on en a donné, & dans la vue de racheter d'autres denrées de même eſpece pour les revendre encore, c'eſt être Marchand, & non pas commençant. Echanger les denrées du pays avec celles que le ſol ne produit pas, ſans que cet échange ait d'autres termes de progreſſion, c'eſt être négociant, & l'Etat où ſe

fait le négoce, n'ayant qu'un commerce paſſif, ne peut être appellé commerçant. Mais porter ſes denrées chez un autre peuple, les échanger avec lui pour en avoir d'une autre eſpece, reporter ces nouvelles denrées dans un autre climat pour les y échanger encore, & après pluſieurs échanges ſucceſſifs, rapporter dans ſa patrie les choſes qui lui manquent, voilà le commerce; & l'Etat où il ſe trouve un certain nombre de citoyens qui travaillent ainſi, peut être appellé commerçant. On peut voir, par cette définition du commerce, que les Gentils-

hommes qui font valoir leurs terres, ou l'induſtrie de ceux qui les habitent, ou enfin les privileges accordés par le Prince, ne peuvent être regardés comme des commerçans. Ceux qui conſentent à partager avec les Financiers le produit des emplois qu'ils leur ont fait obtenir, ne font que négocier les graces du Souverain. Rien de tout cela ne peut reſſembler au commerce, & l'on ſe ſert d'une fauſſe expreſſion, lorſqu'on dit; tel courtiſan fait commerce de ſon crédit ou de ſa faveur auprès du Roi. Je conviens qu'à la honte de la No-

bleſſe on en trouveroit peut-être autant, proportion gardée, dans les emplois de la Finance, qu'on en trouveroit dans le ſervice. Je conviens qu'il ne ſeroit pas plus préjudiciable à l'Etat, que cette Nobleſſe fût commerçante ; mais j'oſe dire que l'un & l'autre ſont d'un uſage dangereux, & qu'il vaudroit encore mieux que la Nobleſſe ne ſe jettât ni dans la Finance ni dans le commerce ; qu'elle ſervît le Roi, & que les maximes d'honneur & de délicateſſe que nous ont laiſſé nos ancêtres, & dont le ſtyle Gaulois commence à n'être plus

entendu, se conservassent dans toute leur pureté. Mais, répondra-t-on, que voulez-vous que fasse un Gentilhomme qui ne possede que des titres antiques, motifs de plus pour lui de rougir de sa misere ? Que voulez-vous enfin que devienne cette Noblesse pauvre, à laquelle l'indigence n'offre de ressource que le cloître, ou la confusion attachée à de vils emplois ? Est-ce donc en France qu'on ose faire cette question ? Est-ce donc en France qu'un Gentilhomme reste oisif sur son champ, ou dans sa cabane, tandis que la victoire attend la Noblesse au

champ de Mars pour la couronner ? Eſt-ce donc en France qu'un Gentilhomme ſe livre à la baſſeſſe, à l'infamie, enfin qu'il deshonore le nom de ſes ancêtres, vertueux ſans doute, puiſqu'on les jugea dignes de la Nobleſſe, ſans autre prétexte que celui de ſe ſouſtraire à l'indigence, tandis qu'il eſt un Monarque bienfaiſant à ſervir, une patrie à défendre, & des armes toujours prêtes pour quiconque veut marcher dans la carriere de l'honneur ?

Nobleſſe Françoiſe, voulez-vous être riche ? Quittez ce luxe qui vous dégrade, pour ainſi dire, aux yeux de vos voiſins.

voiſins. C'eſt le fer, c'eſt le courage qui le guide, qui triomphent de l'ennemi, & non les ornemens qui brillent ſur le fer. Ce n'eſt pas ſur vous que la ſageſſe du Gouvernement a dû compter pour mettre l'induſtrie en valeur. Laiſſez cette pompe inutile à ceux qu'elle peut conſoler de n'être pas nés dans votre ſein. Vos ayeux, vos vertus, les ſervices rendus à la patrie, voilà votre véritable grandeur, & la ſimplicité en releve encore l'éclat. Qu'un Gentilhomme oſe être grand, il ſera riche. Eh! quoi! vous balancez encore! Qui arborera le premier, dites-vous,

l'étendart de la réforme ? Qui donnera le premier l'exemple de la ſimplicité ? Quel eſt enfin le garant que cet exemple ſera aſſez unanimement ſuivi pour ne pas jetter un ridicule ſur ceux qui auront eu le courage de s'y ſoumettre ? Dois-je reconnoître ici le génie des François ? Moins profonds que ſpirituels, moins ſenſés qu'agréables, craignent-ils une épigramme plus que la mort, plus que le deshonneur ? Mais s'il faut condeſcendre à cette foibleſſe ; s'il eſt plus ſage de s'y prêter, Prince, voici un de ces momens où vous devez faire ſentir que

vous êtes Roi. Un vice destructeur énerve votre puissance, réformez cet abus dangereux; vous aurez gagné bien plus qu'à une bataille, ou à la prise d'une place, qu'il faut rendre à la fin de la guerre. Vous acquérerez plus de gloire si vous faites dire à la postérité, Tel Roi rendit à la France toutes les forces dont elle est susceptible, en réformant le luxe. Ses ennemis n'oserent l'attaquer: ses alliés lui demeurerent fidéles: son administration fut vigilante: son regne a été le siécle des vertus, & ses sujets tranquilles sans être oisifs, furent heu-

reux : que ſi cette même poſtérité diſoit de vous, Tel Roi a dévaſté une grande partie de l'Europe : il a détruit tant de Villes : il a ruiné tant de Provinces : il a fait périr tant d'hommes, & il s'eſt aggrandi injuſtement. Faites des loix qui répriment l'oſtentation dans vos troupes ; qui y puniſſent l'oiſiveté ainſi que la molleſſe, & ſoyez ſévere dans l'exécution de ces loix. Que les Militaires ne paroiſſent à votre Cour, qu'avec l'habit qui les diſtingue du reſte de vos ſujets ; que cet habit en annonçant leur grade, annonce en même tems le dégré de leur mé-

rite, le nombre de leurs ſervices, & que leurs ſervices ſoient la juſte meſure de la conſidération qu'on leur accorde. Pourquoi rougiroient-ils de le porter à vos yeux ? Pourquoi rougiriez-vous de les en voir décorés ? Il eſt l'uniforme de la gloire & de l'honneur. Aſſez d'autres dans vos Etats remplaceront la perte légere que vos manufactures pourroient ſouffrir de ce réglement. Ceux qui ne peuvent ſubſiſter ſans le luxe, néceſſaire il eſt vrai, dans une Monarchie, lorſqu'il y eſt ſagement diſpenſé, lorſqu'il ne ſort point des claſſes où il concourt au

bien de l'Etat, ceux-là, dis-je, trouveront assez de ressources dans leurs travaux, dans les finances, ou dans le commerce. Montrez-vous ennemi du luxe lorsqu'il s'étendra sur le Militaire, mais caressez-le dans toute autre classe. Il importe peu à l'Etat qu'un roturier dissipe les biens acquis par son pere: dans l'ordre naturel ses enfans n'étoient pas faits pour les posséder, & sa prodigalité les rend à leur véritable condition. Mais il est important pour l'Etat qu'une famille noble ne soit pas entiérement dépourvue de biens. Il est important qu'elle ait une subsistance as-

ſurée, pour multiplier les défenſeurs de la patrie en ſe multipliant. Il eſt important qu'une famille noble ne tombe pas en roture. Il eſt important que l'or de la Nation coule toujours dans ſon véritable lit, ſans s'écarter dans les terres où il ſe perd, en ſe mêlant à des matieres étrangeres qui le font méconnoître.

Dans la grande quantité de Nobleſſe qui ſe trouve en France, une famille de plus ou de moins peut paroître d'une conſéquence médiocre; mais le vice qui la détruit eſt un mal épidémique, qui ſe répand avec rapidité, & qui

bientôt infecte le total. Ce n'eſt plus alors une ſeule famille qu'il faut conſidérer ; c'eſt tout le Corps politique. On propoſe le commerce pour arrêter ce mal : que la Nobleſſe, dit-on, ſorte de ſon oiſiveté ; qu'elle fende le ſein des mers ; qu'elle en affronte tous les périls ; qu'elle vole dans les climats les plus éloignés, pour chercher des tréſors dont elle a beſoin, & qu'elle devienne par-là utile à ſa patrie. On a bientôt dit, embarquez-vous ; allez de l'un à l'autre pole ; parcourez l'univers ; que par vos ſoins tel peuple jouiſſe de ce que la nature lui refuſe ;

prenez

prenez chez lui ce que la nature lui donne avec profusion, pour le porter à un autre ; transplantez ainsi les diverses productions de la terre & les fruits de l'industrie de chaque nation ; enfin que ces échanges heureux & successifs, en vous comblant de biens, augmentent tous les jours la force & la puissance de votre patrie. Ce tableau est séduisant sans doute. Mais est-il possible d'exécuter ce qu'il nous présente ? Le commerce en grand, le seul qui pût convenir à la Noblesse, si le commerce pouvoit lui convenir, ne se fait pas sans avoir des

fonds primitifs, néceſſaires pour l'achat des premieres denrées, & ſans leſquels le déſir, le zèle, l'activité, l'intelligence, deviennent des inſtrumens inutiles. Ou la Nobleſſe que l'on veut rendre commerçante, poſſede ces fonds, ou bien elle ne les poſſede pas : ſi elle les poſſede, elle n'a pas beſoin du commerce ; ces fonds doivent lui ſuffire pour ſubſiſter, en attendant les récompenſes que ſon mérite & ſes ſervices doivent naturellement lui procurer : ſurtout ſi elle ſçait ſe borner à cette noble ſimplicité dont Turenne, dont Cati-

nat, dont tous les grands hommes nous ont donné l'exemple. En vain dira-t-on que les tréſors du Prince ne peuvent ſuffire aux graces méritées ; il y a dans cette réponſe un orgueil aſſez mal fondé. Il faut l'avouer, ſi les récompenſes ſont médiocres dans le ſervice, ſouvent les ſervices le ſont encore davantage : & ſi l'on n'accordoit que des penſions juſtes, & meſurées à l'importance des actions, aux dangers que l'on a couru, à la capacité qu'on a développée, les coffres de l'épargne ſeroient plus remplis qu'ils ne le ſont. Mais, ſans entrer là-deſſus dans

un plus grand détail, il eſt peut-être de la grandeur du Roi de ne pas peſer les ſervices avec tant d'exactitude : il eſt même ſouvent d'une bonne politique de récompenſer les apparences du mérite, & de fermer les yeux ſur ce qui pourroit diſſiper l'illuſion, pourvu que le vrai mérite n'en ſouffre pas, & qu'il ſoit récompenſé à ſon tour. D'ailleurs, par quelle raiſon trouvons-nous ſouvent les graces du Souverain légeres ? Ne ſeroit-ce point parce qu'elles ne peuvent ſuffire à l'entretien d'un luxe qui s'accroît tous les jours ? Avant de nous en

plaindre, meſurons avec elles notre néceſſaire décent, & ne nous exagérons point cette décence. Nous ne nous plaindrons plus alors, que du luxe qui dérange toutes les proportions. Que la Nobleſſe mérite donc; qu'elle ſerve; qu'elle ne craigne point, ſous un gouvernement auſſi juſte qu'éclairé, de voir ſes ſervices ſans récompenſe. Il ne lui faut qu'un fond de courage & de modération pour l'aider à en ſupporter l'attente.

Mais ſi la Nobleſſe n'a pas les fonds primitifs néceſſaires pour l'achat des denrées, de quelle maniere veut-on qu'elle

faſſe les premiers pas dans le commerce? Un Gentilhomme ne connoît d'autres Maîtres que Dieu, l'Honneur, ſa Patrie, & ſon Roi. Eſt-ce donc au ſervice d'un roturier, qu'on veut l'aſſujettir, ſous le titre d'apprentiſſage? Eſt-ce en dépoſant le harnois de la gloire, pour endoſſer celui de la ſervitude, qu'on prétend le conduire à la fortune? Quelles reſſources! Quelle honte! L'indigence ne lui eſt-elle pas mille fois préférable?

Cependant je ſuppoſe que les Gentilshommes puiſſent commercer ſans paſſer par aucune épreuve humiliante,

je les ſuppoſe parvenus à la fortune, ou dans la route d'y parvenir ; quel avantage en réſultera-t-il pour l'Etat ? La population, dites-vous, qui diminue tous les jours ; mais quoi, vous avez par votre compte quatre cent mille Gentilshommes en France, & vous ne vous trouvez pas aſſez de Nobleſſe ! la France poſſede quatre cent mille Gentilshommes, & l'on voit des roturiers dans les emplois Militaires ! Il y a ſi peu de Gentilshommes dans le ſervice, lorſqu'il y en a tant dans l'Etat, & vous voulez en arracher encore à la profeſſion

des armes ; je veux peupler l'Etat, reprenez-vous ; & dans quelle claſſe la Nobleſſe peuplera-t-elle, ſi ce n'eſt dans la ſienne, puiſque le commerce ne la dégrade pas ? Les Nobles commerçans ne feront que des Nobles, & ces Nobles riches, ne feront bientôt plus que des fainéans. A la troiſiéme génération les richeſſes ſeront diſſipées ; la pareſſe enracinée reſtera ſeule, & l'Etat n'aura plus que de fiers Hidalgos. Leur nombre augmentant tous les jours, & n'influant point ſur le tiers Etat, celui-ci n'en diminuera pas moins dans la proportion

où l'on trouve qu'il diminue ; les terres ne ſeront plus cultivées, au lieu de l'être davantage ; les campagnes deviendront déſertes ; à peine les Villes ſe ſoutiendront-elles encore quelque tems : car le vice général les détruira à la longue, parce que la culture des terres eſt la baſe de tout. Notre gouvernement qui verra la décadence prochaine de l'Etat, ſera donc obligé de rappeller les bras au travail de la terre ; il faudra donc qu'il faſſe pour cette culture ſi intéreſſante, & avec plus de raiſon, ce que vous prétendez qu'il faut faire

pour le commerce : nous verrons donc alors Nobleſſe militaire, Nobleſſe commerçante, Nobleſſe cultivatrice ; il ne reſtera plus qu'à former une Nobleſſe induſtrieuſe, & tout ſera Nobleſſe ; c'eſt-à-dire qu'il n'y en aura plus. L'égalité générale parmi les Citoyens, détruit néceſſairement la Monarchie, comme on l'a déja vu, & il en réſulte ou le gouvernement républicain, ou le deſpotiſme outré. Mais on ne revient guéres du monarchique au républicain, parce qu'il n'eſt pas dans l'humanité qu'un peuple rétrograde, comme il n'eſt

pas dans la nature de l'eau de remonter vers ſa ſource. Qui ne ſait que l'eſclave eſt plus près de devenir républicain que le ſujet ? C'eſt donc au deſpotiſme outré que la Nobleſſe commerçante nous conduit naturellement & ſans pouvoir l'éviter. Mais dans un ſiécle où l'on n'aime point à porter ſes regards ſur un avenir ſi éloigné, dans un ſiécle où tout ce qui ne peut arriver ſur le champ, n'intéreſſe guéres, dans un ſiécle où l'on cherche à jouir de l'inſtant ſans s'être préparé la jouiſſance, où de même l'on ne craint la douleur, qu'au moment où elle ſe fait

ſentir, ſans trop s'être mis en peine de la prévenir ; ne perçons pas ſi avant, & arrêtons-nous ſur des objets intermédiaires plus frappans, puiſqu'ils ſont plus rapprochés. Nous aurons des Gentilshommes commerçans, & de pauvres, qu'ils étoient, devenus riches. Ils feront des enfants, on verra l'Etat ſe peupler, &c. Mais qui défendra contre vos ennemis ces richeſſes, ces enfants ; en un mot qui défendra la patrie ? Ce ſera donc la roture au défaut de la Nobleſſe ; ce ſera donc auſſi les roturiers qu'il faudra faire nobles alors,

& tous les Gentilshommes roturiers. Quelle abſurde révolution ! On a vu plus haut que l'Honneur, baſe du Militaire, ne s'accorde pas avec l'intérêt, baſe du commerce. Penſe-t-on qu'une main accoutumée à ne manier que les inſtrumens du commerce, puiſſe manier des armes ? Penſe-t-on qu'une tête uniquement remplie de la différence des changes, du prix des denrées, des profits & pertes, ſoit capable de former des projets de campagne, de faire une diſpoſition, d'aſſiéger une place, ou de la défendre ? Penſe-t-on que des hommes ac-

coutumés au bien être, à une vie réglée, à la liberté, ſoient bien propres à la diſcipline néceſſaire dans les troupes, aux travaux, à la fatigue ? Rien de ſi dur, s'écrie-t-on, que la vie d'un commerçant ; il travaille ſans ceſſe, il affronte ſans ceſſe tous les dangers de la mer ; oui, ceux qu'il emploie en ſous-ordre, ou les apprentifs ; mais le vrai commerçant, le commerçant conſommé reſte dans un comptoir, où il calcule continuellement. Il envoie ou va lui-même ſur le port, & ne s'occupe que des chargements, des départs, des décharge-

ments, ou des retours de ſes vaiſſeaux, tandis que les Capitaines de ces vaiſſeaux marchands ſont chargés de vendre, ſelon les ordres de celui qui les emploie; ou de remettre à des correſpondants, lorſqu'il peut y en avoir. Si le commerçant s'embarque, ce n'eſt que pour aller reconnoître par lui-même, les pays où il ſe propoſe de commercer. Mais ces pays connus, il revient chez lui, où il reſte à l'entrepôt qu'il a choiſi pour le centre de ſes opérations, juſqu'à ce que ſa fortune ſoit au point où il la déſire. Mais je veux encore que le commerçant mene une

vie laborieuſe, & qu'il ſe familiariſe avec des dangers. Les travaux & les périls de la guerre ſont d'un autre genre, c'eſt une raiſon pour qu'il ne puiſſe ſe faire aux uns, & pour qu'il ſoit intimidé par les autres. On affronte ſans effroi les périls auxquels on a ſouvent échappé, voilà la valeur. On redoute, même avec de la valeur, les périls dont on ne connoit pas l'étendue, & on les ſuppoſe toujours au-delà de leur réalité. Le courage ſeul brave tous les dangers, parce qu'il les voit tous d'un œil philoſophique. Mais le courage

eſt la vertu des grands hommes, & les grands hommes ne ſont que trop rares. Des troupes formées de Commerçants, ſe battroient certainement fort mal ſur terre, où les combats ſont ſi différents de ceux de mer. Ainſi il faut regarder la Nobleſſe commerçante comme entiérement perdue pour la défenſe de l'Etat.

Cependant ſi le gouvernement ouvre cette porte à la Nobleſſe, ou elle ne s'y préſentera point du tout, ou elle s'y préſentera en foule; c'eſt le caractere de la nation, il ne faut pas une grande étude pour s'en convaincre.

Si elle ne s'y préſente pas, il eſt donc inutile de l'ouvrir, il n'en réſulte qu'un ébranlement des eſprits qui ſe fait toujours vers une propoſition nouvelle ; cette propoſition tend à détruire le préjugé qu'il faut nourrir dans la Nobleſſe ; cet ébranlement eſt donc un mal. Si elle s'y précipite, l'Etat n'a plus de défenſeurs, il périt ſous les efforts de tous les vices du Gouvernement, conjurés pour ſa ruine, & il n'aura de reſſource que dans les richeſſes. Nous aurons des tréſors immenſes, motif de plus pour qu'on nous faſſe la guerre : nous aurons beau-

coup d'hommes, ce ne ſeront que des eſclaves de plus pour le peuple belliqueux qui voudra nous conquérir : & les Perſes de Cyrus, devenus les Perſes de Darius, ſeront ſubjugués par trente mille Grecs, qui viendront les charger des chaînes fabriquées avec l'or de leurs nouveaux captifs.

Voulez-vous donc laiſſer tomber le Commerce, me diſent encore les partiſans du nouveau projet ? Fixez donc enfin des regards attentifs ſur votre patrie ; parcourez de l'œil pluſieurs inſtans dans la durée de l'Etat ; voyez, avant celui où nous ſommes,

la marine ſe dégrader faute d'argent & de ſoins ; le commerce tomber, & le nombre d'hommes ſe réduire en même proportion ; voyez une partie de vos terres incultes, faute de bras pour les travailler, & l'indigence ſe répandre inſenſiblement dans le ſein du Royaume ; enfin voyez l'extrémité à laquelle vos colonies, ſi importantes pour vous, ſeroient réduites aujourd'hui, ſi le Monarque qui veille ſans ceſſe à l'intérêt comme au bonheur de ſes ſujets, ne ſe ſacrifioit lui-même à la néceſſité de rétablir promptement la Marine, pour

porter à ces colonies les ſecours dont elles ont beſoin ; & qui peut mieux opérer ce rétabliſſement ſi néceſſaire, que l'augmentation du Commerce ?

Je ſens toute l'importance de conſerver, d'augmenter même, ſi l'on veut, notre commerce : ne peut-on le ſoutenir qu'en y introduiſant la Nobleſſe ? Ne peut-on le ſoutenir qu'en immolant l'Honneur à l'intérêt ? Encore un coup, ne peut-on le ſoutenir qu'en rapprochant les unes des autres, les diverſes conditions qui ne peuvent être trop diſtinctes dans l'Etat, & qui n'y ſont déja que trop confon-

dues? Les hommes manquent-ils dans le tiers Etat, ou plutôt l'avidité du gain qui maîtrise tous les hommes, eſt-elle donc éteinte dans le cœur des François de cette claſſe? Quoi! il n'eſt plus de commerçans; nos ports ſont déſerts; nos chantiers abandonnés; les arbres de nos forêts meurent ſur pied; nos manufactures ſont oiſives? Quoi! il n'eſt plus de circulation, ni dans les denrées, ni dans les eſpeces, & nous ſommes dans un état de langueur à faire craindre que nous ne periſſions; enfin dans une ſituation où il faut faire agir

à la fois tous les membres de la nation, où il faut tendre toutes les cordes ſur le même objet? Mais je porte mes regards ſur nos côtes, j'examine nos ports, je vois les Quais remplis de tonneaux, de caiſſes, de ballots. Là, je vois des matelots occupés à embarquer les diverſes marchandiſes que la France fournit aux peuples les plus éloignés. Là, j'en vois d'autres occupés à tirer des vaiſſeaux tous les tréſors des Indes; je vois ſortir de leur ſein les richeſſes & l'abondance. J'entre dans les chantiers, je vois des charpentiers & des ou-

vriers de toute eſpéce, raccommoder les navires endommagés, & en conſtruire de nouveaux. Ici, je vois des amas de cordages. Ici j'apperçois les agrès. Plus loin ſont les canons & les vivres. Tel vaiſſeau va être lancé à la mer. Tel autre apareille. Tel autre fend déja les vagues, & vole à ſa deſtination. Tout eſt en action, tout eſt vie, pour ſervir avec zéle cette compagnie célébre de Commerçans, ſur laquelle le Monarque a ſans ceſſe les yeux ouverts, & qu'il a ſoutenue dans tous les tems, contre tous les revers. Je quitte

les

les ports, & je paſſe dans nos divers comptoirs, dans nos colonies ; j'y vois les anciens établiſſemens s'aggrandir ; j'en vois de nouveaux ſe former de jour en jour. Par-tout je vois la même action. Tout me préſente l'image d'un Commerce vaſte, peut-être auſſi étendu qu'il le faut, mais ſuſceptible d'être étendu encore davantage. Conſtruiſez des vaiſſeaux de guerre pour aſſurer les vaiſſeaux marchands. Favoriſez dans le tiers Etat ceux qui ſe diſtingueront dans le commerce. Qu'il y ait pour eux des récompenſes, des honneurs

même, pourvu que ces honneurs dont on les décore, ne ſoient pas les mêmes que ceux qu'on accorde à la Nobleſſe, ou du moins que la Nobleſſe ne les puiſſe obtenir par cette voie. Je ſuis bien éloigné de vouloir répandre ſur les Commerçans, une obſcurité dont ils méritent ſi bien de ſortir. Ils ſervent l'Etat, ils doivent participer aux graces du Souverain. Ils n'ont pas beſoin de richeſſes; qu'on leur accorde des graces honorifiques; qu'on leur accorde même la Nobleſſe, pourvu que les exemples en ſoient rares. On peut dérober une famille

au Commerce pour animer les autres. Mais qu'un Gentilhomme ne ſoit jamais regardé de ſon Prince, quand même il ſe ſeroit diſtingué dans une profeſſion pour laquelle il n'eſt pas né. Lorſque les graces du Roi ſe répandront ſur les Commerçans; lorſqu'il arrêtera ſur eux, ces regards de bonté que tous ſes ſujets ambitionnent de fixer; lorſque par de nouveaux établiſſemens, on encouragera la jeuneſſe du tiers Etat; qu'on aidera, ſi l'on veut, par une caiſſe d'emprunt, ceux que leur fortune ne met pas à portée de commercer; enfin lorſ-

que de fortes escadres croiſeront dans tous les parages, & à différentes hauteurs, pour aſſurer les départs & les retours de nos vaiſſeaux; on verra bientôt le Commerce en vigueur, & s'augmenter au point où il peut parvenir. Car, n'en doutons pas, notre commerce a des bornes, & ceux qui s'écrient avec tant de chaleur, que le commerce s'étende, qu'on y appelle la Nobleſſe, ignorent peut-être que nous ſommes plus près qu'ils ne le penſent, du terme où il faut nous arrêter. Le Commerce des Indes eſt réſervé à une com-

pagnie deſtinée à cet effet, & les ſujets qui lui ſont néceſſaires ne lui manquent pas ; on ne voit au contraire partout que des ſurnuméraires, qui attendent des places avec impatience. Ce n'eſt pas ſans doute au ſervice de cette compagnie qu'on veut mettre la Nobleſſe, puiſque cette compagnie regorge de ſujets de toute eſpece. Mais elle embraſſe la plus grande, la plus belle partie du commerce, & ne laiſſe aux particuliers, que celui de l'Amérique, la Traite des négres, le Commerce d'Inde en Inde, & celui qu'ils peuvent faire par

l'Eſpagne & par la Hollande. Le Commerce dans nos colonies de l'Amérique n'eſt pas ſuſceptible d'une grande augmentation, non plus que celui de la Traite des négres qui lui eſt relatif. A la fin de la derniere guerre, quelques particuliers s'aviſérent d'y mettre des fonds, à peine la plûpart, purent-ils les retirer, & ce Commerce manqua d'être interrompu par le grand nombre des nouveaux Commerçans. Le Commerce qui ſe fait par la voie de l'Eſpagne, ou de la Hollande, eſt d'une utilité médiocre; il ne donne que de l'argent, &

en donne fort peu ; encore recevroit-il bientôt des bornes, ſi ces Puiſſances s'appercevoient qu'il devînt trop nuiſible à leurs intérêts. Il ne reſte donc que le Commerce d'Inde en Inde qui puiſſe être augmenté à un certain point, & avantageuſement pour l'Etat. Mais ce Commerce ne peut-il ſe faire ſans y attirer la Nobleſſe ? Ne peut-il ſe faire ſans courir le riſque d'avilir dans ce corps, appui de la Monarchie, les ſentimens d'honneur, & d'y éteindre le déſir de la gloire ? Ne peut-il ſe faire ſans la dégradation, ſans la perte du Mi-

litaire ? Et chez quel peuple ? chez un peuple conſtamment belliqueux depuis ſon origine, chez un peuple dont les armées ont preſque toujours marché ſuivies de la victoire & précédées de la terreur.

L'eſpece commence à diminuer en France, comme elle ſemble commencer à dégénérer : mais votre commerce favoriſé, ſoutenu & augmenté autant qu'il peut l'être, combattra-t-il les défauts qui nuiſent à la propagation ? Attaquez ces défauts ; arrêtez-en l'effet, du moins, s'il eſt poſſible, en

modérant leurs excès, en les réduiſant ſi vous ne pouvez les détruire. Faites plus encore, car vous ne ſçauriez en trop faire pour augmenter le nombre des hommes; ils ſont les véritables richeſſes de l'Etat. Accordez des exemptions, des priviléges, des gratifications, des penſions même, aux chefs des familles nombreuſes. Accordez-les ſans les faire demander, & que les peuples voient que leur Souverain, également attentif à toutes les parties de l'adminiſtration de ſon Royaume, s'occupe du ſoin de multiplier le nombre de

ceux qu'il veut rendre heureux. Qu'ils voient ces soins, & qu'ils chérissent encore davantage, s'il se peut, un Monarque si digne de régner. Un million, deux, s'il le faut, uniquement destinés à cet objet, ne diminueront pas beaucoup les revenus du Roi; loin de faire un vuide dans ses coffres, ces fonds lui produiront en trois années cent pour cent; & leurs produits chaque année, marcheront en progression redoublée, dont les termes moyens seront en proportion de la sagesse qui influera sur cette distribution. Vous aurez alors des com-

merçans, des cultivateurs, des artisans, des gens de main d'œuvre. Vous aurez de la Noblesse en quantité suffisante : vous ne regretterez plus la perte de vos célibataires, vous la réduirez ainsi tous les jours, & vous n'oserez plus, pour y dérober indirectement tant d'hommes utiles à l'Etat, attaquer le culte même qui vous les enleve.

Le cinquiéme de vos terres, & peut-être plus encore, est en friche, ou abandonné : de quelque maniere que ce soit, ces terres ne rapportent rien, & n'attendent cepen-

dant que des bras qui les remuent, & des grains qu'on leur confie. Il eſt aiſé de ſentir qu'en augmentant le nombre des hommes, on augmente néceſſairement le nombre des cultivateurs qui ſont néceſſaires; mais il faut quelque choſe de plus pour opérer le changement rapide de l'indolence à l'activité; le Prince répand des graces ſur les familles qui s'augmentent, qu'il en ajoute de nouvelles aux premieres, pour les familles laborieuſes. Que celui qui aura défriché des terres, qui aura repris un champ abandonné, reçoive une ré-

compenſe proportionnée à ſon travail : que celui dont le champ, à bonté égale, rapportera, ſeulement par les ſoins du cultivateur, une moiſſon plus abondante, reçoive une marque de diſtinction. L'économie de ces diverſes récompenſes fait partie des fonctions de ceux auxquels le Roi confie l'adminiſtration de ſes Provinces ſous les yeux de ſes Miniſtres; qu'il ſe faſſe rendre compte de leur département : qu'il paroiſſe même s'amuſer de l'agriculture & de tout ce qui la concerne : les plus grands hommes n'ont pas

dédaigné de ſe délaſſer de leurs travaux par ces plaiſirs innocens. Les nouveaux fonds deſtinés à ces récompenſes ajouteront à ceux deſtinés à la multiplication des hommes de nouveaux produits, & ils porteront le même intérêt. Bientôt on verra refluer ſur les campagnes, ces hommes oiſifs qui ſurchargent les villes, citoyens inutiles, & qui ne font qu'entretenir les excès d'un luxe deſordonné. Bientôt l'on verra ces campagnes couvertes de gens qui s'apprêtent au travail; de charrues attelées; de troupeaux. Bientôt

l'on verra les terres dociles ſous les efforts des cultivateurs, ſe couvrir de verdure, & donner enſuite les récoltes les plus abondantes. Mais ce n'eſt pas aſſez encore, toutes les années ne ſont pas également fertiles, les intempéries de l'air font des ravages que la prudence humaine ne peut prévoir, & contre leſquels la force & le travail demeurent ſans effet. Le peuple eſt devenu nombreux, il faut aſſurer ſa ſubſiſtance. Des beſoins exceſſifs conduiſent au découragement, & le découragement mene à l'abandon général des terres, comme

ſont le trop de richeſſes & la facilité de ſe paſſer du travail. Prévenons ces malheurs ſi difficiles à réparer lorſqu'on les a laiſſé gagner à un certain point. La régularité des ſaiſons nous a donné une récolte abondante, elle nous en promet une ſeconde auſſi heureuſe, élevons promptement dans chaque Province, des édifices, pour y conſerver les préſens de la nature dont nous pouvons nous paſſer aujourd'hui, afin de les retrouver lorſque la nature ſe montrera auſſi avare envers nous, qu'elle ſemble maintenant être prodigue. Cette inégalité

lité dans ſes bienfaits eſt une leçon utile d'économie qu'elle nous donne : elle nous puniroit bientôt de n'en avoir pas profité. Au lieu de voiturer ſur nos ports le ſurplus de notre ſubſiſtance, pour le faire paſſer chez l'étranger qui le garde, afin de nous le revendre le double du prix qu'il lui coûte, lorſque nos beſoins nous forcent de recourir à lui, rempliſſons nos greniers publics ; établiſſons des gens pour y ſoigner les grains de toute eſpece, & n'y rien laiſſer qui puiſſe les corrompre.

Une récolte ſéche annonce-t-elle la diſette dans le

Royaume ? Ces greniers s'ouvrent & donnent, ſinon l'abondance, du moins le néceſſaire ; le riche & le pauvre y trouvent également leur ſubſiſtance, & le cultivateur en y trouvant des grains pour enſemencer ſes terres de nouveau, ſe conſole de ſes malheurs & ſe remet au travail. La diſette ne tombe-t-elle que ſur une Province ? Ses magazins ne peuvent-ils lui ſuffire ? Toutes les autres Provinces, par des reverſemens ſucceſſifs, contribuent à ſes beſoins, ſans qu'aucune ſe trouve ſurchargée. Cette circonſtance eſt une de celles

où l'on peut regarder l'Etat comme une famille étroitement unie ſous l'autorité d'un pere, qui fait concourir tous ſes enfans à l'intérêt général. La population rétablie, le commerce en vigueur, des flottes ſuffiſantes, les terres cultivées, les malheurs des mauvaiſes récoltes prevenus, ſongera-t-on encore à introduire la Nobleſſe dans le Commerce ? Songera-t-on encore à violer, pour ainſi dire, les conſtitutions de la Monarchie Françoiſe, en tolérant que les Gentilshommes puiſſent devenir Marchands ſans ſe dégrader, & ſans perdre

leurs priviléges ; ce qui tant de fois a paru digne de cette punition ? La philoſophie ne démontre pas à celui qui n'eſt que philoſophe, qu'un citoyen dont les ancêtres ont acquis la Nobleſſe, ſe déſhonore en quelque ſorte, s'il ne marche pas ſur leurs traces, & que lorſqu'il ne fait pas ce qu'il a fallu faire pour l'aquérir, il ne mérite pas de la conſerver. Mais la conſtitution de l'Etat démontre aſſez cette vérité au citoyen homme d'Etat. Or je demande ſi dans les premiers tems où s'établit la Nobleſſe, le commerce entra pour

quelque choſe dans les motifs qui déterminerent à l'accorder au premier Noble ? Rien de ſi glorieux, rien de ſi digne de la vénération des peuples, que le zéle des Magiſtrats qui conſacrent leur vie au ſoin de rendre la juſtice ! Cette fonction parut d'abord ſi reſpectable qu'elle fut confiée aux chefs de la Nobleſſe. Lorſqu'elle paſſa dans des mains moins brillantes ſans être moins ſûres, cette fonction ne perdit rien ſans doute de ſon éclat. Ceux qui ſans le ſecours de leur naiſſance, s'éleverent par leur propre mérite aux premieres

classes de la Magistrature, obtinrent la Noblesse & devinrent la tige de ces races illustres dont quelques-unes se sont encore conservées parmi nous. Ils obtinrent donc la Noblesse dans la profession la plus auguste, celle qui tient le plus de la puissance souveraine. Cependant cette Noblesse fut toujours distinguée de celle acquise par les armes, & le Militaire soumis aux Juges, seulement dans le temple de la Justice, garda par-tout ailleurs sa supériorité. Ces deux especes de Noblesse coulerent ensemble, comme deux fleuves

dans le même lit dont les eaux ne se mêlent point. Les Commerçans peuvent-ils être comparés, par la néceſſité, par l'importance de leurs fonctions, à ceux qui puniſſent le mal, qui maintiennent l'ordre & la ſûreté des citoyens; qui veillent ſur les loix ainſi que les Veſtales veilloient autrefois à Rome ſur le feu ſacré, qui portent au pied du Trône les malheurs & les repréſentations des peuples, enfin à la profeſſion la plus utile, ſi la France n'avoit point d'ennemis, & le monarque point de rivaux de ſa gloire & de ſa puiſſance ? Cepen-

dant on demande pour le commerce les mêmes prérogatives, & que le commerçant Gentilhomme marche l'égal du Magiſtrat. Il y a plus; ſi l'on peut conſerver la Nobleſſe dans le commerce, il eſt de toute néceſſité qu'on puiſſe l'y acquérir, ainſi qu'il a été dit plus haut. Mais quel eſprit d'équité y auroit-il dans ce réglement ? L'honneur ſe paye par l'honneur ; & l'on dédommage par l'amour propre ſatisfait autant qu'il peut l'être, un citoyen qui a ſacrifié ſes plaiſirs, ſon repos, ſon bien-être, ſa vie à des fonctions, qui loin d'augmenter

menter ſa fortune, l'ont ſouvent diminuée. L'intérêt ſe paye par l'intérêt; le commerçant trouve dans ſes gains journaliers la récompenſe de ſes travaux. Les honneurs qu'il eſt juſte d'accorder à ceux qui ſe ſont conſacrés à une profeſſion utile & ſeulement honorable, deviennent une grace particuliére pour ceux qui ont embraſſé une profeſſion ſeulement lucrative, & dans laquelle ils ont trouvé leurs avantages perſonnels, en même tems qu'ils faiſoient le bien de l'Etat. Ces honneurs ſont donc des graces, qu'on

peut accorder à la vérité, mais qu'il eſt dangereux de trop multiplier, par le danger de mêler deux claſſes qui, par raiſon d'équité, comme par raiſon de politique, doivent toujours être diſtinctes l'une de l'autre? Qu'on remonte à l'origine de la Nobleſſe en France, autant qu'il eſt poſſible, ſoit par les titres, ſoit par les actes ſolemnels, ſoit par les traditions, on verra que, ſemblables aux peuples que nous appellons Sauvages aujourd'hui, parce que tous les hommes ſe reſſemblent en général, lorſqu'on les compare dans les mêmes circonſ-

tances ; on verra, dis-je, que ceux dont la figure martiale annonçoit la force & l'intrépidité, furent les premiers chefs de la Nation. Un homme grand de taille paroiſſoit devoir être grand en tout ; on ne pouvoit s'imaginer que la nature eût rien fait d'inutile, & qu'elle eût logé une petite ame dans un grand corps. La force & le courage firent donc les premiers Nobles. L'intrigue & la flatterie en firent auſſi lorſqu'il y eut des Rois ; mais ce ne fut que long-tems après. Les premiers Souverains penſoient comme les peuples, & n'é-

toient guéres plus éclairés. Enfin les beſoins de l'Etat produiſirent la vénalité des charges qui avoient été poſſédées juſques-là par des Nobles. L'importance de leurs fonctions, la néceſſité d'en maintenir l'éclat, pour en maintenir la vigueur, firent concéder la Nobleſſe à ceux qui les poſſéderoient, parce qu'elles n'avoient été accordées juſques-là qu'à des Nobles. Les beſoins ſe multipliant par les troubles de la Monarchie, on multiplia le nombre de ces charges; on vendit la prérogative de rendre la Juſtice & juſqu'à la Juſ-

tice même. Peu-à-peu la vénalité passa dans le Militaire, qui long-tems s'étoit conservé intact. C'est ainsi que les richesses firent des Nobles à leur tour. Ceux qui avoient gagné dans le commerce purent bien acheter des charges qui donnoient la Noblesse ; mais on ne songea jamais à créer dans le commerce des charges qui pussent la donner. Lorsqu'on souffrit que les commerçans pussent l'acquérir, on voulut du moins, qu'ils sortissent de leur premier état, puisqu'ils en embrassoient un dont les devoirs, & par conséquent les préjugés qui les dirigent,

étoient ſi différens. On ne s'étoit déja que trop relâché ſur les qualités des nouveaux Nobles, puiſqu'il ne falloit que de l'argent pour le devenir : on maintint du moins la néceſſité de vivre noblement, c'eſt-à-dire, de ſervir l'Etat dans les charges Militaires ou autres. Tout négoce fut regardé comme un aviliſſement, par l'eſpece de cupidité qui y eſt attachée : la loi qui degrade de Nobleſſe le Gentilhomme accuſé d'avoir commercé, fut conſervée ; & c'eſt cette loi, qui fait partie des conſtitutions de l'Etat, qu'on prétend renverſer au-

jourd'hui. Cette entrepriſe mérite, je crois, plus d'une réflexion. Les loix conſtitutives d'un Etat ſont comme la cheville ſur laquelle porte le vaiſſeau pendant qu'on le conſtruit; à peine eſt-elle coupée, il part avec rapidité, & tout s'enflamme ſur ſon paſſage. Les innovations ſont toujours dangereuſes dans une Monarchie, fuſſent-elles bonnes juſqu'à un certain point: car il arrive toujours qu'on ſe relâche, & que ce point eſt outre-paſſé. Combien de fois a-t-on renouvellé en France les loix pour arrêter l'excès du luxe?

Que n'en maintient-on l'exécution, plutôt que d'en promulguer de nouvelles pour n'arriver qu'au même but ? Le Royaume étoit-il plus riche ſous Louis XII ? Pourquoi la Nobleſſe étoit-elle moins pauvre alors ? C'eſt qu'il y avoit moins de luxe. C'eſt qu'elle n'avoit pas des objets de comparaiſon affligeans dans le faſte des autres claſſes. C'eſt qu'elle ſervoit l'Etat ſans pompe, ſans molleſſe & ſans fauſſe vanité. C'eſt que la Capitale de la France ne dépeuploit pas les Provinces. C'eſt que les Provinces cultivoient leurs ter-

res, & conſommoient leurs denrées. C'eſt que la pareſſe, la volupté, l'induſtrie & l'orgueil n'en exiloient pas les habitans. Le Luxe exceſſif eſt un monſtre inſatiable ; ne vaut-il pas mieux le combattre que de lui fournir de nouveaux alimens ? Ce qu'on propoſe aujourd'hui, n'eſt avantageux dans aucun dégré, pas même dans celui où l'on prétend fixer la Nobleſſe commerçante, c'eſt-à-dire, en ſuppoſant qu'une famille Noble & pauvre ne donnera qu'un commerçant à l'Etat : il reſte encore des inconvéniens ; car ſans cela, l'Auteur de ce

projet auroit pu obſerver, que pour empêcher toute la Nobleſſe pauvre de ſe jetter dans le commerce, on pourroit n'accorder qu'à un ſujet dans chaque famille, la permiſſion de commercer ſans déroger. Mais outre que l'on ſe relâcheroit bientôt ſur cette loi, & qu'alors il vaudroit mieux ne l'avoir pas faite, il en réſulteroit encore un grand mal en ſupoſant même que la loi fût maintenue; car de deux choſes l'une, ou le Noble commerçant ſera conſidéré dans ſa famille, & parmi ſes ſemblables, ou il ne le ſera pas. S'il ac-

quiert de la conſidération, en raiſon des richeſſes qu'il aura acquiſes dans le commerce, on mettra inſenſiblement les ſentimens d'intérêt à la place de ceux de l'honneur, qui bientôt s'évanouiront, & lorſque la conſidération ſera attachée à l'intérêt, la balance penchera trop de ſon côté: on ne s'embarraſſera plus d'avoir dérogé, pourvu que l'on ſoit riche, & preſque tous les Gentilshommes deviendront commerçans: je dis preſque tous, parce que j'y comprens les pauvres & les riches, attendu que ceux qui poſſedent aujourd'hui de

grands biens, dégradent tous les jours leur fortune, & que cette fortune ſe détruiroit encore bien plus vîte, ſi cet arrangement pour la Nobleſſe avoit lieu. D'où il ſuit que le commerce étant la ſeule voie d'en réparer la perte, preſque tous embraſſeroient ce parti.

Si au contraire la Nobleſſe commerçante n'obtenoit aucune conſidération, il s'enſuivroit l'aviliſſement. Car en France il eſt bien pluſieurs dégrés de conſidération, mais il n'eſt point de termes moyens entre la conſidération & le mépris, quoique la loi conſervât la

Nobleſſe à ceux qui commerceroient, ils ceſſeroient d'être Nobles dans l'opinion de leurs pareils, & c'eſt malheureuſement moins vis-à-vis de l'Etat qu'on craint de paroître avoir dérogé, qu'aux yeux de ceux que l'on eſt à portée de voir tous les jours. Alors la loi qui conſerveroit la Nobleſſe aux Commerçans de cette claſſe deviendroit inutile, puiſque ceux qui auroient commercé ſous les auſpices de cette loi, n'en ſeroient pas moins dégradés, par conſéquent peu de Gentilshommes ſe jetteroient dans le commerce. Malgré

tout ce que l'on dit ſur la différence de la nobleſſe d'autrefois, avec la Nobleſſe d'aujourd'hui, j'ai encore aſſez bonne opinion de celle-ci, pour être convaincu qu'elle préférera toujours l'honneur à l'intérêt, puiſqu'elle le préfére à la vie, ſans laquelle l'intérêt devient une chimere ridicule, & que ce ſera en vain qu'on lui ouvrira la carriere du commerce. J'inſiſte donc pour qu'elle ne lui ſoit pas ouverte.

Cependant il eſt dans le Royaume, un très-grand nombre de Gentilshommes qui ne peuvent ſubſiſter ſans tra-

vailler, de quelque nature que puiſſe être le travail. Il eſt à craindre que la ſévérité employée pour conſerver la NOBLESSE intacte & dans toute ſa pureté, ne devienne un moyen deſtructeur, & qu'inſenſiblement elle ne s'éteigne en France, par la raiſon que les maiſons les plus riches s'appauvriſſent tous les jours, & que la NOBLESSE indigente s'éteignant à meſure, il s'enſuit que la plus riche s'éteindra auſſi ſucceſſivement, lorſqu'elle ſera parvenue au dégré de pauvreté qui opere cette extinction. Ce raiſonnement pourroit être juſte, ſi le Roi n'accor-

doit aucune grace à ſes ſujets. Mais il entre dans la politique du gouvernement de répandre ſur un certain nombre de familles, des graces ſuffiſantes pour réparer leurs pertes, & pour ſoutenir l'éclat de ces maiſons illuſtres ; par ce moyen la nobleſſe ne peut s'éteindre en France. Supposé qu'en la laiſſant ſubſiſter telle qu'elle eſt, le nombre des nobles pût diminuer conſidérablement, quelque avantageux qu'il ſoit pour la France d'en avoir beaucoup, il lui eſt encore plus avantageux d'en avoir moins, & que ce qu'elle en poſſede ſoit

auſſi ſain qu'il puiſſe l'être. Mais il eſt des moyens ſûrs, que l'on peut employer pour prévenir la diminution que l'on redoute, ſans altérer les ſentimens, qui ſeuls caractériſent véritablement la Nobleſſe, & ſans leſquels elle n'eſt qu'un vain titre. Vous avez beaucoup de Nobleſſe pauvre, attirez-la dans le ſervice; voilà ſon véritable élément, ſi l'on peut parler ainſi. C'eſt dans le ſervice qu'elle doit trouver la ſubſiſtance qui lui manque. C'eſt dans le ſervice que le gouvernement qui veille à la conſervation d'un corps ſi précieux, ſi né-

ceſſaire à l'Etat, doit placer les ſecours qu'il lui deſtine. La profeſſion Militaire offre, dites-vous, bien peu de reſſources, pour une ſi grande quantité de Gentilshommes qui en ont beſoin; voyez, à chaque emploi qui devient vacant, la foule des prétendans, preſque tous peuvent y aſpirer, un ſeul peut l'obtenir. Les autres vont languir dans l'attente, & leurs beſoins augmentent tous les jours. Combien même ſacrifient preſque toute leur fortune, pour venir ſolliciter à la Cour, dans l'eſperance d'être placés, & combien ſont obligés

de retourner chez eux avec le chagrin de n'avoir pas réuſſi, & de s'être dépouillés inutilement du peu qu'ils poſſédoient ?

Je ſçai que ce tableau eſt fidéle ; cependant malgré cette foule de Nobleſſe qui aſpire aux emplois Militaires, je vois une grande partie de ces emplois, qui ne ſont point occupés par la Nobleſſe. Je pénètre dans l'intérieur de nos divers corps de troupes, j'y vois pour le moins autant de roturiers que de Nobles, d'autant plus eſtimables, que s'ils ſortent de leur claſſe, c'eſt pour s'élever à une autre où

les préjugés ſont aſſurément contraires à celle où ils ſont nés ; enfin où l'honneur eſt compté pour tout, & l'intérêt compté pour rien. Mais ce qui devient pour eux un motif d'obtenir de la conſidération, devient un mal pour l'Etat, mal qui jaillit de trois ſources principales : la vénalité d'une partie des emplois Militaires : les concordats, autre eſpece de vénalité, qui, pour être ſecrette, n'en eſt pas moins ſujette à des inconvéniens pernicieux : enfin, les abus qu'entraîne l'influence des chefs de corps ſur la nomination des emplois ſubalter-

nes. Si tous ceux qui ſont à la tête de ces corps n'étoient animés que de l'eſprit vraiment militaire, cette influence ne pourroit être qu'un bien : mais malheureuſement on en a vu quelques-uns s'écarter de cet eſprit. Un emploi obtenu pour le fils d'un Financier, d'un Commerçant, ou d'un Marchand, eſt ſouvent le payement d'une ſomme empruntée, ou le moyen d'acquérir celle dont on a beſoin ; & l'emploi qui, pour le bien de l'Etat, auroit dû être donné à la Nobleſſe, ſe trouve livré à la fortune. Peut-être le fils du financier,

ou du marchand, eſt-il auſſi capable de l'exercer qu'un Gentilhomme : il eſt certain du moins, que le déſir qu'il montre de ſervir ſa Patrie, doit lui mériter l'eſtime générale & une conſidération particuliere parmi ſes ſemblables ; mais il eſt certain auſſi, qu'il convient au bien de l'Etat qu'il n'obtienne pas la préférence ſur le Gentilhomme. Il lui reſte des moyens de ſervir ſa Patrie, en ſuivant la profeſſion de ſes Peres ; & il l'y ſervira utilement, s'il eſt véritablement animé de l'eſprit patriotique.

Si au contraire le déſir de

ſervir n'eſt chez lui que l'effet de la vanité, ou l'eſpoir de ſe diſpenſer de certaines vertus, que fauſſement on s'imagine pouvoir négliger dans le Militaire; ſi, dis-je, il n'a pas d'autres motifs pour ſe conſacrer à la profeſſion des armes, c'eſt un ſujet médiocre tout au plus. Puiſqu'il n'a point les avantages de la naiſſance, rien ne parle en ſa faveur, & l'on n'a rien de mieux à faire que de le laiſſer végéter dans l'obſcurité où il eſt né, & à laquelle ſa façon de penſer le condamne.

Les concordats ſont une

autre eſpece de vénalité d'autant plus nuiſible, qu'elle devient arbitraire, & qu'on la tient cachée avec ſoin. Cependant il n'eſt point de ſecret dans les corps que le Miniſtre ne pénètre, lorſqu'il eſt bien déterminé à le pénétrer.

Il paroît plus difficile de détruire tout d'un coup, la vénalité connue d'un certain nombre d'emplois Militaires, vu la difficulté de rembourſer ceux qui en ſont pourvus, ſans leur faire d'injuſtice, ou ſans impoſer de nouvelles taxes. Cependant il eſt pluſieurs moyens d'y parvenir ſans

ſans charger l'Etat, le Roi, ni les Officiers; mais l'examen de ces moyens feroit l'objet d'un mémoire particulier; il me ſuffit de parcourir ici les cauſes qui éloignent néceſſairement la pauvre Nobleſſe de la profeſſion des armes, & par conſéquent les abus qu'il eſt bon de détruire. Il ne faut que connoître le génie François, & ſur-tout celui de la Nobleſſe, pour être convaincu que ſi on prenoit le parti de ne donner les emplois Militaires qu'à des Gentilshommes, auxquels ils ſemblent naturellement deſtinés, & ſi ces emplois ne leur coû-

roient rien, on les verroit bientôt se présenter en foule pour entrer dans le service. Il ne faut qu'ouvrir les yeux pour sentir que cet arrangement, en faisant le bien du service même, remettroit tout le monde à sa place, & contribueroit beaucoup à rétablir, ou à conserver la distinction des rangs, si nécessaire dans une Monarchie; par conséquent, il ne faut qu'ouvrir les yeux pour sentir, qu'il en résulteroit un grand bien pour l'Etat.

Mais, dit-on, en vain la vénalité de toute espece sera-t-elle détruite dans l'Etat Mi-

litaire ; en vain le réglement qui ordonnera que tous les Officiers doivent être Gentilshommes, ſera-t-il maintenu ; il reſtera encore dans le Royaume une infinité de Nobleſſe qui ne pourra obtenir d'emploi : elle attendra, il eſt vrai, avec plus d'eſpoir, le moment d'être placée ; mais cet eſpoir ne ſuffit pas, il faut ſubſiſter & trouver des reſſources pendant l'attente.

La France eſt peut-être la ſeule puiſſance de l'Europe, où le gouvernement puiſſe avoir de ſemblables embarras ; cependant ils exiſtent, il faut y pourvoir. On a tou-

jours les moyens de mettre ſes fonds en valeur, les moyens ne manquent que pour tirer une valeur réelle ou apparente de ce qui n'eſt pas un véritable fonds. Par exemple, il eſt poſſible, il ſeroit même à déſirer pour le bien du ſervice, d'augmenter le nombre des Officiers de chaque Compagnie dans les Régimens d'Infanterie, & dans ceux de Cavalerie: lorſqu'il eſt queſtion de combattre, un Officier de plus dans le rang, vaut au moins deux ſoldats. Pourquoi ne pas rétablir les Officiers en ſecond dans chaque compagnie?

Si ce moyen ne peut ni plaire à la Cour par l'augmentation de dépenſe dont il ſeroit pour le Roi, ni ſuffire encore à la Nobleſſe, il en eſt un autre de l'employer toute ſans devenir un poids de plus pour l'Etat ; on peut compoſer des corps entiers de Gentilshommes, aſſujettis à la même diſcipline que les ſoldats, ſous le titre de Volontaires. Je ſçai que l'on va m'objecter l'établiſſement des Cadets, qui ſembloit être le même que celui que je propoſe, qui fut admirable dans les commencemens, & qui bientôt dégénéra au point, que l'on

fut obligé de l'abolir. Mais observons un moment, si cet établiſſement péchoit par le fond même, ou ſi plutôt, la négligence & le relâchement ſur la diſcipline ne produiſirent pas les effets qui obligerent de caſſer ces compagnies de Cadets. Mit-on toujours à la tête de ces jeunes Gentilshommes, des gens qui ſçuſſent commander? Y mit-on des gens, qui par leur naiſſance, leurs talens, leurs lumieres, leur application, leur ſévérité, leurs belles actions, fuſſent en état d'en impoſer à cette bouillante jeuneſſe? D'ailleurs

n'eut-on pas trop d'égards pour ces Cadets, dans la fauſſe opinion que des Gentilshommes, quoique faiſant les fonctions de ſoldat, ne devoient pourtant pas être traités de même ? Enfin, ne ſe trompa-t-on point dans la forme qui fut donnée à ces corps ? Puiſque l'uſage en France eſt de claſſer les troupes par Régiment, ces Cadets devoient naturellement compoſer des Régimens. C'eſt ouvrir la porte aux abus que de diſtinguer trop les choſes qui doivent être ſemblables entre elles. D'ailleurs ces compagnies de Cadets étoient com-

posées de jeunes gens qu'on y plaçoit uniquement pour s'instruire ; & les corps de Volontaires que je propose, destinés principalement à servir, seront composés de Gentilshommes de tout âge. Quoi, dira-t-on, y établirez-vous la même discipline que dans les Régimens ordinaires ? Pouvez-vous y employer le même genre de punition ? Enfin, ferez-vous des soldats de ceux qui semblent être nés pour commander ? A l'égard de la discipline, je ne vois point de raisons qui puissent empêcher qu'elle ne soit la même dans les Régimens de Vo-

fontaines, que dans les autres Régimens. A l'égard des punitions, j'avoue qu'il faudroit y mettre quelque différence ; mais elles n'en seroient que plus séveres. Etre privé de l'honneur de faire son service : paroître sans armes à la tête de son corps toutes les fois qu'il s'assemble : n'être point dans les rangs pour faire les exercices en tems de paix, n'y point être pour combattre en tems de guerre : voilà les punitions qui conviennent à des Gentilshommes, sur-tout à des Gentilshommes François, & qui sont bien capables de les con-

tenir. Mais ſuppoſé qu'il s'en trouvât d'aſſez malheureux pour n'être pas ſenſibles à ces eſpeces de flétriſſures, il reſte encore les grands moyens; la dégradation de Nobleſſe & même la perte de la vie. Il eſt aiſé de ſentir qu'un Gentilhomme peut être puni en plus de maniéres que tout autre; par conſéquent les corps de Gentilshommes, ſeroient plus ſuſceptibles que tous les autres d'être diſciplinés; il ne faut que le vouloir bien & toujours.

On demande ſi les Gentilshommes peuvent être ſoldats, lorſqu'un Gentilhomme ſem-

ble être né pour commander les ſoldats ? Vaut-il donc mieux le voir au fonds d'une boutique, ou d'un bureau, forcé ſans ceſſe de ſacrifier la délicateſſe de l'honneur à l'intérêt, en bute aux propos, aux caprices des acheteurs, que de le voir dans les rangs les armes à la main voler à la victoire ſur les traces de ſes ancêtres ? Qu'eſt-ce donc qu'un ſoldat, pour qu'on oſe ainſi rabaiſſer ſa condition ? C'eſt un roturier, il eſt vrai ; mais il eſt rempli de bravoure. L'honneur eſt ſon tréſor. Il n'obéit qu'à la diſcipline, c'eſt-à-dire, aux loix de ſon

pays. Il donne ſa vie pour la tranquillité de ſes concitoyens. Il aime ſon Roi & ſa patrie ; il ſert l'un & l'autre avec zéle. Il ne leur demande pour prix de ſes travaux, pour prix du ſang qu'il brûle de répandre pour eux, qu'une ſubſiſtance modique. Qu'offre de plus la Nobleſſe ? Et ſi le ſoldat François a les ſentimens qu'on ne peut exiger que de la Nobleſſe, eſt-il tant de diſtance entre un Gentilhomme & lui ? Voyez les grenadiers devancer leurs Chefs, qui à peine peuvent les ſuivre, pour ſe précipiter dans un chemin couvert, malgré la mort qui vole de toute part.

Voyez-les arracher des paliſſades, chaſſer l'ennemi de traverſes en traverſes, le ſuivre à la nage dans le foſſé, malgré tous les feux des ouvrages, & pénétrer avec lui, dans l'ardeur de la pourſuite, juſqu'au cœur de la place. Demandez alors à l'ennemi ſi ces héros ſont roturiers ou Gentilshommes ? S'ils n'ont pas des titres de Nobleſſe, peut-on leur diſputer de les mériter ? Les Argyraſpides & les Gardes d'Alexandre ne paſſoient pas pour roturiers parmi les Macédoniens; & les plus grands Seigneurs de Perſe alloient les viſiter le matin dans leurs

tentes, leur porter des préſens, briguer leur ſuffrage & ſolliciter leur appui. Cependant, ces vainqueurs de l'Aſie valoient-ils mieux que nos Grenadiers, puiſqu'ils n'étoient que des hommes?

Dans un Etat tel que la France, ne ſeroit-il pas avantageux qu'il y eût une Nobleſſe perſonnelle, c'eſt-à-dire, qui s'éteindroit avec celui auquel elle ſeroit accordée: digne récompenſe de ceux qui ſe ſeroient diſtingués par quelques actions d'éclat, & à laquelle les ſoldats même pourroient prétendre? Telle étoit à-peu-près

la deſtination des diverſes Couronnes parmi les anciens; & cet uſage, très-propre à faire naître les ſentimens d'honneur ſi convenables à la profeſſion des armes, & qui double la force des armées, contribueroit beaucoup, ce me ſemble, à les maintenir parmi la nation Françoiſe, où ils ſont ſi néceſſaires.

Je conviens qu'un établiſſement de pluſieurs Régimens de Volontaires deviendroit coûteux pour l'Etat, ſi on vouloit le faire tout d'un coup; il entraîneroit alors, ou une augmentation de troupes qui ne pourroit être que très-diſ-

pendieuſe, ou une réforme qui tomberoit ſur des Corps qui ont bien ſervi. Mais il ſeroit un moyen plus ſimple, moins à charge à l'Etat, & peut-être plus utile en lui-même, par l'émulation & l'exemple que les troupes en recevroient continuellement, & par la facilité qu'il donneroit de détruire les concordats & les autres abus, qui arrachent les emplois militaires à la Nobleſſe, pour y placer ceux à qui la fortune tient lieu de titre. On pourroit donc créer dans chaque régiment, & même dans chaque bataillon une compagnie de

de Gentilshommes ſous le nom de Volontaires, à la place d'une compagnie dudit régiment ou bataillon. Ces compagnies, quoique uniquement formées de Nobleſſe, ſeroient aſſujetties à la diſcipline du Corps, ainſi que les autres; feroient le même ſervice, à la réſerve, ſi l'on veut, de celui de travailleurs, qu'il ſeroit peut-être encore mieux de leur laiſſer faire, & n'auroient de différence que le nom, une paye un peu plus forte, une marque ſur leur habit, avec la réſerve de ne pouvoir être tirés pour les Grenadiers. Ces

compagnies deviendroient une pépiniere d'Officiers, chacune pour le Corps auquel elle ſeroit attachée ; & les Officiers pris dans ces compagnies ſerviroient d'autant plus facilement, qu'ils auroient déja quelques connoiſſances du ſervice, & qu'ils ſerviroient dans un Corps qu'ils connoîtroient, ainſi qu'ils en ſeroient connus. Enfin pour les rendre un objet d'émulation pour les régimens, & ne pas laiſſer perdre au ſoldat le point de vue de devenir Officier, qu'il ne faut jamais lui ôter ; on pourroit faire entrer dans cette com-

pagnie de Volontaires, ceux qui s'étant distingués par quelque action, auroient mérité la Noblesse personnelle, & qui par cette Noblesse acquise, seroient susceptibles d'y être admis. De cette maniere le soldat ne seroit point découragé; au contraire, ce seroit peut-être un motif de plus pour lui de chercher à se distinguer. Je ne propose à cet égard que des vues générales, qui demanderoient des détails particuliers, si on les vouloit adopter. Mais je pense que ce moyen de faire subsister la Noblesse indigente, seroit plus avantageux à l'Etat que

de la laiſſer répandre dans le commerce. Je penſe que la profeſſion des armes, d'où la Nobleſſe tire ſon origine, doit être plus conforme à ſon caractere, à ſes inclinations, comme elle l'eſt à ſon éducation, à ſes préjugés. Peut-être m'objectera-t-on qu'on formeroit en vain des compagnies de Volontaires, que ces compagnies ne ſeroient point remplies, & qu'une paye qui ne peut être que très-médiocre, ne ſeroit pas ſuffiſante pour y attirer la Nobleſſe. Mais il me ſemble qu'en y ajoutant l'eſpérance certaine de devenir Officier,

en observant scrupuleuse-ment de ne tirer les Officiers que de cette compagnie pour monter par grade, & successivement jusqu'à celui de Lieutenant-Colonel inclusivement, ce seroit un motif bien puissant pour que les Gentilshommes s'y présentassent en foule. Je dis jusqu'au grade de Lieutenant-Colonel inclusivement, parce que l'usage en France est de n'accorder les régimens qu'à la haute Noblesse. Les dangers de cet usage y sont sagement modifiés par la sagesse du gouvernement, qui tire également les Brigadiers

des armées du Roi parmi les Lieutenans-Colonels & parmi les Colonels. D'où il s'enſuit, que le Volontaire qui ſera parvenu au grade de Lieutenant-Colonel, peut auſſi raiſonnablement eſpérer de devenir Officier Général, moins rapidement à la vérité que celui qui obtient le commandement d'une troupe en entrant dans le ſervice; mais telles ſont & telles doivent être les prérogatives de la haute Nobleſſe en France. Si ces prérogatives ſemblent au premier coup d'œil n'être pas entiérement conformes à la juſtice, elles n'en ſont pas moins indiſpenſables.

Je ne puis croire que des François ſe refuſent à la gloire de ſervir le Roi & la patrie, lorſqu'on leur fournira des moyens de ſubſiſter, & qu'on flattera leur ambition par l'eſpoir de commander un jour; enfin lorſqu'ils verront que c'eſt le ſeul moyen de parvenir aux grades Militaires. Mais il eſt un moyen ſûr de les y entraîner, & ce moyen n'a rien que de juſte: un Gentilhomme qui ne cherche pas à mériter la Nobleſſe par les moyens qui l'ont acquiſe, n'eſt pas digne de la conſerver, & lorſque le Roi aura ouvert aux Gentilshommes

de ſon Royaume la carriere de l'honneur, il peut ſans injuſtice ôter les priviléges de la Nobleſſe à celui qui ſeroit parvenu à l'âge de trente ans ſans avoir pris aucun parti, ſans avoir embraſſé aucune profeſſion, pourvu que cette punition ne ſoit que perſonnelle, & ne puiſſe réjaillir ſur ſa famille. L'Etat nourrit ſes membres, il faut que tous les membres ſervent l'Etat. Le citoyen oiſif, par conſéquent inutile, eſt criminel envers ſa patrie, & lui dérobe tout ce qu'il conſomme. Le Gentilhomme eſt citoyen avant d'être Noble, & le ſeul

privilége

privilége que lui donne la Nobleſſe, c'eſt le choix parmi les ſervices importans que l'Etat peut & doit en attendre. L'inſtant où il ceſſe de penſer ainſi, eſt celui où il ceſſe d'être Noble; & lui en ôter le titre, c'eſt le fixer à la place qu'il s'eſt aſſignée lui-même. Il eſt cependant des cas de reſerve, de même que dans toutes les régles générales il eſt des exceptions. Alors le Roi peut accorder des Lettres particulieres qui diſpenſent un Gentilhomme de ſervir par différens motifs, comme infirmités conſtatées, famille nombreuſe à éle-

ver & à conduire, &c.

Il ſeroit de même injuſte d'exiger qu'un Gentilhomme ſervît toute ſa vie. Mais on pourroit déterminer un tems néceſſaire pour conſerver les priviléges de la Nobleſſe, & plus court pour le Militaire que pour tout autre état, parce que l'état Militaire eſt de tous le plus pénible.

Il ſeroit de même injuſte qu'un Gentilhomme qui auroit ſervi le tems exigé pour le bien général, ſortît ſans récompenſe, & peut-être même ſans avoir de quoi ſubſiſter. L'Etat alors ne lui doit pas le ſuperflu, mais il lui

doit le néceſſaire. Ces récompenſes pourroient être de différentes natures ; & ſi l'on vouloit réunir pluſieurs objets utiles, ne ſeroit-il pas avantageux de faire trouver aux filles de condition qui n'ont rien, une reſſource certaine contre l'indigence, & à l'Etat un expédient honnête pour diminuer le nombre des Célibataires ; par conſéquent pour augmenter la population ? Dans les récompenſes qu'il paroît juſte d'accorder aux Citoyens qui auroient ſervi pendant le tems fixe, on pourroit comprendre le ſoin d'élever leurs filles dans

des maiſons deſtinées à cet uſage, avec les mêmes principes de vertu qu'à l'Abbaye de S. Cyr, mais à moins de frais; & celui de les faire doter par l'Etat. Les fonds néceſſaires à cet effet, pourroient être pris non-ſeulement ſur les terres nobles, mais encore ſur les appointemens des charges & des emplois, poſſédés ou cenſés être poſſédés par des Gentilshommes. Je doute qu'une ſemblable taxe excitât le moindre murmure parmi ceux qui ſeroient dans le cas de la payer. Les maiſons les plus opulentes aujourd'hui, ne peuvent pas ré-

pondre que leurs deſcendans ne tomberont pas dans l'indigence. Il eſt même vraiſemblable qu'ils y tomberont, & contribuer à cet établiſſement, c'eſt établir des fonds pour les empêcher d'en être entiérement les victimes. Ces filles, que l'on pourroit appeller à juſte titre les filles de l'Etat, ſeroient données avec une dot médiocre, mais ſuffiſante pour l'abſolu néceſſaire, à ceux qui ſeroient dans le cas de ſe retirer du ſervice, ainſi qu'il a été dit plus haut. Il ſeroit même avantageux que les fonds deſtinés à ces dotes fuſſent em-

ployés en terres : je le répete, je ne propoſe ici que des vues générales, ſans entrer dans les détails particuliers qui demanderoient beaucoup plus d'étendue.

Sous un gouvernement auſſi doux que le nôtre, ſous les loix d'un Prince qui aime l'humanité & qui chérit ſes ſujets, il eſt inutile de parler de ceux que leurs infirmités ou leurs bleſſures pourroient empêcher de continuer leurs ſervices ; les conſolations & les ſecours qu'ils méritent ſont dans les établiſſemens déja faits ; dans la bonté du cœur du Monarque, bonté

qui égale ſa puiſſance, & dans les ſoins vigilans de ſes Miniſtres, occupés ſans ceſſe à concilier la politique du gouvernement avec l'amour du Roi pour ſes peuples. De cette maniere on pourroit être aſſuré de n'avoir plus de Nobleſſe oiſive dans le Royaume, & par conſéquent de n'en plus voir dans l'indigence. Il y a plus, on verroit davantage de commerçans dans le commerce. On verroit un plus grand nombre d'artiſans & d'ouvriers de toute eſpece dans les ateliers & dans les manufactures. Enfin on verroit plus de laboureurs

occupés à la culture des terres, parce que tous les roturiers qui occupent les places dûes à la Nobleſſe, reſtant dans leur claſſe, y mettroient leur émulation à profit; y cultiveroient le commerce & les arts; y accroîtroient enfin l'opulence & la population. Car en propoſant d'attirer la Nobleſſe dans le ſervice, je ne propoſe pas d'augmenter le nombre de nos troupes; au contraire, je voudrois le diminuer en les rendant encore meilleures qu'elles ne ſont. Je ſçai que ce n'eſt pas le nombre des hommes qui fait la force des armées; mais la

discipline & la valeur des soldats ; mais l'experience & les talens des Officiers ; mais la subordination dans tous les grades ; mais enfin la capacité du Général, & c'est à rendre nos troupes les meilleures qu'il est possible, que tend la proposition d'attirer la Noblesse dans l'Etat Militaire auquel elle semble être particuliérement destinée. En la faisant sortir ainsi de l'intérieur du Royaume pour la répandre sur les frontieres, la France trouve en elle alors un rempart impénétrable ; les autres citoyens se multiplient, les terres sont cultivées, la justice est

exercée ; les arts ſont en vigueur, & au milieu de la guerre la plus vive tout eſt tranquille dans le ſein du Royaume : tout y jouit de la paix la plus profonde. Portons nos regards ſur nos côtes, elles ne ſont pas moins à l'abri des inſultes de l'ennemi. Notre Nobleſſe partagée entre le ſervice de terre & celui de mer, y veille inceſſamment, toujours prête à courir à la mort, ſi ſa mort peut être utile à la Patrie. Voyons dans nos rades ce nombre infini de vaiſſeaux, fruits d'une ſage économie, & vraiment digne d'un Roi ; ils ſont remplis de

cette Nobleſſe qui ſemble ſe multiplier par-tout où l'Etat en a beſoin. Ces vaiſſeaux ſont deſtinés à eſcorter, à couvrir nos flottes marchandes & à en aſſurer la navigation. Nos Commerçans peuvent déſormais parcourir les mers ſans crainte : ils trouveront à toutes les hauteurs des Eſcadres Françoiſes qui les garantiront de l'avidité de nos ennemis. Tels ſont les avantages qu'on peut eſpérer de la Nobleſſe militaire. L'Etat n'eſt ſain qu'autant que tous ſes membres travaillent : cette maxime doit être la baſe générale de tous les gouver-

nemens ; mais il faut y ajouter encore, que ce n'eſt qu'autant que ſes membres travaillent utilement, & conformément à leur deſtination naturelle. C'eſt ici le cas d'appliquer une ſeconde fois la Fable des membres & de l'eſtomac ; la circonſtance dans laquelle l'Orateur Grec l'employa étoit, j'oſe le dire, encore moins intéreſſante pour la nation. L'auteur de la Nobleſſe commerçante a raiſon ſans doute, en ne conſidérant que le bien particulier : mais lorſqu'il eſt queſtion des opérations du gouvernement, ce n'eſt plus le bien des particuliers qu'il

faut consulter, c'est le bien général, auquel tout autre intérêt doit céder; car sans cela le bien particulier ne peut être que momentané, comme il est aisé de le sentir ici. En permettant à la Noblesse de commercer, la Noblesse indigente deviendra riche, je le veux; mais toute la Noblesse le deviendra bientôt par les mêmes voies, & bientôt aussi, comme on l'a vu précédemment, il n'y aura que des Commerçans & plus de Noblesse. Il n'y aura donc que de l'intérêt & plus d'honneur. Il n'y aura donc plus de nerf dans l'Etat, puis-

que la force de celui-ci dépend de la conservation du préjugé de l'honneur : & nos mains au lieu d'avoir la vigueur néceſſaire pour donner des fers, auront à peine la force de les porter. Veut-on voir encore une fois les avantages d'un peuple belliqueux ſur une nation commerçante ? Parcourons l'Hiſtoire de Rome & de Carthage. Cherchons le point où commença la ruine de cette derniere république. Ce n'eſt point au paſſage de Scipion dans l'Afrique ; ce n'eſt point à la bataille de Zama, gagnée par les Romains, que

je le trouve ; c'eſt à la bataille de Cannes où cependant les armes Puniques triomphèrent. Annibal après ſa victoire envoie à Carthage demander des troupes & de l'argent ; les Carthaginois, plus commerçans que belliqueux, ne conçoivent pas comment le vainqueur peut avoir beſoin de ſecours. Ils traitent ſa demande de ridicule, & ne lui envoient rien ; de ce moment Annibal commence à ne pouvoir plus ſe ſoutenir en Italie. Rome, prête à voir écrouler ſa puiſſance, reſte ſur pied & menace déja Carthage, dont la puiſſance s'ébranle, chan-

cele, & tombe enfin ſous le pouvoir d'un ennemi qu'il ne tenoit qu'à elle de ſubjuguer. Tels furent pour cette république les fruits d'un commerce trop étendu, pour que ſes citoyens puſſent ſe partager entre le ſoin d'acquérir des richeſſes & celui de veiller à la conſervation de la véritable puiſſance. Carthage ne manquoit pas d'hommes, elle manquoit encore moins d'or, elle ne manquoit pas même de bons Généraux, puiſqu'elle pouvoit les payer, mais elle manquoit de ſoldats. La profeſſion des armes y étoit confondue avec les autres profeſſions,

feſſions, & peut-être y étoit-elle encore au-deſſous de toutes, puiſque la défenſe de l'Etat étoit abandonnée aux mercénaires, & ce fut la principale cauſe de ſa ruine. Cependant la politique des Carthaginois étoit en cela conforme au gouvernement républicain ſous lequel ils vivoient : or ſi cette politique a cauſé la décadence de ces républicains, quels malheurs n'en doit-on pas attendre dans une Monarchie, au principe de laquelle cette politique eſt ſi contraire ? Après ces conſidérations, ſongerons-nous encore à augmenter parmi nous la confu-

ſion des rangs, lorſqu'il nous eſt ſi eſſentiel de les rendre & de les conſerver diſtincts ? Songerons-nous encore à perdre notre ſûreté & le titre de nation belliqueuſe auquel elle eſt indiſſolublement attachée, ſans autre objet que celui d'enrichir quelques particuliers, chez qui l'augmentation de bien, en augmentant un luxe qui n'eſt déja que trop exceſſif, augmente en même tems l'indolence & tous les vices qui en réſultent ? J'ai dit, & j'attens là-deſſus le choix que fera ma Patrie, comme autrefois le Payſan du Danube attendoit la ré-

ponſe du Sénat aſſemblé.

Mais j'entends les murmures de la nation ; des milliers de voix s'écrient, aux armes. O François ! O mes chers compatriotes ! O vous avec qui j'ai offert plus d'une fois à ma Patrie, à mon Roi, le ſacrifice de ma vie ! Vous avec qui je brûle de l'offrir encore, je vous reconnois, & mes tranſports de joie vous l'annoncent ! Oui ; vous êtes dignes encore du ſang dont vous ſortez. Vous avez les vertus de vos ancêtres, & celles qu'ils n'eurent pas toujours, la modération, l'humanité. Le Roi eſt offenſé ;

la Nation eſt inſultée ; je vous vois dépouiller ces vains ornemens, étendarts de la volupté que vous ne vous permettez que dans le ſein du repos. Biens, plaiſirs, amis, parens, vous quittez tout pour courir à la gloire, enfin vous êtes des hommes. Nation trop fiere de tes forces maritimes, de l'étendue de ton commerce ! Vois notre Nobleſſe impatiente d'aller punir ton audace, effet de ta jalouſie. Le feu qui brille dans ſes yeux eſt le ſignal que te donne un peuple de héros. France ! Vois tes enfans s'aſſembler ſur tes côtes pour voler à la

vengeance. Ils ſont ton appui le plus ſûr. Ils ne tromperont jamais ton attente. Le dernier de tes citoyens te défendroit encore contre le monde entier armé pour ta ruine : s'il ne ſe flattoit pas de vaincre, du moins il ſçauroit mourir, & ſon dernier regard ne verra jamais l'étranger dans ton ſein. Tous tes enfans ſont des Bayard, des Turenne. Ils ne veulent point de richeſſes, s'il leur en coûte l'honneur; ils ne veulent point de biens, s'ils ne ſont attachés à la gloire.

FIN.